

NOVEMBRE 2005, DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES
ACTES DU COLLOQUE DES 19 & 20 OCTOBRE 2015 À SCIENCES PO

Madani Cheurfa, Adil Jazouli et Henri Rey (dir.)

Avec le soutien du **cget**

NOVEMBRE 2005, DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES
ACTES DU COLLOQUE DES 19 & 20 OCTOBRE 2015 À SCIENCES PO

NOVEMBRE 2005, DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES
ACTES DU COLLOQUE DES 19 & 20 OCTOBRE 2015 À SCIENCES PO

Madani Cheurfa, Adil Jazouli et Henri Rey (dir.)

NOVEMBRE 2005, DIX ANS APRÈS LES ÉMEUTES

Sommaire

| | |
|---|----|
| Les intervenants du colloque (par ordre alphabétique) | 7 |
| Le programme du Colloque des 19 et 20 octobre 2015, à Sciences Po. | 9 |
| Introduction par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF | 13 |
| Allocution de Patrick KANNER, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports | 15 |
| I/ Emeutes en France : des violences urbaines et des interprétations, table-ronde animée par Adil JAZOULI, CGET. | 21 |
| II/ Regards étrangers sur le cas français : si loin si proches, table ronde animée par Nordine NABILI, Bondy Blog | 31 |
| III/ La politique de la ville ou les défis des lieux : banlieues, ghettos et logement, table ronde animée par Henri REY, CEVIPOF | 42 |
| IV/ L'immigration : fonctions explicites, rôles implicites et défis au modèle républicain, table ronde animée par Madani CHEURFA, CEVIPOF | 56 |
| V/ Les jeunesses de nos quartiers : le temps des réalités et l'âge des possibles, table ronde animée par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF | 66 |
| Conférence de clôture : les émeutes de 2005 dans l'histoire des rébellions urbaines depuis 1968, par Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Université de Lyon I | 82 |
| Conclusion par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF | 88 |

Les intervenants du colloque (par ordre alphabétique)

- Leyla Arslan, sociologue
- Marie-Hélène Bacqué, Université Paris X-Nanterre
- François Bonnet, Pacte-IEP de Grenoble
- Joëlle Bordet, Centre scientifique et technique du bâtiment
- Ange Boyou, entrepreneur, diplômé de Sciences Po
- Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune
- Madani Cheurfa, CEVIPOF
- François Dubet, EHESS
- Martial Foucault, directeur du CEVIPOF
- Mimouna Hadjam, Africa 93
- Adil Jazouli, CGET
- Fabien Jobard, Centre Marc Bloch (Berlin)
- Patrick Kanner, Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
- Didier Lapeyronnie, Université Paris-Sorbonne
- Raphaël Le Méheauté, Commissaire général délégué à l'égalité des territoires - CGET
- Eric Marlière, CeRIES
- Mohamed Mechmache, ACLEFEU
- Béatrix Mora, Union sociale pour l'habitat
- Donna Murch, Rutgers University, New Jersey
- Nordine Nabili, Bondy Blog
- Henri Rey, CEVIPOF
- Cathy Schneider, American University, Washington DC
- Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de Seine Saint Denis
- Fabien Truong, Université Paris VIII
- Michelle Zancarini-Fournel, Université de Lyon I

Le programme du Colloque des 19 et 20 octobre 2015, à Sciences Po.

Dix ans après les émeutes de novembre 2005 qui ont embrasé de nombreux quartiers populaires dans des dizaines de villes françaises, il s'est agi, au cours du colloque scientifique international des 19 et 20 octobre 2015, à Sciences Po, moins de revenir sur l'historique de cet événement singulier, par son ampleur et par sa durée, que d'apprécier la situation présente des quartiers populaires, de leur jeunesse et des populations immigrées qui y résident.

Des émeutes urbaines, il y en a eu bien avant (les Minguettes 1981, Vaulx-en-Velin 1990) et bien après aussi, en France et ailleurs dans le monde. Des émeutes qui éclatent souvent selon un même enchaînement, après la mort, accidentelle ou non, d'un jeune au contact des forces de l'ordre la police. Le sens de ces violences éruptives est toujours questionné, leur dimension politique discutée, en particulier en l'absence d'une parole construite des acteurs qui s'y livrent.

Aussi, la première table ronde a-t-elle été consacrée aux interprétations que les chercheurs en sciences sociales tirent de l'analyse de ces émeutes tandis que la seconde s'est consacrée aux comparaisons avec les situations et les analyses dans d'autres pays qui vivent régulièrement des situations similaires (Royaume Uni, Etats Unis, Brésil, Afrique du Sud).

La troisième table ronde a porté sur l'enjeu de la politique de la ville. Plus de trente-cinq ans années de mise en place de cette politique publique originale ont-elles permis d'éviter la formation de ghettos ? La rénovation urbaine suffit-elle à changer la vie des habitants ? Comment surmonter la tendance au séparatisme social et la réticence à la construction de logements sociaux ?

L'immigration a été l'objet de la quatrième table ronde. L'action publique en direction des quartiers a-t-elle servi, sans formulation explicite, de politique de gestion de l'immigration ? Aujourd'hui, quels défis la question des immigrations, notamment les plus récentes, pose-t-elle à un modèle républicain sujet à bien des interrogations par ailleurs.

Enfin, un portrait de la jeunesse - ou des jeunesses - a été esquissé. Si les questions de l'emploi, de la scolarité et de l'insertion professionnelle se posent, un accent a été porté sur les formes de mobilisation. Trente ans après la Marche des Beurs, les mobilisations que l'on observe dans ces quartiers ont-elles permis à la jeunesse de trouver sa place sur la scène publique ? Où en sont les mouvements associatifs ?

Dix ans après les émeutes, l'ambition de ce colloque a été de contribuer à dresser un état des lieux des quartiers populaires pour dessiner des pistes d'avenir.

Accueil et introduction

lundi 19 octobre 2015 / 14:00-14:30 / amphithéâtre Emile Boutmy

- ▶ Patrick Kanner, Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
- ▶ Raphaël Le Méheauté, Commissaire général délégué à l'égalité des territoires - CGET
- ▶ Martial Foucault, directeur du CEVIPOF

I/ Emeutes en France : des violences urbaines et des interprétations

lundi 19 octobre 2015 / 14:30-16:15 / amphithéâtre Emile Boutmy

Quel sens donner aux violences urbaines ? Une contestation, une revendication, une revanche, un déchaînement ? Les interprétations sont nombreuses voire divergentes. L'intérêt de ce débat est aussi de mettre en évidence les carences de canaux de transmission de la demande sociale des habitants. Dix ans après, quel sens donner au recours à la violence ? Quelle compréhension a-t-on aujourd'hui des événements de 2005 ?

- ▶ Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de Seine Saint Denis
- ▶ Fabien Jobard, Centre Marc Bloch (Berlin)
- ▶ Eric Marlière, CeRIES
- ▶ Modérateur : Adil Jazouli, CGET

II/ Regards étrangers sur le cas français : si loin, si proches

lundi 19 octobre 2015 / 16:30-18:00 / amphithéâtre Emile Boutmy

Les événements de 2005 ont suscité de nombreuses analyses à l'étranger. Ces analyses sont précieuses pour entrevoir de manière différente nos expériences familières. L'intérêt supplémentaire de ces regards étrangers est de trouver des points communs pour progresser dans l'analyse de la France de 2005 à 2015.

- ▶ François Bonnet, Pacte-IEP de Grenoble
- ▶ Mohamed Mechemache, ACLEFEU
- ▶ Donna Murch, Rutgers University, New Jersey
- ▶ Cathy Schneider, American University, Washington DC
- ▶ Modérateur : Nordine Nabili, Bondy Blog

III/ La politique de la ville ou les défis des lieux : Banlieues, ghettos et logement

mardi 20 octobre 2015 / 09:30-11:00 / amphithéâtre Emile Boutmy

Nécessaire mais insuffisante, la Politique de la Ville fait l'objet d'un large consensus, parfois pour de mauvaises raisons, celles de l'évitement et de la mise à distance des populations défavorisées. Certaines cités sont-elles ainsi devenues des ghettos ? Quel rôle est défini pour les habitants des quartiers, leurs initiatives et leurs associations ? Comment le logement social contribue-t-il à la politique de la Ville ?

- ▶ Marie-Hélène Bacqué, Université Paris X-Nanterre
- ▶ Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune
- ▶ Didier Lapeyronnie, Université Paris-Sorbonne
- ▶ Béatrix Mora, Union sociale pour l'habitat
- ▶ Modérateur : Henri Rey, CEVIPOF

IV/ L'immigration : fonctions explicites, rôles implicites et défis au modèle républicain

mardi 20 octobre 2015 / 11:15-12:45 / amphithéâtre Emile Boutmy

Que désigne le terme d'immigration ? Les acceptions sont nombreuses et révèlent autant d'enjeux politiques et sociaux. Lui sont rapidement associées d'autres notions aux définitions tout aussi complexes : intégration, vivre-

ensemble, communautarisme. Comment cette question de l'immigration a évolué depuis 2005 ?

- ▶ Leyla Arslan, sociologue
- ▶ Mimouna Hadjam, Africa 93
- ▶ Modérateur : Madani Cheurfa, CEVIPOF

VI/ Les jeunesses de nos quartiers : le temps des réalités et l'âge des possibles
mardi 20 octobre 2015 / 14:30-16:30 / amphithéâtre Emile Boutmy

Selon l'adage, on mesure la gravité d'une question à la façon dont elle affecte la jeunesse. Où en est-on, dix ans après, des réalités et des espoirs de la jeunesse de nos quartiers. Faut-il d'ailleurs parler d'une jeunesse ou de jeunesses ? Comment entrevoit-on l'avenir quand on a dix-huit ans en 2015 ? Et surtout, en dix ans, le regard porté sur ces jeunesses a-t-il changé ?

- ▶ Joëlle Bordet, Centre scientifique et technique du bâtiment
- ▶ François Dubet, EHESS
- ▶ Fabien Truong, Université Paris VIII
- ▶ Ange Boyou, entrepreneur, diplômé de Sciences Po
- ▶ Modérateur : Martial Foucault, directeur du CEVIPOF

Conférence de clôture et conclusion : Les émeutes de 2005 dans l'histoire des rébellions urbaines depuis 1968.

mardi 20 octobre 2015 / 16:30-17:30 / amphithéâtre Emile Boutmy

A quoi les émeutes de novembre 2005 sont-elles comparables ? Le point de vue historique nous permet-il de singulariser ces événements ?

- ▶ Michelle Zancarini-Fournel, Université de Lyon I
- ▶ Martial Foucault, directeur du CEVIPOF

Introduction par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF

Je vous souhaite la bienvenue dans cet amphithéâtre historique de Sciences Po. Ce colloque intitulé « Novembre 2005 – 10 ans après les émeutes » a été organisé avec le soutien du CGET. A ce titre, je remercie Raphaël Le Méheauté, le commissaire du CGET.

Cette opération a mobilisé de nombreuses personnes pendant 12 mois. Nous avons souhaité prendre de la distance à l'égard des événements de 2005 et nous concentrer également sur la population immigrée et la jeunesse qui résident dans ces quartiers.

Nous avons dû opérer des choix scientifiques. Nous avons à l'esprit la nécessité de mettre en exergue deux dimensions prioritaires pour établir un programme de travail.

En premier lieu, nous avons souhaité comparer les événements de 2005 en France avec des contextes d'émeutes, de révolte qui se sont déroulés et se dérouleront à l'avenir dans d'autres pays. Les problématiques sont sensiblement identiques, mais la comparaison entre les pays est parfois délicate tant les contextes institutionnels et sociaux dans lesquels ces événements s'inscrivent ne sont pas forcément comparables. Nous souhaitons également connaître et apprécier les regards portés par des politologues, des sociologues et autres chercheurs en sciences sociales sur ce sujet.

L'apport des sciences sociales nous a également semblé crucial, et nous avons souhaité le démontrer dans le contexte des émeutes urbaines. Comment penser les émeutes urbaines ? Quel sens donner à leur irruption ? Quels sont les diagnostics relatifs à ce phénomène exceptionnel ? Il est cependant insuffisant de se contenter de ces diagnostics, malgré leur utilité indéniable. Il convient également de définir notamment la pluralité des enjeux, leur complexité et l'étendue des problèmes. Les diagnostics sont fondamentaux, mais on peut s'interroger sur la véracité de certains diagnostics, poursuivre un travail d'analyse pour dépasser ou réviser en profondeur leurs conclusions.

Le programme de ce colloque s'articulera autour de cinq tables rondes. La première reviendra sur le sens donné aux violences urbaines, la deuxième sur les regards étrangers portés sur le cas français, la troisième s'intéressera à la politique de la ville, la quatrième portera sur l'immigration et la dernière évoquera l'espoir offert à une jeunesse souvent présentée comme polarisée dans un territoire.

Je suis heureux que ce colloque ait lieu dans cette institution qui forme des générations d'étudiants aux politiques publiques. Lorsque nous avons confectionné ce programme, nous avons notamment mis en évidence la désarticulation de l'état providence et la marginalité de territoires plus exposés et moins protégés des transformations profondes de l'économie. Symbole d'une politique publique multidimensionnelle, la politique de la ville ne peut se comprendre sans tenir compte de sa relation verticale (du sommet de l'Etat vers les territoires) et horizontale (politiques publiques locales). Malgré un bilan

mitigé de la politique de la ville, il semble illusoire de considérer les émeutes urbaines au travers du seul prisme de la politique de la ville. De nombreux acteurs institutionnels, associatifs, citoyens sont partie prenante d'un quotidien parfois désenchanté parfois riche en initiatives personnelles que la politique de la ville ne permet pas toujours, et ce n'est pas son objectif premier, de retranscrire dans le débat public.

Avant l'allocution du ministre de la Ville, nous accueillons trois réalisateurs d'un documentaire qui sera prochainement projeté sur Médiapart et nous vous présentons une projection du premier des quatre volets de ce documentaire.

Louise Oigny, réalisatrice

J'ai travaillé en tant que photographe aux Bosquets en 2003. J'y ai gagné des amitiés. Le groupe Degenzo avait alors prédit que des émeutes se dérouleraient dans les 10 ans à venir et avait un sentiment de frustration parce que ceux qui avaient participé aux émeutes n'étaient pas entendus. Le film leur permet de s'exprimer. La deuxième partie de notre documentaire traite de la police, la troisième du racisme et la quatrième de l'école.

Patrick Artinian, réalisateur

Je précise que nous avons reçu un soutien du CGET pour ce film : *Les Bosquets, an 10* réalisé par Louise Oigny et Patrick Artinian¹.

Le film est projeté en séance pendant quelques minutes.

Martial Foucault

Je vous remercie d'avoir projeté la première partie de ce documentaire. La réalité sociale ne nous est pas souvent proposée sous cet angle. Je vous remercie pour votre travail.

Je vous propose d'accueillir Monsieur Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, qui a accepté d'ouvrir ce colloque.

¹ Disponible sur : <http://www.mediapart.fr/documentaire/france/2005-2015-la-revolte-des-quartiers-44-pour-ceux-qui-ont-fait-de-grosses-etudes-ya-pas-de-travail> (novembre 2015)

Allocution de Patrick KANNER, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Vous pouvez constater par ces interventions qu'il existe un lien manifeste entre la ville, la jeunesse et les sports.

Dix ans auparavant, à Clichy-sous-Bois, deux jeunes, dont on ne prononce jamais le patronyme, ont trouvé la mort. Il s'agit de Zyed Benna et Bouna Traoré et pas uniquement Zyed et Bouna. J'ai connu cette tragédie en tant qu'élu lillois, et conseiller général. Les émeutes qui se sont produites dans une partie de mon canton m'ont beaucoup marqué. En effet, j'ai vu tomber des cocktails Molotov à quelques mètres de moi à Béthune. Cette tragédie a été l'élément déclencheur d'une vague d'affrontements dans les banlieues et cités françaises, qui a duré plus de trois semaines, avec les configurations que vous connaissez. Ces affrontements doivent-ils être qualifiés d'émeutes ? De révoltes urbaines ?

Il s'agissait d'un mouvement politique, de lutte pour la reconnaissance. La vidéo que nous venons de voir présente des témoignages parfois jubilatoires et parfois inquiétants, et montre une sorte d'héroïsme sur fond de « guérilla urbaine ». Je ressens qu'elle traduit le sentiment d'être enfin reconnu de ces jeunes. L'affrontement a été très long. Il a toujours pour origine une tension entre la population et un grand service public régalien. Cet événement marquant de notre histoire récente mérite d'être décortiqué, analysé et compris. Je vous remercie pour le travail que vous accomplirez pendant ce colloque et les lumières que vous nous apporterez en tant que chercheurs et acteurs de terrain.

Le regard de chercheurs étrangers, notamment américains, est également très important. La question des émeutes et des relations entre la police et les populations est critique et a connu des épisodes récents d'une grande violence. Derrière les émeutes se trouve, en France, l'enjeu de la cohésion urbaine, de la politique de la ville et des quartiers.

J'aborde cet enjeu avec une position différente et je m'inscris dans une temporalité plus longue que la vôtre – celle de la politique de la ville, qui s'inscrit dans une période de près 40 ans –, mais aussi plus courte – celle qui me lie au mandat du président Hollande.

Il n'est pas question de prétendre que la gauche a résolu le problème des ghettos. Le premier ministre a même affirmé le contraire. Pourtant, je me refuse à assumer le bilan de l'approche d'une majorité précédente, qui a souvent stigmatisé les pauvres, les étrangers et les quartiers et a ôté les moyens du secteur associatif, en le privant de dizaines de millions d'euros. Aucun acteur du gouvernement auquel j'ai l'honneur d'appartenir n'a parlé de racaille ou de Kärcher, même si je n'ignore pas les dérives qui peuvent exister dans les quartiers prioritaires de la ville, mais qui n'en sont pas l'apanage exclusif.

La politique de la ville est intervenue en réponse au délabrement des grands ensembles. Nous avons souhaité donner un nouveau tour à cette politique à partir de 2012. Contrairement à la présentation qui en est faite par de nombreux médias, je ne crois pas que cette politique soit inefficace. La politique de la ville, qui existe depuis une trentaine d'années, ne suffit pas à contrecarrer les effets lourds du chômage de masse et de la compétition scolaire et ses effets territoriaux. Certes, certaines personnes qui habitent dans les quartiers s'en sortent aussi, mais pas toutes, et les personnes qui s'en sortent quittent le quartier. Il est donc paradoxal que des personnes s'en sortent grâce à la politique de la ville, puis qu'elles partent. Elles sont souvent remplacées par des plus pauvres. A titre individuel, on constate donc des trajectoires ascendantes, mais la situation est plus compliquée à l'échelle du quartier. La mixité sociale n'est en effet pas un mouvement naturel. Nous devons le constater et en faire une priorité politique.

J'ai cependant observé que des quartiers prioritaires étaient parfois transfigurés par le renouvellement urbain, et qu'il arrivait même qu'ils sortent de la politique de la ville. Certains quartiers connaissent donc une amélioration, mais d'autres quartiers ne parviennent pas à s'en sortir. En outre, dans certains quartiers, la moitié de la population active est au chômage, et il arrive que le chômage des jeunes atteigne 60 %, ce qui est insupportable au regard des équilibres qui doivent être ceux d'un quartier.

Dans ces quartiers, la défiance est palpable. Parfois, on observe une résignation, ce qui est encore pire. Pour donner plus pour l'emploi, l'école, la culture, les services publics, la présence associative, il est nécessaire de resserrer les mailles du vivre ensemble et du faire ensemble, dans la concertation et à la bonne échelle territoriale. La difficulté de la politique de la ville réside dans le fait qu'elle concerne de nombreux sujets (peut-être trop) et implique de nombreux acteurs (en nombre peut-être insuffisant).

La politique menée par notre gouvernement consiste à refonder la géographie prioritaire sur la base d'un critère unique et juste : le niveau de revenu. Grâce aux progrès de l'outil statistique, nous avons été capables de dessiner la nouvelle carte des quartiers prioritaires de la ville (environ 1 500 quartiers, dont 1 300 en métropole et plus de 200 en outremer). Avec ce critère, nous avons été capables de bâtir une définition à caractère contractuel de la politique de la ville à l'échelle des agglomérations, qui nous semble pertinente. Mon expérience de signature de contrats de ville me prouve que l'échelle intercommunale est manifestement une bonne échelle pour travailler.

Les contrats de ville sont signés avec un grand nombre de partenaires publics, institutionnels, élus, grandes structures et grands services de l'Etat, partenaires économiques (bailleurs sociaux) et partenaires du monde associatif. 380 contrats de ville ont été signés à ce jour sur les 437 que nous devons atteindre. Sur la période 2014-2024, il est prévu un investissement conséquent. Je salue à ce titre Jean-Louis Borloo, qui a imaginé à l'époque ce dispositif impressionnant, consistant à injecter 40 milliards d'euros de travaux réalisés en dix ans. Nous continuons ce travail. L'investissement de l'ANRU représentera environ 5 milliards d'euros, financés avec le concours d'Action logement. Cette somme devrait avoir un effet levier d'au moins 20 milliards de

travaux sur la période 2014-2024, avec le maintien d'un dispositif fiscal important impliquant un taux de TVA de 5,5 % pour l'accès social à la propriété pour favoriser le parcours résidentiel de locataires qui souhaitent rester dans leur quartier. En effet, le maintien dans les quartiers de populations en ascension sociale passe par la capacité de ces personnes à devenir propriétaire. Par ailleurs, il est nécessaire d'y attirer une population nouvelle de jeunes pour donner du sens à la notion de mixité sociale.

Toutefois, le doute s'est installé quant à la vérité du discours et sa capacité à changer la vie des populations de ces quartiers. J'ai une conscience aiguë de notre responsabilité. La puissance publique doit manifester sa présence par le renforcement des services publics, notamment le transport, dans ces quartiers prioritaires.

Selon la Cour des comptes, les quartiers recevraient l'argent de la politique de la ville, mais ils sont sous notés par rapport au droit commun. En premier lieu, chaque ministère doit se montrer vigilant à ne pas participer à la relégation territoriale par une inégalité de traitement. Je ne souhaite pas être la bonne conscience du gouvernement, qui permettrait aux autres ministres de s'exonérer de leurs responsabilités dans le domaine de l'action républicaine. Par exemple, l'Education nationale accomplit désormais de grands efforts pour réparer cette aberration.

Outre le renforcement de la présence publique, nous misons également sur le renforcement de la présence associative. Nous avons notamment décidé en mars dernier de restaurer les crédits de 100 millions d'euros qui avaient été supprimés aux associations entre 2009 et 2012. Les associations sont souvent les derniers interlocuteurs des jeunes dans ces quartiers. Ce sont également des structures qui peuvent faire parfois l'objet d'une mainmise de certains groupes. A ce titre, je signale le rapport qui a été remis au Premier ministre et au Président sur la présence de mouvements salafistes dans les clubs sportifs. Nous nous montrons très vigilants à ce sujet. Les jeunes dans ces clubs sportifs se trouvent face à des personnes aux intentions qui ne sont pas républicaines. Le ministre de la Ville doit se montrer attentif à cette situation nouvelle. Le rôle du mouvement associatif est social et éducatif. Il est primordial et il justifie l'effort budgétaire que nous avons évoqué, y compris dans la perspective de la lutte contre la radicalisation, qui ne peut pas être le monopole du ministère de l'Intérieur. Cela signifierait que nous renonçons à toute politique préventive et éducative. Nous devons fonder notre action d'une part sur la répression, qui relève du ministère de l'Intérieur et des fonctions régaliennes de l'Etat, et d'autre part sur la prévention, qui relève du ministère de la Ville.

Cette politique est organisée selon trois axes. Le premier axe est la participation du collectif. L'aspiration des habitants à être entendus et considérés est en effet profonde. Nous avons donc inscrit dans la loi la création des conseils citoyens, dont chaque quartier prioritaire de la ville devra se doter. Ces conseils ont pour mission de suivre et discuter de la réalisation des contrats de ville. Ce jour, 300 conseils sont déjà installés et un millier de conseils sont en voie d'installation. Toutefois, ces conseils citoyens ne doivent pas être des outils démagogiques. Ils ne sont pas synonymes de démocratie participative. Ils doivent être accompagnés par des modules de formation qui

peuvent paraître anecdotiques. J'ai rencontré des conseils citoyens qui se voyaient offrir une formation sur la prise de parole en public. En effet, ce qui peut sembler naturel à certains n'est pas évident pour des personnes qui ont un faible niveau scolaire. J'ai donc décidé que chaque conseil citoyen serait accompagné d'une personne en service civique.

J'installerai l'année prochaine le Conseil national des villes, présidé par le Premier ministre, qui comprendra pour la première fois un collège des habitants des quartiers prioritaires. C'est un phénomène nouveau dans les instances décisionnaires de la France. D'autres formes de participation restent à imaginer ou développer : la bourse d'expérimentation a été dotée d'un budget de 1,2 million d'euros, maisons du projet. La puissance publique ne doit pas craindre d'être critiquée ou interpellée, car le dialogue est crucial. Cela participe à une exigence démocratique et une volonté de requalification sociale.

Le deuxième axe que nous poursuivons concerne les relations entre la police et la population, qui doivent être apaisées. Il convient de redonner à la police sa place et ses lettres de noblesse ; les habitants doivent retrouver la confiance en la police. Une expérimentation de dispositifs de caméras piétons – les agents portent une caméra sur leur uniforme – permet de rendre transparente l'interaction. Les délégués à la cohésion, les référents sociaux ou les services civiques seront également les outils du rétablissement de la confiance.

Le troisième axe est celui du développement économique, qui était absent du précédent programme de la politique de la ville. Il nous semble indispensable de miser sur la capacité de développement endogène des quartiers. La Caisse des Dépôts consacrerá notamment 400 millions d'euros, ce qui peut certes sembler peu à l'échelle des quartiers, dont 100 millions d'euros pour l'ingénierie, 250 millions d'euros pour les projets immobiliers et 50 millions d'euros pour des soutiens aux dispositifs de détection des porteurs de projets ou du retour à l'emploi. L'objectif consiste à créer la richesse endogène dans les quartiers. On a en effet trop voulu apporter de la richesse dans les quartiers, sans tenir compte de la richesse existante au sein de ces quartiers. Nous créerons par ailleurs une agence régionale du développement économique et du territoire dédiée à ces enjeux, qui permettra d'orienter les financements. Le Président de la République l'inaugurera demain.

L'axe de la culture dans les quartiers est un levier de cohésion, mais notre soutien à cet aspect est actuellement faible. Il est nécessaire de soutenir les médias de proximité, les cultures urbaines. Il est primordial d'amener la culture dans la ville et de s'ouvrir à la culture urbaine. Je signale notamment le projet ambitieux de villa Médicis à Clichy-Montfermeil qui a pour objectif de réintroduire la culture dans les quartiers, tout en tenant compte de la richesse culturelle des quartiers, dans une interaction indispensable.

Vos travaux sont précieux à l'action publique. Je souhaite parler également de la place des femmes, qui semble étonnamment occultée dans les quartiers. Ce sujet est déterminant aujourd'hui pour la politique que je souhaite mettre en œuvre. Le pouvoir de la religion et le concept de laïcité sont également cruciaux. La montée des intolérances, du racisme de l'antisémitisme et la force des théories du complot sont des sujets à surveiller.

Je n'ai que quelques convictions et une seule certitude : les habitants des quartiers prioritaires attendent du respect et de la reconnaissance et non une forme de compassion. Je m'efforce d'agir au quotidien avec respect pour ces habitants, qui ne veulent pas être considérés comme une charge pour la société, mais représentent un défi pour la République, chargée de mettre en œuvre l'égalité des chances pour tous.

Le Président de la République a déclaré récemment au camp des Mille : *« Nous sortons à peine d'une grave crise économique, qui peut laisser un sentiment d'abandon et de déclassement. Certains utilisent ces angoisses pour séparer, diviser, et parfois détester. La république, elle, ne connaît pas de race ou de couleur de peau. Elle ne reconnaît pas de communautés. Elle ne reconnaît que des citoyens libres et égaux en droits, et cela n'est pas négociable. »*

Si la place de six millions de Français vivant dans les quartiers prioritaires n'est pas négociable, elle se coconstruit dans la clarté, l'exigence, la fierté et dans le respect des valeurs républicaines.

Merci pour vos contributions et cette capacité d'interpellation, qui nous seront utiles dans la politique de la ville, qui est un chemin souvent semé d'embûches, mais toujours avec le profond souhait que chacun ait sa place dans une société qui exclut plus qu'elle ne rassemble. Sachons nous rassembler pour mieux nous ressembler.

Martial FOUCAULT

Je vous remercie pour ces propos.

Ces travaux seront téléchargeables trois semaines après ce colloque pour que l'ensemble des chercheurs puissent en prendre connaissance. Certaines thématiques seront abordées ultérieurement avec le soutien du CGET. En effet, le CEVIPOF a décidé d'organiser deux journées supplémentaires entre novembre 2015 et novembre 2016 sur la place des femmes dans les quartiers et les transformations du vote dans ces quartiers. Nous vous ferons part des conclusions des travaux.

I/ Emeutes en France : des violences urbaines et des interprétations, table-ronde animée par Adil JAZOULI, CGET.

Ont participé à cette table ronde :

Fabien JOBARD, Centre Marc Bloch (Berlin)

Éric MARLIERE, CeRIES

Stéphane TROUSSEL, Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Adil JAZOULI

Dans cette table ronde, nous nous intéresserons aux émeutes urbaines. De nombreux chercheurs ont travaillé sur ces phénomènes sociaux, avec des approches, des analyses et des conclusions différentes.

Fabien Jobard, vous avez surtout travaillé sur la manière dont les forces de l'ordre se sont comportées pendant ces émeutes et l'évolution de leur rôle opérationnel pour maintenir l'ordre. Depuis les émeutes de 1981 aux Minguettes jusqu'à celles de 2005 et les suivantes, avez-vous constaté des évolutions en matière de maintien de l'ordre ? ces émeutes ont-elles eu des incidences sur le rapport entre la police et la jeunesse ?

Fabien JOBARD

Du point de vue des acteurs politiques, et notamment gouvernementaux, la police a agi avec un incontestable succès pendant les émeutes en matière de maintien de l'ordre. La police française a démontré sa maîtrise de ce type d'événement. La preuve en est l'absence de morts pendant les émeutes. Dans une interview de fin novembre 2005, Dominique de Villepin, alors Premier ministre, a répondu à une journaliste américaine qu'il n'était pas certain qu'il s'agisse d'émeutes, car ce phénomène était très différent de ce qui s'était passé à Los Angeles, où on avait déploré plus de 50 morts. La gestion policière des émeutes est aussi une gestion médiatique des interventions policières. On peut contester l'affirmation selon laquelle aucun décès ne s'est produit pendant les émeutes. En effet, un habitant de Stains est mort au pied de son immeuble lors d'une confrontation au sujet de dégradations et des gardiens d'immeubles sont morts en essayant de maîtriser des incendies dans leurs immeubles. De même, tous les morts de Los Angeles ne sont pas des jeunes tués par des tirs policiers. Les émeutes françaises sont une incontestable victoire d'un certain mode de lecture de ces événements, transporté par le gouvernement et relayé par les médias. Pour ma part, je n'ai pris connaissance des décès de Trappes et de Vesoul que des années après les faits, et je ne connais pas leurs noms.

Cette vision triomphale de l'action de la police entraîne une conséquence immédiate, qui est l'absence de réforme en profondeur. Dans les années 60,

aux Etats-Unis des « *race riots* » étaient appelées par certains des « *police riots* » en insistant sur le fait qu'une question policière était toujours au départ des émeutes. Durant les années 60, le président des Etats-Unis a mis en place une commission réunissant des chercheurs, des universitaires, des responsables associatifs et des acteurs publics pour réfléchir à la réforme de la police. Le *community policy* des années 80 prend sa source dans cette réflexion. EN France, rien de tel ne s'est produit, car les émeutes sont considérées comme une question de maintien de l'ordre et un problème d'ordre public, et non comme un phénomène de protestation.

Nous savons pourtant que, dans maintes situations, la police était en retard et a laissé des affrontements s'étendre, et la logistique et la communication étaient souvent défailtantes. La première réponse de la puissance publique représentée par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a été un surcroît d'équipement policier destiné au maintien de l'ordre (450 *flashballs*, 7 000 grenades lacrymogènes, des grenades explosives, 5 000 casques anti-émeutes). Le premier geste de la puissance publique a donc été de renforcer l'équipement de maintien de l'ordre des policiers, qui est défensif et offensif. Les policiers sont en effet inquiets de la virulence des affrontements dans les cités. La conséquence des émeutes de 2005 est donc en premier lieu la militarisation de la police. Des mouvements de réforme de surface de la police s'en sont ensuivis. La police est une administration de 130 000 agents, et la gendarmerie comporte moins de 100 000 gendarmes. En outre, la police est extrêmement syndicalisée et les syndicats ont fortement gagné en puissance dans les années 2000. Cette institution est donc rarement et difficilement réformée. Toutefois, des actions ont été conduites, notamment dans le domaine des interventions dans les quartiers, avec le développement des compagnies de sécurisation, des brigades territoriales (BST), des patrouilleurs. Dans ces nouveaux dispositifs, on a cependant toujours insisté sur les allures militaires de l'intervention policière. Certains policiers se plaignaient d'ailleurs d'être suivis par des collègues surarmés (qu'ils appelaient « les ninjas ») pour prendre en charge leur sécurité. L'amélioration du travail concret des policiers ne faisait donc pas réellement l'objet d'une réflexion, mais il s'agissait surtout d'une démonstration spectaculaire de l'intervention.

Dix ans après les émeutes de 2005, le bilan des réformes de la police intervenant en banlieue se traduit notamment par la mise en place de la police d'agglomération en région parisienne. Le préfet possède l'autorité sur l'ensemble de l'action policière à Paris et en petite couronne, ce qui a renforcé les effets de centralisation de la police, de détachement (auquel s'ajoutent les effets de réduction budgétaire ayant entraîné des réductions d'effectifs au début des années 2000), d'éloignement entre les policiers de patrouille et leur commandement. Désormais, les forces sont projetables et les policiers ont été éloignés du tissu dans lequel ils interviennent. Même les policiers qui connaissaient bien leur population, comme les brigades anti-criminalité, qui connaissent très bien une partie de la population, ont été départementalisés et donc retirés des quartiers.

Par ailleurs, la police dans les banlieues se trouve davantage sous le regard du public, ce qui doit être pris en compte. Les dispositifs de caméras-piéton, de

téléphones portables, de caméscopes ont changé la manière de faire la police dans ces quartiers. En outre, l'augmentation du niveau de diplôme des populations de police dans les quartiers est un phénomène important. Des recherches ont démontré que la police surcontrôlait certaines populations. Six ans après la publication de cette recherche, les acteurs du terrain se sont approprié cette recherche. Ils connaissent le fonctionnement politico-administratif et s'en saisissent pour renvoyer la puissance publique à ses responsabilités. Ce phénomène est récent et se manifestait très rarement dans les quartiers esseulés 30 ans auparavant. Les évolutions sont donc contradictoires et l'avenir est incertain.

Adil JAZOULI

Eric Marlière, vous avez écrit un article sur l'analyse psychologique des émeutes et la position des chercheurs français par rapport aux émeutes. Quelle analyse vous paraît pertinente pour avancer dans la compréhension de ces phénomènes ?

Eric MARLIERE

Quelques mois auparavant, dans la revue Agora portant sur les 10 ans d'émeutes, Régis Cortesero et moi-même avons travaillé sur une sociologie des émeutes pour essayer de comprendre les événements. Cet exercice s'est avéré parfois arbitraire et complexe, mais nous avons cherché une certaine cohérence dans ces « émeutes de papier ».

Nous sommes partis de l'hypothèse que la plupart des chercheurs qui abordent les quartiers populaires de manière classique depuis une vingtaine d'années considèrent que les jeunes des quartiers sont orphelins du mouvement ouvrier. Nous considérons qu'une partie de ces chercheurs étaient aussi orphelins de ce mouvement ouvrier. A la suite de ces émeutes, certains chercheurs ont procédé à l'analyse d'un nouveau mouvement social émergent ou l'émergence d'un nouvel acteur historique. En premier lieu, nous revenons sur la sociologie post-émeutes, notamment par les catégories classiques de la question sociale, de la fracture urbaine ou du déficit d'intégration républicaine.

Dans les analyses classiques, on observe que les émeutes sont souvent déclenchées à la suite de la mort d'un jeune, quelle qu'en soit l'origine (tué par la police ou par d'autres jeunes). Par ailleurs, ces jeunes sont orphelins du mouvement ouvrier et de son système social. L'exclusion sociale est le moteur des émeutes, avec la constitution de parias urbains dans les quartiers populaires, qui amène à des violences urbaines issues du chômage, de l'exclusion sociale et de la précarité.

En contrepoint de cette interprétation, la question urbaine porte surtout sur le territoire : la fracture urbaine à l'origine de ces territoires décalés vient en contrepoint de la question sociale. Cette interprétation considère que le problème provient davantage des problématiques sociales que du territoire. Se pose également la question du déficit d'intégration républicaine, notamment avec l'idée du déclin de l'institution et l'échec du modèle d'intégration. Une partie de ces jeunes trouverait une sorte d'identité consolatrice dans le

marqueur ethnique. Par ailleurs, les sociologues de la délinquance s'intéressent à la délinquance qui serait liée à l'exclusion sociale.

En deuxième lieu, les problématiques émergentes mobilisent plusieurs sociologues, en particulier l'effet générationnel. Vers le milieu des années 2000, on distingue les personnes issues de la génération de la marche contre le racisme de 1983, qui cherchaient à s'intégrer dans l'espace républicain, et la génération des émeutiers de 2005, qui montrent que la situation s'est dégradée dans les quartiers populaires. Le répertoire de ces jeunes est le langage du feu et de la violence.

Dans ce tournant des années 2000 chez les chercheurs, un autre point important est le dépassement de la conflictualité, notamment dans le conflit avec les institutions : la police, le sentiment d'injustice, les rapports entre les jeunes et la police, mais aussi le travail social, l'école, parfois perçue comme l'institution qui fait de la sélection sociale, la politique et les politiques en général.

Une autre thématique est la question du postcolonial, qui inclut l'oppression raciale, religieuse et les révoltes. Derrière cette fracture coloniale apparaît la question des indigènes et de la manière dont ils sont traités par les politiques publiques. La question des discriminations s'y rattache également, en séparant les blancs et les non-blancs, ainsi que la thématique de la religiosité et en particulier de l'islamophobie.

Un anthropologue a mis en avant l'impact du capitalisme financier au niveau mondial sur l'addition sociale, avec la globalisation qui crée des quartiers pauvres et des quartiers riches, et la dissolution de l'État-nation qui a pour effet de réduire les politiques sociales, ce qui marginaliserait davantage les populations des quartiers prioritaires. L'imposition des normes du capitalisme et les effets de la corruption sur les classes populaires défavorisées sont également à prendre en compte, mais concernent moins la France.

En outre, la pression immobilière s'exerce aussi sur les quartiers pauvres proches des centres-ville ou zones urbaines riches, ce qui force les populations de ces quartiers à les quitter pour laisser place à de nouveaux projets immobiliers.

Quel sens donner aux émeutes ? Les chercheurs considèrent généralement que le déclin du mouvement ouvrier est probablement un des éléments moteurs. Il s'accompagne de la non-représentation politique, de l'affaiblissement des capacités politiques de résistance des habitants des quartiers populaires et d'une vie associative anémiée. Des débats portent en outre sur le statut politique de l'émeute, que certains reconnaissent et d'autres nient. Une minorité voit un sens social ou politique aux émeutes. D'autres y voient un phénomène non abouti, ou un événement supra-politique de jeunes qui se mobilisent contre un système qui les méprise et parfois porte atteinte à leur vie. Certains considèrent qu'il s'agit d'un système post-politique, dans lequel les jeunes se passent du dialogue et s'expriment directement par la violence.

Ces différentes interprétations remettent souvent en cause les politiques urbaines, ainsi que les politiques culturelles et posent la question des violences des institutions liées à l'état.

Les sociologues ont une approche marquée par le déclin du mouvement ouvrier, qui pourrait être lié à la société multiculturelle. Ils s'interrogent sur ce qui émergera et sur l'éventualité de l'apparition d'un nouvel acteur historique.

Ils s'interrogent également sur le rôle de l'intellectuel et le rôle de la sociologie. Si les émeutes permettent de valider les approches classiques de l'ensemble du monde sociologique, elles ont apporté un renouvellement dans le travail des sociologues qui doivent traiter également la question de l'absence des femmes et du religieux.

Adil JAZOULI

La Seine Saint-Denis a vu la naissance des émeutes urbaines en 2005. Ce département concentre les difficultés économiques et sociales. Comment l'action politique réagit-elle immédiatement ou après les émeutes ? Comment gérer ces événements ? Les émeutes permettent-elles de reconstruire du lien social ? Que se produit-il pour les institutions politiques ?

Stéphane TROUSSEL

En 2005, j'étais maire adjoint de La Courneuve. Dans l'urgence, les élus essayaient chaque soir par leurs messages et leur action de gérer l'urgence, et de limiter la casse. Nous avons un sentiment insupportable de ne pas être en capacité de trouver les mots et les actes pour faire cesser cette violence et un sentiment d'échec en tant que responsables associatifs, élus et hommes politiques, car nous n'avons pas trouvé les formes de discussion pour empêcher la situation de dégénérer. Notre engagement politique était donc mis en question.

Il est difficile de se livrer à une interprétation objective. Un mouvement de cette ampleur concernait les plus jeunes, dont beaucoup n'avaient jamais été mis en cause par la police, et des populations plus larges que les délinquants habituels. Le phénomène était donc plus important que des émeutes urbaines qui succèdent souvent à un événement tragique. Il s'agissait de l'expression de quelque chose qui dépassait la simple protestation d'émeute. La situation provenait de la relégation sociale, de l'exclusion économique, de l'absence de service public. A titre d'exemple, j'ai inauguré le collège Louise-Michel, qui était jusque-là surnommé Louise-Misère tant il était dégradé. Une ville de 40 000 habitants ne possédait ni piscine ni agence Pôle Emploi, malgré le nombre de personnes sans emploi dans la ville. La police devient plus une police de projection que de proximité, mais Clichy-sous-Bois était dépourvu de commissariats de police et le T4 ne sera pas inauguré avant 2018 au plus tôt. Le territoire de Seine Saint-Denis n'est pourtant pas relégué du centre, sans transport ni lien avec le centre, les services et les opportunités de Paris.

La durée de ce mouvement, son ampleur, les individus engagés dans ces émeutes ont percuté de plein fouet notre action. Nous en avons conclu qu'il était surtout nécessaire de faire entendre la situation de ces quartiers. Nous demandons l'égalité pour ces quartiers. Pendant dix ans, alors que la Seine

Saint-Denis connaissait une augmentation démographique, des postes d'enseignants étaient supprimés dans les établissements du département. La révision générale des politiques publiques supprimait également de nombreux postes de policiers en Seine-Saint-Denis, où les émeutes étaient nées et où le Président de la République avait affirmé qu'il nettoierait au Kärcher la cité des 4000. Toutefois, le commissariat de police de Saint-Denis, dont la population s'était accrue de 30 000 habitants, a reçu un seul agent de police supplémentaire. Malgré certains efforts, la situation était difficile.

Ces quartiers se sont transformés, notamment grâce à l'action de l'Agence nationale pour le renouvellement urbain, et l'inversion de la tendance des politiques de l'Education nationale. Physiquement, ces villes se sont transformées. Par exemple, les deux dernières barres de La Courneuve seront prochainement démolies. Toutefois, le regard porté sur ces quartiers par l'ensemble du pays n'a pas changé. Un ancien président de la République a osé prononcer une phrase terrible : « *Il faut faire en sorte que la banlieue arrête de culpabiliser la France* ». Nous pouvons imaginer, s'il ose prononcer une phrase pareille, le regard sur la banlieue qui peut exister dans le reste du pays. La banlieue est la France au même titre que n'importe quel autre territoire.

Fondamentalement, le pays a un problème avec ces quartiers, notamment à cause de l'image de la population qui compose ces quartiers. Cela renvoie à des questions plus profondes liées à l'histoire du pays. Tant que le pays n'acceptera pas de se regarder tel qu'il est, les élus locaux auront des difficultés à faire entendre les besoins spécifiques de rééquilibrage de ces quartiers. Le pays accepte encore difficilement les débats sur l'affectation des dotations à certains quartiers ou sur l'affectation des ressources de l'Education nationale. En effet, il sera nécessaire d'affecter davantage de professeurs à Clichy-sous-Bois ou Saint-Denis qu'en Lozère ou dans la Creuse.

Echanges avec la salle

De la salle

Question inaudible

De la salle

Claude Dilain, le maire de Clichy, était à l'époque président du conseil national des villes. Lors des cérémonies qui ont eu lieu à Clichy, l'avocat des enfants disait combien le maire de Clichy, bien que très bouleversé, avait immédiatement compris que la version officielle des événements était inexacte. Les enfants n'étaient pas des cambrioleurs ; ils avaient eu peur de la police et avaient fui. Cette réaction, probablement inadéquate, traduisait une défiance de la jeunesse à l'égard d'une institution. Au sujet de la transformation des interventions policières, les populations demandent davantage de protection. A l'instar de ce qui s'est produit dans certains pays, comment est envisagée la transformation des interventions policières et de leur manière de travailler avec les collectivités locales ?

De la salle (membre du collectif « Justice et vérité pour Ali Ziri »)

Ali Ziri, âgé de 69 ans est décédé après une interpellation par la police en raison d'une technique d'immobilisation ayant provoqué une hypoxie ; il est mort étouffé.

Fabien Jobard, pouvons-nous avoir une vue d'ensemble plus complète sur les violences policières et sur la perception fréquente dans les quartiers populaires que la justice et la police fonctionnent ensemble contre les citoyens de ces quartiers ?

Eric Marlière, pourriez-vous réaliser un retour sur les interprétations des émeutiers et émeutières – en effet, des femmes ont participé en ouvrant leurs portes pour protéger les émeutiers ? Quelle est la place respective des questions sociales, raciales et territoriales dans leur perception de ces émeutes ?

Stéphane Troussel, le parti socialiste avait en 2005 validé la réactivation d'une loi qui faisait peur, car elle rappelait les événements survenus en Algérie et en Nouvelle-Calédonie. En tant qu'élu, pensez-vous que nous avons répondu clairement à la situation d'un point de vue social et sur l'aspect des discriminations, alors que Monsieur Valls utilise le terme de « guerre de civilisation » et explique qu'il faut absolument défendre « nos valeurs judéo-chrétiennes », avec la résonance que cela peut avoir dans les quartiers ? Cela risque d'alimenter la guerre intérieure médiatique, politique et idéologique qui est menée en direction des quartiers.

De la salle

La lutte contre la discrimination semble s'avérer nécessaire alors que de nombreuses mesures sont mises en place pour aider les quartiers. 2015 est l'année de la lutte contre le racisme. Il est donc étonnant que l'Etat cherche à casser le jugement reconnaissant que cinq des 13 jeunes gens ayant saisi la justice ont été victimes de discrimination au faciès. Cette politique me semble donc comporter des incohérences.

Fabien JOBARD

Au sujet du pourvoi en cassation de l'Etat, a cour d'appel et de première instance a refusé d'estimer que les jeunes avaient été victimes de contrôles discriminatoires. Cette action au civil, et non au pénal, ne serait pas possible si un ensemble d'institutions ne prêtait pas un regard attentif sur la police. La police est bien sous le regard du public. En outre, les jeunes ont une certaine connaissance du droit, ce qui montre également les effets de la scolarisation supérieure dans les banlieues. Cette procédure judiciaire s'étend depuis des années et aura un épilogue. Il m'est cependant compliqué d'interpréter les intentions de l'Etat, bien qu'il ne semble pas très pertinent, quelques semaines avant les commémorations des émeutes, que l'Etat défende la légitimité de la police lorsqu'elle contrôle un citoyen sur la seule base de son apparence, sans infraction réelle. Je pense qu'il s'agit d'une traduction de l'influence des syndicats de la police.

La police est en outre une institution compliquée à réformer, comme l'Education nationale. Il est difficile d'expliquer à un jeune policier qu'il devra faire une police « sensible ». Depuis la fin des années 90, les gouvernements successifs insistent sur le fait que la police est une institution rempart, qui ne doit pas céder sur son caractère martial. On envoie donc une injonction contradictoire aux jeunes policiers en leur disant de ne pas céder tout en faisant preuve d'une écoute sensible. Ils sont en effet détenteurs de la force tout en étant des travailleurs sociaux ; cette tension n'a pas été résolue. Lorsqu'un agent est en situation contradictoire, il tend à s'abriter derrière une application stricte de la loi et il se ferme à tout ce qui peut troubler cette application légaliste, comme les sollicitations du public, les demandes d'écoute ou de protection, la prise de connaissance du quartier. Par ailleurs, le turnover des policiers est très fort en région parisienne, car leur retour dans leur ville d'origine une fois le service terminé est favorisé.

Il est par ailleurs paradoxal de saisir la justice au sujet d'un mauvais comportement policier, car le procureur qui décide des poursuites à engager dirige également l'action des officiers de police judiciaire. Les policiers sont donc en mesure d'exercer une certaine pression sur les parquets, soit par des manifestations, soit par une démobilisation massive, car sans police, la justice n'est rien. Le rapport de forces entre police et justice est par conséquent en faveur de la police, ce qui rend difficile d'arbitrer justement dans ce type d'affaires.

Toutefois, la justice administrative a récemment fait entendre sa voix dans une affaire de flashball, qui pourrait aboutir à une condamnation éventuelle de l'Etat pour faute lourde. Une évolution de la justice des personnes est consécutive aux événements de Mantes-la-Jolie en 1991. Peu avant la défaite de mars 1993, le gouvernement socialiste a fait voter une loi qui introduit la présence de l'avocat en garde à vue, et a créé la commission nationale de déontologie et de la sécurité. Il est désormais possible de saisir le défenseur des droits. Le gouvernement français est aussi sous l'œil de la Cour européenne des droits de l'homme et de la commission de prévention de la torture. La police est donc plus contrôlée qu'auparavant. Les évolutions existent, mais se produisent de manière heurtée.

Adil JAZOULI

Avons-nous des témoignages de la manière dont les jeunes des quartiers populaires abordent ces événements ?

Eric MARLIERE

J'ai surtout enquêté auprès des jeunes à ce sujet. J'ai réalisé un ouvrage sur le sentiment d'injustice des jeunes des quartiers (*La France nous a lâchés*), qui montre des signes avant-coureurs des événements, notamment un sentiment d'injustice qui fédère les émeutiers et les trentenaires.

J'ai rencontré des adolescents qui ont participé aux émeutes : ils se sont mobilisés essentiellement à cause de la police ou en réaction contre un enseignant « raciste ». Les parents ne cautionnaient pas les émeutes, mais ils comprenaient la révolte de leurs enfants. Les plus âgés rappelaient que les

jeunes étaient rapidement orientés en apprentissage professionnel par les conseillers d'insertion, à cause de primes. Certains imaginent même un complot. Les trentenaires considèrent qu'ils sont mal vus et qu'on ne les aime pas. Les institutions d'encadrement sont visées, ainsi que le politique, quelle que soit son orientation. Il existe également une idée « qu'on ne croit plus ». Un témoin m'a expliqué qu'il avait toujours la rage envers la police et les enseignants, bien qu'il soit désormais cadre dans une entreprise. Il racontait notamment qu'un policier l'ayant connu dix ans plus tôt s'était senti mal à l'aise en le rencontrant à nouveau dans le cadre de son entreprise. Le sentiment d'injustice existe à différents niveaux, y compris géopolitique (question palestinienne). Les émeutiers sont souvent adolescents, mais, si la mort d'un jeune est souvent le facteur déclencheur, un fort sentiment d'injustice mobilise les populations des quartiers populaires à différents niveaux, même les diplômés qui se trouvent au chômage ou dans des emplois indignes de leur cursus universitaire, et fédère une partie des jeunes.

Adil JAZOULI

Stéphane Troussel, l'action politique a été interpellée à plusieurs reprises, surtout au niveau national. Depuis les élections présidentielles, qui ont connu 80 % de participation dans les quartiers, on observe une régression très forte du vote. Les élections présidentielles et municipales étaient les élections les plus suivies, mais on observe une forte chute du taux de participation : qu'est-ce qui pourrait réenchanter le politique dans ces territoires ?

Stéphane TROUSSEL

François Hollande a reçu 65 % de votes favorables au premier tour et 90 % au second tour dans certains territoires de Seine Saint-Denis avec un niveau de participation proche du niveau national. Un phénomène général, lié à la personnalisation, au quinquennat, et la médiatisation de la vie politique française, accrédite l'idée, encore plus forte dans les quartiers populaires, que l'élection présidentielle est l'élection majeure. Par conséquent, l'élection la plus dépolitisée et la plus dépersonnalisée est devenue celle dont les citoyens s'emparent le plus. Même pour l'élection municipale, dont les candidats sont plus proches des populations, une distance tend à se creuser.

Au-delà des politiques publiques qui sont menées, il existe un fort sentiment d'injustice chez les populations qui se sont pourtant mobilisées à des scrutins importants, car des citoyens ont l'impression qu'ils n'existent pas. L'action contre les discriminations et le droit de vote des étrangers qui étaient des messages forts et compris dans les quartiers populaires n'ont pas été concrétisés, et cela constitue une faute politique que ma famille politique paiera cher.

Ces questions s'adressent également aux élus locaux. J'ai l'impression en tant qu'élus de Seine Saint-Denis et par mes engagements et orientations politiques, que des questions de représentation se posent dans ces territoires. La classe politique doit en effet être à l'image de la société telle qu'elle existe et notamment dans ces quartiers et comprendre des personnes de tous milieux, de tous âges et de toutes origines. Dans certaines villes de Seine-Saint-Denis,

où l'abstention a été forte, on retrouve encore cette situation. Je suis favorable à des scrutins qui favorisent des représentations à travers les listes et donc au scrutin proportionnel. Des outils et techniques doivent être trouvés pour favoriser cette représentation, pour adresser plus facilement des messages politiques aux habitants des quartiers populaires.

II/ Regards étrangers sur le cas français : si loin si proches, table ronde animée par Nordine NABILI, Bondy Blog

Ont participé à cette table ronde :

François BONNET, Pacte-IEP de Grenoble

Mohamed MECHMACHE, ACLEFEU

Donna MURCH, Rutgers University, New Jersey

Cathy SCHNEIDER, American University, Washington DC

Nordine NABILI

Je suis le directeur du Bondy Blog, et journaliste de profession, ainsi que professeur à l'université de Cergy-Pontoise. Le Bondy Blog a été créé en novembre 2005 par des journalistes à la suite des émeutes. Il a été repris par des jeunes et l'expérience fonctionne bien, car nous sommes désormais installés dans le paysage audiovisuel français avec un certain nombre d'initiatives. Nous permettons notamment à des jeunes des quartiers de prendre en main la rédaction d'articles.

Cette deuxième table ronde est un regard étranger sur ce qui s'est produit en France, alors que nous procédons à la commémoration des émeutes de 2005. A ce sujet, s'agit-il d'un anniversaire ou d'un moment commémoratif ? Nous nous appuyons sur cette date, pour comprendre ce qui s'est passé et définir les enseignements à retirer de cette décennie.

En France, le choix de chaque mot est important. L'émeute est-elle une violence gratuite ou une action politique à part entière ? Cette table ronde a pour objectif de comparer diverses situations internationales et de retracer le processus historique dans chaque pays, le contexte socio-économique de ses territoires et de décrire des modes d'intervention de la police parfois très différents. La police a un rôle très important, ainsi que les médias lorsque ces événements se déclenchent.

Donna Murch, quel est votre point de vue sur ce qui s'est passé en 2005, et, plus largement, sur ces événements, qui reviennent par intermittence dans différents pays ?

Donna MURCH

C'est un honneur d'être ici à Science Po et de participer à cette journée de souvenir des événements de 2005. J'ai préparé une présentation de type universitaire. Je suis historienne et je présenterai un point de vue historique sur les rébellions urbaines des Etats-Unis.

Notre premier problème est une question de langage. Aux Etats-Unis, nous avons le choix entre « émeutes » et « rébellion urbaine », et la différence entre

ces deux termes a fait l'objet de nombreux débats entre linguistes et universitaires. On se sert de l'expression « rébellion urbaine » pour parler d'une protestation continue, qui commence en 1964 avec les événements de Harlem, et se poursuit en 1966 avec l'assassinat de Martin Luther King puis avec des centaines d'événements similaires. Je parle de « passé utile », pour expliquer comment des événements qui se sont produits aux Etats-Unis peuvent être utilisés pour comprendre des événements qui se sont passés en France. Les événements commencent par un mouvement civil marqué, nommé « la rébellion de Watts » à Los Angeles en 1965, qui a eu lieu cinq jours après la réussite du mouvement pour les droits civiques, par lequel le gouvernement a garanti le droit de vote aux noirs américains. Le choix entre ces deux termes dépend de l'angle selon lequel on se place. Si on considère que l'événement est politiquement utile, on parle de rébellion, mais si on considère qu'il a été destructeur, on parle d'émeutes. Les émeutes sont définies comme spontanées et sans logique apparente, alors que les rébellions ont un élément de raisonnement, une cause et une intention.

Je m'appuie sur trois points de comparaison : l'isolement spatial ou géographique, l'organisation politique par rapport à un mouvement spontané et la réinterprétation du passé. Ces événements ont des causes à court ou long terme. Les événements de 2005 de Paris partagent avec les émeutes de 1965 une intervention de la police servant de facteur déclenchant. En France, deux jeunes ont été tués à la suite d'une poursuite avec la police, qu'on peut rapprocher de la mort de Michael Brown en 2015. Dans les deux cas, les points communs sont la jeunesse des protagonistes et une mort douloureuse. Dans le cas de Michael Brown, on l'a laissé mourir dans la rue pendant cinq heures dans une mare de sang ; en France, les deux jeunes sont morts dans un transformateur à haute tension, leur fuite ayant été considérée par la police comme preuve de culpabilité.

Dans les deux cas, les jeunes avaient des difficultés à avoir accès aux modes de transport pour accéder à l'emploi. Le taux de chômage s'établit à 40 % chez les jeunes, et les jeunes sortant de l'université qui paraissent nord-africains ont un taux de chômage largement supérieur à celui des étudiants d'aspect européen (26 % contre 5 %). Il s'agit d'un problème de pauvreté, de race et de classe sociale, même parmi les personnes qui ont réussi à acquérir une certaine éducation. A ce titre, pouvez-vous expliquer le niveau de violence constaté envers les infrastructures scolaires à l'occasion des émeutes ? Le deuxième sujet au sujet des problèmes raciaux est le manque de représentation de certaines catégories de la population parmi les fonctionnaires.

Dans la ville de Ferguson aux Etats-Unis, la population se considérait comme prise au piège. Les jeunes ne parlaient pas d'un ghetto, mais d'un piège. La population était aux deux tiers noire, mais moins de 10 % votaient. Un mouvement de migration a eu lieu parce que la population de Ferguson était relativement nouvelle. Dans les années 80, les noirs ont été expulsés d'un quartier pour l'extension de l'aéroport ; ils ont acheté des maisons dans la municipalité de Ferguson, qui est devenue noire alors qu'elle était jusque-là à majorité blanche. Un mouvement a été provoqué parce que la ville de Saint-

Louis donnait des subventions aux personnes qui louaient sur le marché privé, mais elles s'appliquaient en dehors de la ville, ce qui a incité les plus pauvres à partir à l'extérieur de la ville dans les années 90. Les interventions des autorités, principalement la police, qui était gérée par une municipalité blanche, étaient guidées par le profit. Les noirs subissaient les actions de la police et faisaient souvent l'objet d'amendes pour diverses raisons, qui ont été interprétées comme des taxes. A ce sujet, depuis les années 70, on utilise l'expression « économie politique des facteurs raciaux ».

S'agissant de l'organisation politique par rapport à l'action spontanée, le plus grand mouvement de réaction de la population s'est produit dans les années 60 dans le quartier de Watts. Au nord de Los Angeles, la ville d'Oakland a été le lieu de naissance des Blacks Panthers, mais n'a jamais connu de rébellion à grande échelle, bien qu'elle ait vu naître une protestation sociale avec des retentissements à l'international et national. Cela nous amène à penser que les lieux bien organisés sur le plan politique connaissent moins de rébellions. Comment voyez-vous les choses en France, en particulier, le fait que des mouvements bien définis se sont construits dans les campus universitaires ?

Il est intéressant de noter qu'aux Etats-Unis, d'énormes changements ont commencé dans les universités. Des financements ont été donnés aux villes, mais des universités ont encouragé la présence des étudiants noirs et de nouveaux sujets de recherche dans les universités. Par ailleurs, à la suite des rébellions urbaines des années 60, 600 milliards de dollars de financement ont été accordés par le gouvernement fédéral pour les villes, alors que ce montant s'est réduit à trois milliards de dollars dans les années 70.

Au-delà des résultats tangibles de ces rébellions, celles-ci ont également amené à un nouvel examen du passé, notamment au sujet de l'esclavage et des formes de ségrégation légales et des autres formes de discrimination. En France, un examen similaire de l'histoire à long terme a-t-il eu lieu après les événements qui se sont produits, notamment en examinant le passé colonial de la France et la guerre d'Algérie ?

Nordine NABILI

Cathy Schneider, dans la continuité des propos qui viennent d'être tenus, que pensez-vous de la question du piège, que nous nommons ici « l'impasse » ? Dans les années 80, les jeunes des quartiers disaient « je m'arrache », ce qui traduisait la possibilité de partir, alors que désormais, les jeunes éprouvent de vraies difficultés à quitter ces lieux malgré leurs compétences professionnelles ; nous nous trouvons dans une situation d'impasse.

Cathy SCHNEIDER

Je parlerai des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en termes de révoltes populaires, que j'appelle émeutes en raison de leur manque d'organisation et de leur caractère spontané.

Le terme d'émeutes que j'utilise recouvre plutôt un soulèvement urbain généralement orienté contre des bâtiments, des biens et des institutions, avec

parfois une confrontation non violente avec la police. Autrefois, ce terme avait un sens plus violent.

Ces éruptions de violence populaires sont souvent déclenchées par la mort d'une personne, souvent sans arme, poursuivie par la police dans des quartiers où les relations entre les jeunes et la police se sont endurcies. L'ex-maire de New York John, en tant que Vice Président de la *Presidential Commission on Civil Disorders*, avait conclu que la relation entre la police et la population étaient de plus en plus difficiles. En conséquence, Lindsay a pris des mesures à New York pour que la police suive ses valeurs et ses principes (comme le fait que la Police ne tue pas d'enfant) et pour que les habitants aient l'impression leurs intérêts soient défendus par leur maire. Il a ainsi recruté des jeunes des quartiers émeutiers comme gardiens de la paix et relais au sein de leurs communautés. Cette mesure a été importante car ces jeunes sont su par la suite s'organiser contre les brutalités policières, empêchant ainsi toute nouvelle émeute à New York.

En troisième lieu, les quartiers ne sont pas homogènes. Les habitants sont très divers ; ils n'ont ni les mêmes caractéristiques ni les mêmes motivations. Ces populations ne partagent qu'un point commun : elles sont vulnérables et plus souvent victimes de crimes que criminelles elles-mêmes. Elles ont plus besoin de protection que d'être présentées comme des éléments néfastes. On les présente comme une catégorie externe pour détourner l'attention des personnes qui contrôlent de celles qui sont contrôlées.

En quatrième lieu, les émeutes sont rares. La plupart des problèmes, des événements, des aspects de la vie qui rendent la vie si difficile pour ces populations n'ont rien à voir avec les émeutes. La pauvreté est en effet déprimante, épuisante et énervante. En revanche, la violence policière, particulièrement le meurtre de jeunes innocents et sans armes, est aiguë. La mort de ces jeunes non armés provoquée par la police suscite l'indignation morale, mobilise les frontières raciales, cristallise les revendications selon un clivage « eux contre nous » et dégénère en émeute. Lorsque toutes les voies possibles sont bloquées, des émeutes se produisent, mais, tant qu'il reste une voie à explorer, les populations la recherchent. Les émeutes sont donc rares ; en revanche, 900 personnes sont tuées chaque année par la police.

Les études que j'ai réalisées sur plusieurs villes m'ont amenée à envisager trois moyens de corriger ces situations qui donnent un sentiment extrême d'absence de possibilité d'agir, surtout, lorsque la police tue des enfants.

En premier lieu, des organismes locaux agissent contre les violences de la police. Par exemple, en juillet 1994, un jeune est mort par des violences policières à New York. Cela n'a pas donné lieu à des émeutes, mais des manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. En se rassemblant, les individus voulaient agir ensemble pour empêcher d'autres enfants d'être tués dans des circonstances identiques. Tant qu'il existe un chemin, les individus le suivront pour empêcher des événements tragiques.

Le deuxième moyen de corriger la situation s'appuie sur la réaction des autorités aux problèmes des communautés, surtout des minorités. A Baltimore,

une énorme explosion de violence s'est immédiatement arrêtée lorsque le procureur a arrêté six policiers.

Le troisième moyen consiste à avoir un système de médiation différent du système actuel, plusieurs formules sont envisageables, comme un procureur indépendant (*Independent Prosecutor*), un inspecteur général (*Inspector General*) ou un comité de personnes de la société civile, il s'agit surtout d'avoir un organe indépendant des autorités qui sont trop proches de la police.

En conclusion, les émeutes ne sont donc pas le problème principal, selon les affirmations mêmes de certaines minorités pauvres. Le problème réside dans le fait qu'une partie de la population n'est pas reconnue comme étant des citoyens de rang égal aux autres. L'autre problème est l'utilisation de la police comme moyen armé contre une population qui ne peut se rendre nulle part ailleurs, et qui, au lieu de protéger ses enfants, leur cause du tort.

François BONNET

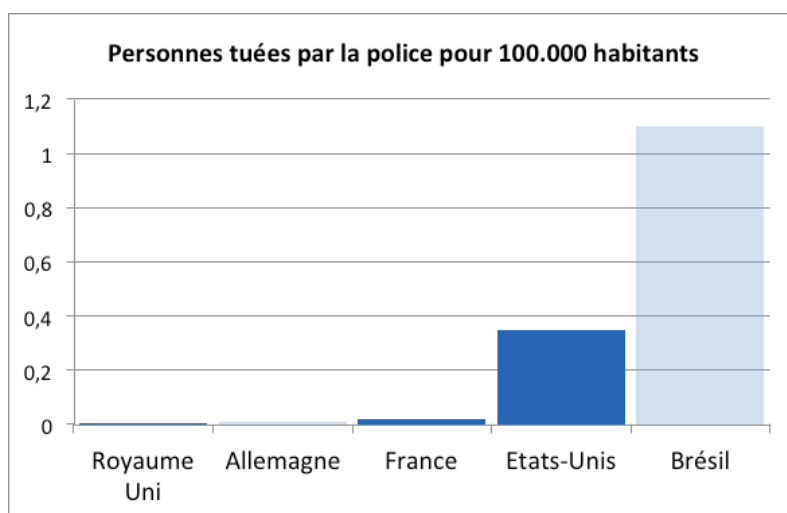
Je voudrais revenir sur la question des personnes tuées par la police.

En 2008, l'historien Michael Katz publiait un article intitulé « pourquoi est-ce que les villes américaines ne brûlent pas très souvent ? ». La dernière émeute aux Etats-Unis remontait à 2001 (Cincinnati, 0 mort). Les villes américaines semblaient alors beaucoup plus résistantes aux désordres de masses que les banlieues française, qui « brûlent » régulièrement depuis la fin des années 1970, avec une intensité accrue depuis 2005.

Les émeutes récentes de Ferguson et Baltimore viennent donc poser un problème de comparaison franco-américaine. A premier abord, on pourrait être tenté de conclure à la similarité des situations : dans les deux pays, ce sont les jeunes hommes des minorités victimes de racisme, de relégation spatiale et de marginalisation économique qui participent aux émeutes, et les émeutes, en France et aux Etats-Unis, font généralement suite à un incident avec la police.

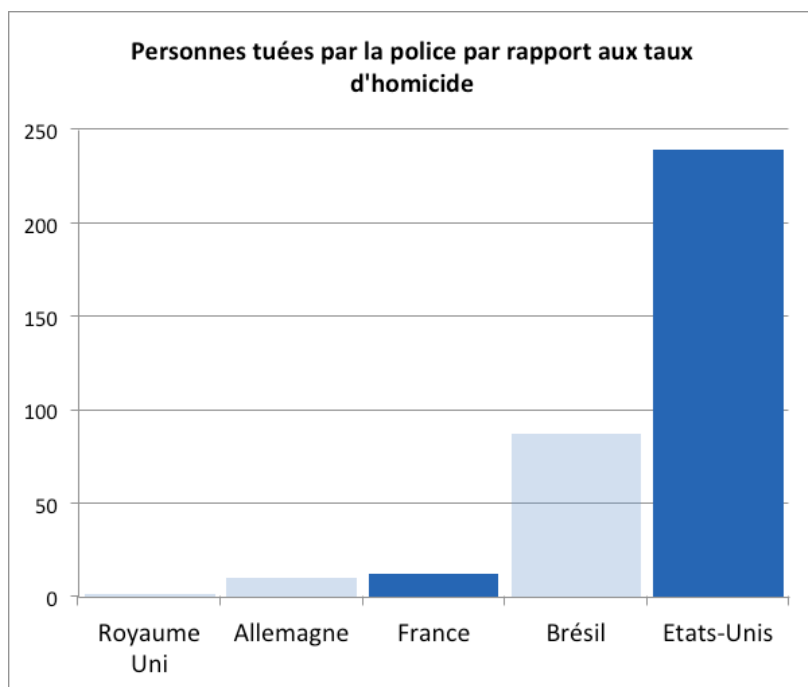
Cette similarité est réelle mais trompeuse. Tous les indicateurs objectifs laissent penser que les polices américaines sont incommensurablement plus violentes que la police française. J'ai cherché un indicateur pour mesurer ça, et j'ai choisi le nombre de personnes tuées par la police. Cela me semble être un indicateur pertinent parce que les émeutes font souvent suite à un policier qui tue un civil d'une manière sujette à controverse.

En France, on ignore combien de personnes sont tuées par la police, mais par recoupement, on arrive à 12 personnes par an. Aux Etats-Unis, Cathy Schneider a avancé le chiffre de



900 personnes ; les statistiques officielles du FBI annoncent 400 tués et les associations évoquent plutôt 1 200 personnes. J'ai retenu le chiffre de 1 100 personnes tuées par la police chaque année. Au Royaume-Uni, entre zéro et une personne par an, en Allemagne, 8 personnes, et au Brésil, 2 200 personnes.

Les tailles de population et les contextes de ces pays sont très différents. Par rapport avec la population du pays, aux Etats-Unis, 19 fois plus de personnes sont tuées qu'en France, 34 fois plus qu'en Allemagne, 350 fois plus qu'au Royaume-Uni. En revanche, au Brésil trois fois plus de personnes sont tuées par la police qu'aux Etats-Unis. Au Brésil, dans



les milieux progressistes, on qualifie d'« extermination » les pratiques de la police qui tue des jeunes noirs des favelas.

Par rapport au taux de meurtres, 20 fois plus de personnes sont tuées par la police aux Etats-Unis qu'en France, 25 fois qu'en Allemagne et 2,75 fois plus qu'au Brésil.

Il y a d'autres indicateurs de la sur-répression policière aux Etats-Unis : le taux d'incarcération qui est 7 fois plus élevé qu'en Europe continentale, mais aussi la militarisation de la police ; aux Etats-Unis, les départements de police peuvent acheter du matériel militaire (véhicules blindés, fusils d'assaut).

Revenons à la question de Michael Katz : pourquoi est-ce que les villes américaines connaissent si peu d'émeutes ? Les Américains sont-ils apathiques ou les Français sont-ils particulièrement rebelles ?

Si on compare, on constate que les Anglais ne sont pas tués par la police, mais font régulièrement des émeutes. Les Français sont dans une situation intermédiaire : quelques personnes sont tuées par la police, et des émeutes se produisent. Il existe donc un particularisme américain, puisqu'énormément de gens se font tuer par la police, mais les émeutes sont très rares.

On peut tirer une leçon de ces chiffres, une leçon qui ne m'enchant pas : la répression est efficace.. La police américaine peut tuer en grands nombres des hommes pauvres issus des minorités ; cela provoque très peu d'émeutes ; et le reste de la population ne proteste pas, voire apprécie cette politique.

Nordine NABILI

Mohamed Mechmache représente le collectif ACLEFEU, qui a été créé en novembre 2005. Vous parlez de révolte pour votre part. Quel est votre point de vue ? En sommes-nous au même point qu'en 2005 ou constatez-vous des avancées ?

Mohamed MECHMACHE

En 2005, j'étais dans cette salle en compagnie de responsables politiques. Dix ans plus tard, il faut donner la parole aux personnes qui ont vécu cette situation.

Nous n'avons pas voulu utiliser le mot « émeutes », car après les premières révoltes sociales, une catégorie de responsables politiques cherchait en premier lieu des coupables. Il était plus facile d'accuser la polygamie, la démission des parents, le rap, que de parler du problème de fond, qui est un problème social remontant à une trentaine d'années. Nous avons donc choisi de ne pas rester spectateurs d'un débat politique et de rappeler que derrière ces événements, dont le monde entier avait été témoin, des revendications s'exprimaient. Lorsque le collectif ACLEFEU – qui signifie Association du collectif liberté égalité fraternité ensemble et unis – a été créé, nous avons parcouru toute la France pendant six mois, pour donner du sens à ce qui s'était passé, en donnant la parole à ceux qui étaient dans la rue et ont manifesté leur colère. Nous avons recueilli plus de 200 000 doléances, que nous avons synthétisées en 120 propositions. Les personnes désignées coupables de la situation ont donc été capables d'élaborer 120 propositions. Il n'y a donc pas un problème dans ces quartiers, car lorsqu'ils sont en capacité d'agir, les habitants de ces quartiers peuvent accomplir des réalisations magnifiques.

Juste après les révoltes sociales, nous avons lancé une grande campagne d'inscription sur les listes électorales, en expliquant le pouvoir du vote pour faire ou défaire quelqu'un. Au cours de ces années, les habitants des quartiers populaires se sont inscrits massivement sur les listes électorales. En plus de les inscrire, nous avons cherché à les faire exister politiquement.

Au sujet des révoltes sociales, la question de la guerre d'Algérie n'est pas encore suffisamment évoquée. Nous ne serions pas dans la situation actuelle si nous avons davantage parlé de ce pan de l'histoire. S'agissant de 2005, je rappelle que la seule réponse apportée à ces quartiers a été l'état de siège ; or, l'état de siège n'avait été décrété que deux fois auparavant, pendant la guerre d'Algérie et en Nouvelle-Calédonie. L'état de siège a été la seule réponse apportée à des personnes qui exprimaient une colère légitime. Lorsque nous avons demandé à nos responsables politiques de nous accueillir dans l'hémicycle pour remettre nos doléances, le président de l'Assemblée nationale nous a répondu de remettre nos doléances chez le gardien. Une forme de mépris existe à l'égard de ceux qui font la société. Certaines personnes ne sont pas entendues. Elles ont crié une colère, qui a été balayée d'un revers de main, et elles ont été qualifiées d'émeutiers. Or, l'émeutier qui a reçu la peine de prison la plus importante est un blanc, qui a été condamné à deux ans de prison. Lorsque les médias montrent que ceux qui brûlent des voitures sont

issus de la minorité, ils participent à un jeu d'instrumentalisation et créent de la peur. Je qualifie donc les événements de 2005 de révolte sociale.

Lorsque des pêcheurs ou des pompiers manifestent et provoquent des dégâts, on dit que ce sont des pêcheurs ou des pompiers en colère, alors que, dans les quartiers, lorsque des personnes pauvres expriment des revendications, ce sont des casseurs et des délinquants. La plupart de ces enfants sont allés à l'école de la République et croient en ses valeurs, mais ils se heurtent à un plafond de verre. Certains enfants voient leurs grands frères, sans travail, rester chez leurs parents bien qu'ils soient mariés, et passer leur journée au pied de l'immeuble pour ne pas déranger leur famille, et ne veulent pas suivre leur exemple. Les conséquences de la violence institutionnelle de 2005 se sont manifestées le 7 janvier 2015. Cette violence institutionnelle se manifeste par l'exclusion de certaines catégories de Français par des lois qui, par exemple, aboutissent à l'interdiction faite à des mères voilées d'accompagner les sorties scolaires de leurs enfants. Des Français depuis quatre générations veulent se considérer comme des Français à part entière et pas des Français à part.

En 2005, certes, il n'y a pas eu de morts, mais les plus âgés ont dû réaliser un travail de médiation avec certaines personnes qui voulaient sortir des armes parce qu'elles trouvaient injuste que les victimes soient toujours du même côté. Tous les ingrédients sont encore réunis pour qu'une explosion se produise encore. Toutefois, en 2015, il existe une violence sociale générale, qui concerne aussi des ouvriers, des agriculteurs, qui ne se retrouvent plus dans un système qui nous conduit dans le mur. Nous pouvons aussi décider de changer le système. Certes, des choses ont changé : le réveil des consciences, mais le contrôle au faciès a été instauré après ACLEFEU. La société ne se préoccupe pas des meurtres de personnes pauvres des minorités commis par la police, comme le cas de Ali Ziri, retraité de 69 ans morts sous les coups lors d'un contrôle de police. Cette situation n'est pas normale, mais nous constatons que, lorsque nous luttons dans les quartiers, nous nous trouvons seuls face à cette situation.

Une coordination « Pas sans nous » réunit des intellectuels, des collectifs associatifs et des universitaires pour travailler sur ces questions, en expliquant qu'il est possible d'établir des passerelles et que les regards croisés sont capables de régler de nombreux problèmes. Trop souvent, la parole a été donnée aux intellectuels, qui ont parlé à notre place. Ce n'est plus possible. Nous vous remercions pour votre invitation et nous souhaitons que ces initiatives se multiplient. A une époque, des personnes unies pour une cause sont mortes ensemble, sans que l'on se préoccupe de leur couleur de peau, leur culture ou leur religion. Le vivre ensemble existe donc déjà. Nous devons désormais nous préoccuper du « faire ensemble » et nous devons agir pour ne plus subir des situations intolérables.

Echanges avec la salle

De la salle

Votre intervention était remarquable. Sous la quatrième république, on a construit des HLM et des agences Pôle Emploi avaient été installées dans les quartiers difficiles, mais elles ont été supprimées. 60 % des jeunes n'ont pas d'emploi ; par conséquent, ils vendent de la drogue et sont enrôlés par des réseaux comme Daech. Il faut trouver des emplois pour les jeunes et recréer un idéal.

Nordine NABILI

Heureusement que tous les jeunes sans travail n'adhèrent pas à Daech.

De la salle

Je remercie Mohamed Mechmache d'avoir requalifié de politique ce que beaucoup s'échinent à qualifier de faits divers ou d'émeutes. En effet, il existe un phénomène de distanciation de la parole politique.

Il existe en France une volonté d'ethniciser la question sociale. Après les révoltes sociales, un discours médiatique a prétendu que ces personnes étaient des musulmans, ayant une culture différente. Existe-t-il une tonalité aussi médiatique dans d'autres pays ?

Lors des émeutes à Baltimore et Ferguson, les Français ont porté un regard ému sur les jeunes noirs tués par la police. Un regard symétrique des populations minoritaires existe-t-il aussi aux Etats-Unis sur les révoltes des quartiers populaires en France ?

Madame Taubira, ministre de la Justice a dit que la police américaine était raciste. Est-ce que les Etats-Unis considèrent aussi que la police fait preuve de comportements racistes d'ordre structurels ?

Mohamed MECHMACHE

Les institutions ont disparu dans les quartiers populaires et ruraux, qui vivent des situations similaires ; nous subissons les choix qui sont effectués, mais nous sommes pointés du doigt lorsque cela ne fonctionne pas. A force de ne plus remettre les habitants au cœur des politiques publiques et de recréer des lieux d'échange, de production, de création de lien, on tue une partie de la démocratie. Or, le recours aux extrêmes politiques ou religieux est dangereux. Nous nous battons pour redonner du sens à la démocratie. Si on fait disparaître tout ce qui permet de créer du lien, en faisant disparaître les commerces et les services publics, comme dans certains quartiers, on pratique une forme d'exclusion. En outre, d'autres utiliseront ces espaces.

J'aimerais que nos responsables politiques se posent les mêmes questions que nous et cherchent la réponse pour que cela change.

François BONNET

Aux Etats-Unis, la question raciale est si prégnante qu'elle s'impose d'évidence dans la discussion. En France, j'entends bien l'argument selon

lequel on ne devrait considérer que l'aspect économique et social, sans ethniciser, mais les statistiques montrent que les Noirs et les Arabes ont plus de chances de se faire contrôler par la police, et moins de chances de trouver un emploi ou un logement. Ce désavantage spécifique dû à leur apparence doit être pris en compte et ne surtout pas être tu.

Cathy SCHNEIDER

La dimension ethnique des questions sociales est l'objet de débats brûlants aux Etats-Unis, dans les sphères intellectuelles et les médias. Il existe une forme de racisme institutionnalisé. Certains candidats aux présidentielles, comme Donald Trump, sont même ouvertement racistes. Toutefois, si les médias ne portent pas d'accusation directe contre les noirs et procèdent plutôt par allusions, il est possible de s'exprimer à sa guise sur les musulmans et les migrants.

Donna MURCH

La question concernant les populations noires et arabes se pose différemment en France et aux Etats-Unis. En France, ces populations sont plus intégrées. Aux Etats-Unis, il existe un discours raciste, et, depuis les événements du 11 septembre, un mouvement de méfiance s'est déclaré envers les musulmans, et surtout envers les musulmans noirs. Des incarcérations massives ont eu lieu et les populations noires et musulmanes se sont regroupées. Un recrutement extrémiste s'est produit surtout chez les noirs musulmans. Dans les populations arabes, certaines populations sont plus riches et il existe des différences en matière de violence étatique envers les différents groupes.

Cathy SCHNEIDER

En général, les Américains ne savent pas ce qui se passait en France. Pour les Afro-américains, la France a toujours la réputation d'un pays sans racisme, même si certains ont réalisé qu'il y avait des changements. En revanche, la solidarité entre les Afro-américains et les Palestiniens s'est développée depuis les événements de Ferguson, parce que la police a été formée en Israël.

Nordine NABILI

Il aurait été intéressant d'approfondir ces questions.

Le collectif « Pas sans nous » a publié un livre « Citoyenneté pouvoir d'agir dans les quartiers populaires » que vous pouvez vous procurer.

Les intervenantes américaines s'interrogeaient sur l'histoire politique des quartiers populaires en France. Ces territoires ne sont pas vierges d'engagement politique militant, mais le souffle démocratique n'a jamais été rétabli. Les militants du début des années 80 sont absents de la classe politique française actuelle, qui n'a pas su les absorber.

Par ailleurs, une nouvelle génération remet en cause cette histoire, parce qu'elle a l'impression que les plus âgés se sont « compromis » avec la classe politique, notamment les collectifs comme SOS racisme qui étaient très proches du parti socialiste. Le parti socialiste a aujourd'hui mauvaise presse dans les quartiers. La nouvelle génération s'appuie sur les échecs de la génération précédente en matière d'avancée démocratique.

Enfin, la thématique des quartiers existe dans l'angle mort des médias en France. Jusqu'au début des années 2000, les banlieues étaient absentes des médias. Elles sont en outre toujours présentées sous un angle défavorable, qui ne favorise pas une construction idéologique positive de ces quartiers par les médias et ne fait pas connaître au public la réalité sociale et culturelle de ces quartiers.

Le dernier numéro de la revue *Mouvement* revient sur la question des révoltes urbaines et présente une vision exhaustive de ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années.

III/ La politique de la ville ou les défis des lieux : banlieues, ghettos et logement, table ronde animée par Henri REY, CEVIPOF

Ont participé à cette table ronde :

Marie-Hélène BACQUE, Université Paris X-Nanterre

Patrick BRAOUEZEC, Président de Plaine Commune

Didier LAPEYRONNIE, Université Paris-Sorbonne

Béatrix MORA, Responsable des politiques urbaines, Union sociale pour l'habitat

Henri REY

Quelle est la relation entre la politique de la ville et les émeutes ? Nous pourrions le penser, sachant que les dispositifs de politique de la ville suivent rapidement les émeutes. En 1981, après les émeutes des Minguettes, des dispositifs avaient été mis en place, et la création du ministère de la Ville en 1990 fait suite aux émeutes de Vaulx-en-Velin. Apparemment, les émeutes jouent un rôle dans la mise en œuvre de la politique de la ville. Il est difficile d'établir l'origine historique exacte de la politique de la ville. En effet, en 1976, le projet « Habitat et vie sociale » a été lancé, mais le développement social des quartiers a commencé en 1981 et la création de la délégation interministérielle à la Ville n'est intervenue qu'en 1998.

Cette politique fait parfois l'objet de critiques, mais elle a fini par être consensuelle avec les alternances politiques. En 1986, il n'était pas certain que les dispositifs soient pérennisés, mais ils l'ont été. Une spécialisation des communes et des quartiers apparaît dans l'accueil des populations les plus pauvres et des immigrés, dans une logique qui n'est pas nécessairement de solidarité, mais de séparatisme.

Nous accueillons Didier Lapeyronnie, professeur de sociologie à l'université Paris-Sorbonne pour traiter des questions des rapports entre émeutes et politique de la ville. Il est notamment l'auteur d'un livre intitulé « le ghetto urbain ». Dix ans auparavant, les quartiers des grands ensembles n'étaient pas nécessairement des ghettos, mais la situation a changé. Qu'entend-on par ghetto urbain ? Qu'est-ce qui est apparu pour que ces quartiers soient devenus des ghettos ?

Didier LAPEYRONNIE

Je n'ai jamais affirmé que les quartiers sont devenus des ghettos. Je considère en revanche qu'une formation sociale particulière s'est implantée dans certains quartiers. Du ghetto est donc implanté dans certains quartiers, mais pas partout. Des évolutions fortes des quartiers populaires se sont produites, avec un premier basculement autour des années 2000 après les émeutes de Toulouse et avant les émeutes de 2005. Cela prépare aux émeutes

de 2007 à Villiers-le-Bel et aux émeutes qui se sont succédé tout au long de la décennie dans des endroits *a priori* improbables. Le marquage plus fort de la ségrégation sociale et urbaine me semble caractéristique de cette période. Par ailleurs, les quartiers sont différents à Paris, en région parisienne ou dans les petites villes de province. La Courneuve est en effet très différente du Cours de l'Arche à Périgueux par exemple. Les caractéristiques sont différentes et les situations les plus difficiles se trouvent souvent dans les petites villes de province. Le renforcement de la ségrégation sociale et raciale entraîne la création d'une sorte de contre-société avec son économie installée dès les années 90. Tout le quartier vit de cette économie noire, qui possède ses normes sociales et sa structuration particulière et son système politique, qui gère la population du quartier plus ou moins directement. Cette contre-société alternative s'est formée dans certains quartiers et présente des caractéristiques nettes : l'interconnaissance entre les individus, des liens forts et l'absence de capital social tourné vers l'extérieur, un monde fondé sur les « embrouilles » et la généralisation conflits internes et une organisation sociale du statut des femmes dans le ghetto. Cette forme d'organisation sociale s'est implantée à des degrés variables selon les endroits. Le rapport aux institutions de la république tend en outre à se distendre et s'instrumentaliser.

L'enquête de référence a été menée au moment des émeutes de 2005. Depuis dix ans, on constate cependant des évolutions des quartiers populaires. La diversité des situations s'est encore accentuée depuis cette période. Toutefois, l'impact de la crise économique de 2008 marque particulièrement les quartiers, plus que l'impact des émeutes de 2005, avec un appauvrissement considérable de la population et la dégradation du statut des femmes. La pauvreté entraîne des phénomènes de repli et d'enfermement plus prononcés. A certains endroits, toute une population s'enferme dans une culture de la pauvreté associant la débrouille, le repli sur la famille, l'absence des hommes, le rapport « clientélaire » aux institutions et à la politique, le rejet de toute forme d'action collective ou sociale et certaines violences internes, sur un modèle évoquant l'Amérique du Sud. Par ailleurs, une partie de la population se tient à distance de ce schéma. Le ghetto a donc éclaté en deux parties. Une partie de la population cultive le ressentiment, car elle se tient à la frontière de la société, mais la porte reste fermée avec le reste de la société d'une part et elle se tient à distance des plus pauvres d'autre part. Dans certains quartiers clivés, il existe des zones géographiques du monde de la pauvreté et d'autres zones qui se maintiennent.

Deux évolutions parallèles sont à signaler. En premier lieu, la dégradation du statut des femmes a été démontrée par des critères statistiques. Paradoxalement, les femmes restent les seuls acteurs potentiels, non dans une logique d'émancipation féminine, mais dans une logique d'affirmation identitaire féminine au sens traditionnel du terme (mères, épouses).

En deuxième lieu, la force de la religion et de l'Islam prend des formes différentes selon les deux catégories de population citées précédemment. Dans le monde de la pauvreté, l'Islam est la seule ressource culturelle qui reste à ces personnes. Il règle leur vie quotidienne et est le seul mode intellectuel permettant aux individus de penser le monde, comme si toute autre ressource

culturelle avait disparu. Ce monde suit le modèle de l'Amérique latine, dans lequel la religion est la seule ressource culturelle. Toutefois, en Amérique latine, les populations sont chrétiennes dans une société qui est généralement également chrétienne alors qu'en France, les populations concernées sont musulmanes dans un monde généralement islamophobe. Dans la population qui n'a pas décroché, la religion a pris une place plus forte, mais elle est plus moderne, constitutive de l'identité des personnes, et plus politique, dans une construction politique du ressentiment et du rejet de la société.

Depuis 30 ans, je me déplace dans les quartiers. 30 ans auparavant, les individus étaient exclus et pauvres, mais allaient vers la société malgré les obstacles. Dans les années 2000, nous avons le sentiment qu'ils ne se dirigeaient plus vers la société. Actuellement, j'ai le sentiment qu'ils tournent le dos à la société qui les a exclus. Il ne s'agit évidemment pas de 100 % de la population, mais on tend d'une manière générale à sortir de la période du ghetto pour se diriger vers une période plus marquée par la pauvreté, l'emprise religieuse et l'éclatement social des quartiers, qui est normal, car l'installation de la pauvreté crée des distances sociales. Dans un bidonville, il existe en effet des inégalités sociales énormes. Dans une logique d'éloignement de la société, une grande majorité des individus cherchent des formes alternatives et pas l'intégration.

Je ne fais donc preuve d'aucun optimisme dix ans après les émeutes.

Henri REY

La question de la participation est toujours liée à l'histoire de la politique de la ville. Ce postulat a été brandi dès le début de la politique de développement social.

Marie-Hélène Bacqué est professeur d'études urbaines à l'université Paris-Ouest Nanterre. Elle s'intéresse depuis longtemps à la question de la participation, et en montre les limites. Elle a coécrit avec Carole Biewener « *L'empowerment, une pratique émancipatrice* ». Par ailleurs, avec Mohamed Mechmache, elle a été chargée par le ministre de la Ville François Lamy de rédiger un rapport intitulé « Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires », qui a été remis à ce ministre en juillet 2013. Depuis, elle s'est intéressée aux suites données à ce rapport. Le ministre de la Ville Patrick Kanner a donné quelques éléments de ce rapport hier après-midi. Dans ces quartiers, très divers, existe-t-il un début d'*empowerment* effectif ou est-ce une pétition de principe ?

Marie-Hélène BACQUE

Je voudrais commencer par quelques remarques. Tout d'abord, je serais beaucoup plus nuancée que Didier Lapeyronie. Les quartiers populaire sont traversés de dynamiques contradictoires d'ouverture et de fermeture et les analyser à travers la thèse de la culture de la pauvreté me semble bien réducteur.

En 2005, Gérard Mauger avait utilisé le terme « émeutes de papier », pour montrer que la mise en mot des révoltes avait appartenu à ceux qui possédaient le capital culturel et le pouvoir des mots, journalistes, chercheurs, responsables politiques. Dix ans après, nous nous retrouvons à Sciences Po, avec ces mêmes acteurs. Il me semble déterminant que ce débat ait lieu avec les premiers concernés, les habitants des quartiers populaires qui sont peu présents dans cette assemblée.

Par ailleurs, je n'utiliserai pas le mot « émeute » car précisément ce n'est pas celui qu'utilisent les mouvements issus des quartiers populaires. Dans le numéro de Mouvement « Ma cité a craqué », Mohamed Mechmache explique que lorsque les agriculteurs ou les pêcheurs sont en colère et cassent des préfectures, on parle de révolte et pas d'émeutes. Les mots ne sont jamais neutres.

Les révoltes de 2005 témoignaient en premier lieu d'une demande de reconnaissance, voire d'existence de populations qui vivent les inégalités sociales et la discrimination raciale. Beaucoup d'observateurs les ont analysées comme proto- ou post-politiques, voire non politiques, mais en mettant le plus souvent en cause leur dimension politique. Le philosophe Etienne Balibar en a donné une autre vision en les replaçant dans un processus politique, certes incertain, mais appartenant en premier lieu à la conscience et à l'action de ceux qui le conduisent. Et en effet, ces révoltes ont eu une suite. Des collectifs comme ACLEFEU, Stop le contrôle au faciès, le Bondy Blog et bien d'autres ont constitué des expressions collectives qui ont traduit ces révoltes en revendications

Ces révoltes étaient-elles un désaveu de la politique de la ville ? Une chose est sûre, la politique de la ville n'a pas enrayeré la ségrégation urbaine et par plus que la discrimination raciale ou à l'adresse. Elle n'a pas eu les moyens de juguler la montée du chômage, la dégradation des conditions d'existence, la montée des tensions police/population, la montée de l'islamophobie. Mais c'est sans doute trop demander à une politique publique que d'aller à contre-courant des processus majeurs qui traversent notre société et ce, avec un statut et des moyens marginaux. Par ailleurs, la politique de la ville a dérivé d'une politique expérimentale qui selon les termes de Dubedout voulait faire des habitants « les acteurs de la transformation sociale », à une forme de gestion spécifique des quartiers populaires, de plus en plus bureaucratisée, adoptant les logiques d'appel d'offre et de mises en concurrence qui minent la créativité des associations et sont très inégalitaires. Bien que développant une rhétorique sur la discrimination positive, elle n'a pas eu les moyens de renverser les inégalités ni même de les diminuer. Un élève qui fait sa scolarité en Seine Saint-Denis a perdu une année d'études par rapport à un élève parisien. Certaines parties de ce département sont en train de devenir des déserts médicaux. Pour autant, ce serait trop rapide de dire que la politique de la ville a été inutile : un certain nombre de programmes ont servi de filets protecteurs, certes insuffisants, mais on voit aujourd'hui les effets dévastateurs qu'ont les diminutions actuelles de subventions aux associations.

Surtout, les citoyens ont eu trop peu de place dans cette politique qui s'est faite sans eux et ce constat s'est accentué avec la mise en place des politiques de rénovation urbaine et la spirale sécuritaire après 2005. Cela veut dire que la demande de reconnaissance n'a pas été entendue.

Avec Mohamed Mechmache, nous avons rédigé sur la participation dans la politique de la ville qui propose d'inverser la logique en partant des citoyens, dans une perspective de co-construction, co-décision. Ce rapport a été peu entendu par les pouvoirs publics. La loi précise que la coconstruction des politiques publiques est une obligation, mais ce principe est vague. La création de conseils citoyens est également inscrite dans la loi mais ce dispositif est très éloigné de notre proposition. Nous préconisons de soutenir les initiatives citoyennes quand elles existaient, sous forme de tables de quartier par exemple, et non de les organiser « d'en haut ». De même nous insistions sur les conditions du développement du pouvoir d'agir, sur l'autonomie du monde associatif, en particulier des petites associations qui sont vitales dans les quartiers populaires.

L'apport majeur de ce rapport est sans doute la dynamique qui l'a accompagné et qui l'a suivi et en particulier la création de la La coordination « Pas sans nous » qui regroupe environ 200 associations des quartiers populaires. Début septembre, pas sans nous a organisé une conférence de consensus autour d'une des propositions du rapport : la création d'un fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne permettant de financer la démocratie participative quand elle est portée par les citoyens. La conférence propose que 5 % des financements de la démocratie représentative soient dégagés pour que les citoyens puissent interpeller les pouvoirs publics, développer des contre-expertises, faire des propositions, organiser des débats publics.

Henri REY

Le rôle des organismes HLM dans les politiques de la ville est évident. D'une part, les quartiers comprennent une proportion importante d'habitat social, et d'autre part, les fondateurs de la politique de la ville avaient des responsabilités dans les organismes HLM et des responsabilités dans la mise en œuvre de cette politique, notamment dans le cabinet du Premier ministre.

L'USH (Union sociale de l'habitat) a été depuis le début impliquée dans la politique de la ville, avec un investissement qui pouvait se limiter au travail sur le bâti ou s'étendre à d'autres dimensions. Quelle est l'influence de la politique de l'Union sociale de l'habitat dans la politique de la ville ?

Béatrix MORA

1,2 million de logements HLM sont situés dans les 1 500 quartiers prioritaires de la ville (QPV). Près de 80 % des QPV sont à dominante HLM. Les organismes HLM ont un triple rôle dans la politique de la ville. Ce sont des gestionnaires des quartiers, des opérateurs du renouvellement urbain, car ils sont propriétaires du foncier et du bâti, et des opérateurs du développement de l'offre HLM dans les agglomérations et donc du rééquilibrage géographique du logement social dans les agglomérations. En effet il est nécessaire d'établir le

lien entre l'évolution des quartiers et la politique du logement dans les territoires. Cette articulation autrefois insuffisante se construit actuellement.

Jusqu'en 2000, les organismes HLM ont travaillé sur la logique de la requalification, avec la conviction qu'on pouvait intégrer ces quartiers HLM avec leurs structures urbaines et leurs structures d'habitat. Dès la fin des années 80, nous avons surtout travaillé sur une politique de réhabilitation pour requalifier ce patrimoine. Le deuxième axe de travail au cours de cette période a concerné la gestion. Le fonctionnement spécifique des quartiers hlm a en effet incité les organismes HLM à adapter leur mode de gestion. Dans les années 80, la décentralisation de la gestion provient en effet d'une demande des quartiers. En outre, les organismes HLM ont alors développé des métiers liés au social (conseillers à l'économie sociale et familiale, agents de développement social urbain, référents de sécurité). Alors que le phénomène de pauvreté affecte le parc HLM, les métiers que nous avons développés dans les quartiers nous permettent d'accompagner l'évolution de l'occupation sociale du parc. La politique de la ville a en effet toujours eu une vocation de laboratoire.

Il s'est avéré que la politique de réhabilitation avait ses limites. A la fin des années 90, le rapport Sueur a révélé qu'il était nécessaire de transformer ces quartiers, au-delà des actions de réhabilitation. Nous avons constaté que nous avons atteint les limites de la requalification des quartiers et qu'un processus de dévalorisation de ces quartiers s'était engagé. L'USH a demandé la création d'un fonds national dans les années 2000. Ainsi nous avons incité les organismes HLM à s'investir dans la politique de rénovation urbaine dès 2003, au lancement du PNRU.

S'agissant des objectifs que nous poursuivons, le mouvement HLM a toujours refusé la ségrégation, le ghetto, la spécialisation à outrance de ces quartiers.

Dans le cadre de la politique de rénovation urbaine, il était indispensable de supprimer les formes urbaines et architecturales aberrantes qui étaient stigmatisantes et entravaient l'évolution des quartiers.

Le deuxième objectif important que nous poursuivons concerne la nécessité de sortir du quartier monohabitat HLM. Ces quartiers ont été au fil du temps exclus de la ville, de son développement. Nous croyons à l'introduction d'une mixité urbaine dans ces quartiers pour qu'ils soient perçus comme un quartier contribuant au fonctionnement général de la ville, et non, seulement, comme un lieu d'accueil de populations en difficulté. Il est nécessaire de lutter contre toutes les formes de repli et d'introduire des lieux de brassage, grâce à de grands équipements structurants.

Le troisième objectif est relatif à la question de la mutabilité. Ces grands ensembles ont été considérés comme des objets finis et figés, alors que la ville se transforme. Il nous semble important d'installer les conditions de mutabilité de ces quartiers, notamment par l'intermédiaire du foncier. Il n'est pas normal que ces quartiers restent une aberration foncière dans la ville. Dans certains quartiers, le foncier appartient en totalité à l'organisme HLM, et rien n'appartient à la collectivité locale. Il est important d'y introduire le droit commun de la ville, pour que le quartier puisse évoluer au rythme des besoins des habitants et pas

seulement au rythme des investissements issus des grandes politiques publiques.

Enfin, nous estimons qu'il est nécessaire de sortir de l'image du quartier HLM, et nous avons donc travaillé sur l'introduction d'une unité infraquartier (l'unité résidentielle) plus appropriable pour mieux organiser la gestion et le vivre ensemble. Nous avons effectivement contribué à fragmenter les quartiers en y introduisant de la différenciation.

Aujourd'hui, le discours globalisant sur les quartiers ne doit plus être tenu. Certains quartiers sont rattrapés par le processus de métropolisation et parviendront à s'intégrer. La rénovation urbaine a mis en évidence l'hétérogénéité des situations, a valorisé les atouts de certains quartiers et fait apparaître les difficultés d'intégration d'autres quartiers. Certains quartiers ont des atouts, mais du fait de leurs situations très dégradées, ils auront besoin de temps pour évoluer. D'autres quartiers sont en marge de la ville et nous avons des difficultés à trouver les leviers pour les intégrer.

Trois situations nous préoccupent actuellement.

En premier lieu, des quartiers sont totalement gangrenés par des trafics illicites. Dans les années 2005-2007, malgré le trafic, la gestion quotidienne parvenait, tant bien que mal, à s'organiser. Depuis quelques années, se développent des formes d'appropriation violente des territoires, et nous perdons parfois le contrôle de cages d'escalier, voire d'immeubles qui se trouvent sous l'emprise de ce trafic.

En deuxième lieu, les situations de fortes concentrations socioethniques présentant des formes de repli communautaire déstabilisent notre gestion. Le problème du statut de la femme se rencontre chez les locataires, mais également dans notre personnel. Des pressions sont exercées sur le personnel et nos locataires. La mission d'organisation des conditions du vivre ensemble des HLM devient donc difficile dans ces quartiers. Nous nous trouvons démunis et nous disposons de peu de lieux où évoquer ces problèmes. Nous avons monté un groupe de travail pour réfléchir à ces situations et mettre en place des dispositifs d'appui aux organismes HLM. En outre, nos personnels de proximité ne comprennent pas toujours ces situations et n'ont pas l'encadrement suffisant pour y faire face.

La troisième situation préoccupante concerne les quartiers HLM des petites villes ou des villes moyennes. La vacance est repartie à la hausse à un rythme exceptionnel. La forme urbaine de ces quartiers est totalement déconsidérée et ces quartiers n'ont plus de fonction par rapport à l'évolution économique et démographique de ces villes. Nous devons donc travailler avec les villes sur la notion de resserrement urbain, recomposer le logement social par rapport à son implantation dans la ville. L'avenir du quartier HLM est compromis dans ce contexte. Nous devons donc en tirer des enseignements. Ces quartiers ont été rénovés, mais nous avons créé du vide en démolissant une partie de ces quartiers et cette partie de la ville a perdu son sens pour les habitants.

En conclusion, Nous sommes guidés par deux éléments :

- rendre ces quartiers partie prenante du fonctionnement de la ville en évitant de créer des quartiers spécialisés dont la gestion serait laissée à l'organisme HLM ;
- répondre à l'attente des locataires d'un habitat qui soit un facteur d'insertion. Ils sont dans l'attente d'un même niveau de qualité des services locatifs et urbains que dans le reste de la ville. Par exemple, nous répondons encore insuffisamment à leurs demandes de mobilité résidentielle...
- M. Lapeyronnie fait le constat que certaines populations ne sont plus en demande d'intégration ; ces situations existent, mais sont encore minoritaires. Nous espérons que nous saurons faire face à ces situations. Nous estimons qu'il existe une centaine de quartiers en très grande difficulté sur les 1 500 quartiers.

Henri REY

Patrick Braouezec, vous avez été maire de Saint-Denis de 1991 à 2004, député de 1993 à 2012. Vous avez quitté le parti communiste en 2010 et êtes actuellement membre de la FASE. Vous êtes président de la communauté d'agglomération Plaine Commune, qui est chargée de la politique de la ville. Vous avez été témoin et acteur de cette politique. Pouvez-vous retracer les changements que cette politique a apportés dans la ville ? Quelle en est votre appréciation ?

Patrick BRAOUEZEC

La création de la métropole du Grand Paris aura des conséquences peu positives pour certaines villes de banlieue.

Si la politique de la ville n'avait pas existé, la situation serait plus dramatique aujourd'hui. Elle a en effet permis de pallier les manques qui existaient dans d'autres politiques, notamment de droit commun. En 1983, Marcelin Berthelot m'a demandé de prendre une année sabbatique pour mettre en place les permanences d'accueil, d'information et d'orientation des missions locales. L'objectif de cette mesure transitoire consistait à permettre le rétablissement de l'Education nationale. 33 ans plus tard, la situation est plus grave encore, pour l'Education nationale et l'ensemble de la société. En effet, les conséquences et les solutions qui devaient être prises face à cette réalité n'ont pas été prises en compte. La situation est très préoccupante à plusieurs titres.

Des outils de démocratie participative ont été mis en place. Dès 1989, dans la cité des Cosmonautes à Saint-Denis, a été créée la première Démarche de quartier. Au début des années 2000, une rupture s'est produite, que les intervenants précédents ont également évoquée, car les habitants ont réalisé que rien ne changeait dans leur situation personnelle, ce qui a provoqué un désintéressement à l'égard de ces pratiques.

Notre pays est particulièrement inégalitaire dans les politiques de droit commun, car certains quartiers sont spécialisés. Par exemple, l'espérance de vie est moindre au nord-est qu'au sud-ouest de l'Ile-de-France.

La politique de la ville cependant a été globalement positive, avec des limites certes, mais aussi des réussites. Dans plusieurs villes de Seine Saint-Denis, la politique de transformation urbaine a eu des effets importants sur la vie quotidienne des habitants, mais leur situation sociale n'a pas évolué. Or, des quartiers sont stigmatisés à partir de ces réalités sociales. Les quartiers eux-mêmes ne sont pas en difficulté, mais ce sont les personnes qui y habitent qui sont en difficulté économique ou sociale. Il convient donc de travailler sur les problèmes que les habitants rencontrent.

Au sujet des décrochages, faut-il lutter contre ces phénomènes ou essayer de les comprendre pour essayer de les réintégrer dans le processus républicain ? Dans le cadre de Plaine Commune, nous réfléchissons aux mutations du monde du travail. Il existe des richesses dans les quartiers populaires, qui sont de véritables savoir-faire, mais qui se trouvent actuellement hors du processus économique. Nous devrions réfléchir à la manière de les y intégrer. Des chercheurs estiment qu'une nouvelle mutation du monde du travail devrait intervenir vers les années 2030, avec des suppressions d'emplois liées à la robotisation du monde du travail. Nous devrions donc chercher de nouvelles formes de travail par anticipation de ces mutations.

S'agissant de la rupture provoquée par la rénovation urbaine, on a considéré qu'il ne s'agissait pas seulement de rénover le bâti, mais de repenser la forme du quartier. Cette politique de rénovation a été bénéfique en ce sens. Toutefois, la démolition de bâtiments participe à la stigmatisation de ce mode d'habitat. Dans les villes de Plaine Commune, le problème ne provient pas des logements sociaux, mais de l'habitat indigne, des quartiers anciens dégradés, de la découpe du pavillonnaire, avec la location de pavillons à plusieurs familles. La stigmatisation du logement social me semble donc dépassée. Paradoxalement, environ 400 000 personnes vivent dans des conditions de logement indécentes en Ile-de-France, alors qu'elles sont éligibles au logement social. Cela signifie qu'il serait nécessaire de continuer la construction massive de logements sociaux, ce qui constituait initialement l'enjeu principal de la métropole du Grand Paris.

La métropole du Grand Paris devait réduire les inégalités sociales et territoriales, mais elle se traduit en fait par un fonds de péréquation au niveau national et un fonds de solidarité de la région Ile-de-France qui sera très négatif pour les villes les plus pauvres. Les villes de Plaine Commune perdraient environ 10 millions d'euros.

Pendant des années, la discrimination positive a été mise en avant ; or ces quartiers ont besoin d'égalité de traitement, car ils sont en deçà de la moyenne sur tous les critères. Nous avons signé un contrat de ville avec l'Etat pour assurer des subventions aux associations, mais par rapport au nombre d'habitants, cette dotation est largement inférieure à la moyenne régionale, alors qu'il s'agit des populations les plus pauvres. Nous ne comprenons pas que les critères ne soient pas modifiés dans les politiques spécifiques et de droit commun pour parvenir enfin à l'égalité républicaine.

Echanges avec la salle

De la salle Patrick VASSALO

Je suis militant de terrain et élu à Saint-Denis. Je partage la réflexion selon laquelle il s'agit plus d'un phénomène de révolte que d'émeutes. Ces quartiers se trouvent aujourd'hui largement exclus des politiques d'assimilation. Le système dominant a effectivement exclu nos classes populaires et nos quartiers, qui ont le choix de se soumettre au « redressement culturel » infligé par l'histoire coloniale et postcoloniale ou de rester entre elles. La politique de la ville oscille entre un aspect de police sociale et la permission de l'expression d'un certain pouvoir d'agir. Par ailleurs, la plupart des initiatives économiques ne demandent pas à sortir de leur quartier. Il existe donc deux types de sortie, d'une part par quelques réussites économiques individuelles et d'autre part par des révoltes sporadiques.

Dans le cadre de notre société actuelle, j'ignore quelles sont nos réelles marges de manœuvre. La reconstruction d'un cheminement politique ne semble pas pour autant perdue.

Jean-Marie FARDEAU

Marie-Hélène Bacqué, le fonds de 5 % réservé à la démocratie représentative émergera-t-il un jour ? L'Etat craint-il toujours que les citoyens s'organisent et développent des initiatives ? Progresserons-nous dans la reconnaissance de la richesse de cette société civile aujourd'hui fracassée, mais qui cherche à s'organiser, notamment dans des collectifs ?

Alain BOULANGER

Je suis membre d'une association qui promeut la démocratie de proximité à Aulnay-sous-Bois. Actuellement, des collectivités se fabriquent sans participation des citoyens, des territoires révisent les PLU et donc les politiques urbanistes dans les villes. Il est donc urgent que les conseils citoyens s'approprient la société civile à l'échelle des collectivités et des territoires. En effet, avec la seule vision de l'Etat, les mesures ne sont pas toujours adaptées. Par ailleurs, les conseils de quartier ne sont pas à la hauteur des enjeux. Dans la ville et le territoire, la population est éloignée des élus. Nous avons peu de place pour nous faire entendre de nos élus. L'organisme technocratique EPA Plaine de France apporte une vision métropolitaine du futur du nord-est parisien sans que personne ne soit associé à cette réflexion.

Marie-Noëlle RONY

Je suis conseillère municipale d'une commune de l'Essonne.

La mixité ne s'impose pas. Dans les quartiers, des logements sociaux côtoient des copropriétés, mais les copropriétés restent inhabitées et les bailleurs sociaux les reprennent pour essayer d'imposer la mixité, mais cela ne fonctionne pas. Quand les politiques accepteront-ils dans leurs rangs des jeunes des cités avec leurs compétences ?

De la salle,

Vous parlez beaucoup de démocratie participative, mais n'estimez-vous pas que, dans ces débats, il serait nécessaire que des intervenants locaux soient invités, des personnes qui ont vécu ces révoltes et sont capables de nous en parler ?

Marie-Hélène BACQUE

En 2005, on parlait d'émeutes de papier, mais nous parlons toujours entre nous aujourd'hui, ce qui montre effectivement qu'il existe un plafond de verre. Quand les partis politiques s'ouvriront-ils aux jeunes des quartiers populaires, notamment appartenant aux minorités visibles ? Une petite évolution a été constatée : entre 2001 et 2014, 10 % d'élus appartenaient à des minorités visibles, alors qu'ils sont 30 % en 2014. Dans l'exécutif, en revanche, un seul maire est d'origine maghrébine dans un département où ces populations sont majoritaires. Il s'agit d'un dysfonctionnement majeur de la démocratie représentative, qui est essentiellement conduite par des professionnels de la politique très éloignés des quartiers populaires. Dans les années 60, des représentants du monde ouvrier siégeaient à l'Assemblée nationale, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Une partie de notre proposition de démocratie participative d'initiative citoyenne n'a pas été reprise par les pouvoirs publics. Nous avons donc organisé une conférence de consensus réunissant une quarantaine de personnes (élus, responsables associatifs, universitaires) et nous avons abouti à une proposition. Nous avons eu des difficultés à mobiliser des élus. La Présidente du secours catholique qui dirigeait la conférence a même souhaité aller plus loin dans l'avis que notre proposition initiale, ce qui montre qu'il existe une véritable attente dans ce domaine.

En France, la démocratie participative n'est financée par les pouvoirs publics que si ceux-ci l'organisent. Nous estimons qu'elle devrait être conduite également par les citoyens. Nous lancerons donc un appel auprès des responsables politiques, des citoyens et des habitants des quartiers populaires et nous lancerons une campagne sur cet avis, que nous porterons auprès de tous les candidats. Cette campagne devrait être conduite de manière large dans les quartiers populaires. Il est nécessaire de construire des alliances entre des habitants des quartiers populaires, des universitaires et des professionnels. Les personnes intéressées par cette campagne peuvent contacter « Pas sans nous ».

Les citoyens sont effectivement absents de la construction de la métropole et les enjeux sont insuffisamment débattus.

La mixité sociale ne s'impose effectivement pas. La politique de la ville possède une ambivalence, dans la mesure où elle évoque la reconnaissance des quartiers populaires et aussi la mixité, comme si les quartiers populaires représentaient un problème qui nous pourrait être résolu qu'en y introduisant des éléments de la classe moyenne. Les limites des politiques de mixité sociale ont été montrées par de nombreux chercheurs, ce qui ne signifie pas qu'il faut accepter des logiques de ségrégation sociale et spatiale. L'enjeu consiste à

ouvrir la mobilité dans la ville. Deux enjeux existent aujourd'hui dans les quartiers populaires : l'égalité et la reconnaissance. Il faut arrêter de stigmatiser les populations des quartiers populaires, notamment avec le fait religieux, qui n'est pas nécessairement un problème. Autrefois, l'Eglise catholique était très prégnante dans les banlieues rouges, ce qui ne représentait pas un problème. Des associations musulmanes accomplissent actuellement un travail important dans les quartiers populaires. Il est par exemple gênant que le préfet de Tours demande aux associations des seuls quartiers populaires de signer une charte de la laïcité. En ciblant ainsi les quartiers populaires, la puissance publique crée elle-même des problèmes, en semblant considérer que leurs habitants sont des extrémistes.

Patrick BRAOUEZEC

Certes, la mixité ne s'impose pas, mais je ne sais même plus ce que signifie ce terme. Au début des années 70, la mixité était moindre dans la ville de Saint-Denis, qui comportait 80 % d'ouvriers, mais plus importante dans les quartiers HLM, où habitaient également des médecins et des universitaires. Actuellement, on assiste à un processus de spécialisation des cités HLM, qui s'oppose à la mixité. En outre, la mixité relève-t-elle de l'apparence ou de la réalité ?

Lorsqu'on évoque les jeunes qui « s'en sortent », on parle des personnes qui réussissent de manière médiatique (sportifs, chanteurs), mais de nombreuses personnes s'en sortent par des métiers dont on a besoin dans la vie quotidienne et sont insérées dans la société. Les premiers cités sortent de ces quartiers alors que les seconds restent souvent dans la cité.

Au sujet de la participation des jeunes dans les processus de démocratie participative, je ne crois plus aux partis politiques en tant que structure organisationnelle. Ils sont nés dans un processus de concentration des grandes entreprises à la fin du 19^{ème} siècle, de manière pyramidale, mais la situation a évolué. Il faudrait inventer des structures complètement nouvelles en matière de politique, car les structures pyramidales ne fonctionnent plus dans le monde actuel. La maire de Madrid par exemple est issue d'un mouvement citoyen profond qui a transformé les institutions. Il est impossible de continuer à avoir des élus qui représentent 5 % de la population réelle d'un quartier, parce qu'ils ont obtenu 51 % des voix avec 25 % de participation en tenant compte des non-inscrits. Notre démocratie est en péril, parce que la représentativité n'est plus représentative.

Béatrix MORA

La mixité reste pour nous un objectif de moyen. Elle ne s'impose pas, mais elle s'organise et elle s'accompagne. Le modèle français n'est pas le séparatisme. Les organismes d'HLM sont les artisans de la mixité dans la ville. Nous avons pour mission de diffuser le logement social partout dans la ville. Nous savons intégrer une résidence HLM dans un quartier pavillonnaire, mais nous sommes aussi les artisans de la mixité dans les quartiers HLM, ce qui est plus difficile. Les quartiers HLM ne sont pas des quartiers populaires aujourd'hui. Ils concentrent actuellement les situations de pauvreté et

d'exclusion, mais la diversité des catégories populaires ne n'est plus présente dans ces quartiers. Nous ne souhaitons pas y faire venir des classes moyennes, mais en faire de vrais quartiers populaires. Nous croyons notamment à l'accession sociale sécurisée dans ces quartiers pour favoriser une mixité urbaine. En effet, des familles souhaitent s'ancrer dans ces quartiers plutôt que d'accéder à la propriété ailleurs. Nous travaillerons également sur la maîtrise des politiques d'attribution pour éviter les concentrations excessives de ménages qui concentrent des difficultés économiques et sociales. Il ne serait pas concevable que le parc HLM des quartiers soit spécialisé dans l'accueil des ménages défavorisés alors que le reste du parc accueillerait des ménages au profil plus diversifié. On nous demande de travailler sur un meilleur équilibre de l'occupation sociale dans nos parcs, à l'intérieur ou hors des quartiers. Une politique de mixité doit en outre s'appuyer sur une politique d'accompagnement social et d'équipement. Une mixité non accompagnée peut en effet aboutir à un échec.

IV/ L'immigration : fonctions explicites, rôles implicites et défis au modèle républicain, table ronde animée par Madani CHEURFA, CEVIPOF

Ont participé à cette table ronde :

Leyla ARSLAN, sociologue

Mimouna HADJAM, Africa 93

Madani CHEURFA

Dans cette table ronde, nous nous intéresserons surtout à certains groupes sociaux et culturels des quartiers, notamment par le prisme de l'immigration, souvent évoquée dans les discours politiques et médiatiques. Gardons à l'esprit que ces discours en disent souvent davantage sur ceux qui les prononcent que sur ces groupes immigrés.

Mimouna Hadjam, vous êtes responsable de l'association socioculturelle Africa 93, qui lutte contre les discriminations, le racisme et promeut le droit des femmes. Nous évoquerons en particulier la condition des femmes dans ces quartiers. Votre expérience nous est précieuse pour comprendre ce qui se passe.

Leyla Arslan, vous êtes docteur en science politique et auteur d'une thèse publiée, en 2011, aux PUF : « Enfants de l'islam et de Marianne : des banlieues à l'université ».

Leyla ARSLAN

J'ai également écrit « Banlieue de la république », avec une équipe de chercheurs dirigés par Gilles Kepel qui est une monographie de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil en Seine-Saint-Denis, cinq ans après les émeutes.

Madani CHEURFA

Nous évoquerons les grandes tendances de l'évolution de ces populations depuis dix ans.

Mimouna HADJAM

Je vous remercie de laisser s'exprimer une parole féminine de banlieue. Je chercherai à démontrer comment les politiques publiques ont exclu, volontairement ou non, les femmes de ces quartiers.

Je répondrai en m'appuyant sur ma pratique militante et professionnelle depuis plus de 30 ans sur les territoires de La Courneuve et de Plaine Commune.

L'action publique en direction des quartiers a servi à la gestion de l'immigration et n'a concerné majoritairement que les hommes et surtout les

jeunes, en excluant les femmes et les filles et en reproduisant les stéréotypes de genre.

Par définition, l'action publique doit être neutre, universelle et s'adresser à tout le monde. La politique de la ville définie pour les habitants des quartiers populaires ciblait en réalité la population immigrée, qui est majoritairement concentrée dans les quartiers populaires.

La catégorie des politiques publiques, fondées sur le concept de la discrimination positive, est née de la combinaison des sciences sociales, de la réforme urbaine et est marquée par l'engagement de la gauche et notamment du parti socialiste et le déclin du parti communiste. A La Courneuve, en particulier, avant la politique de la ville, toute la gestion de la communauté était autrefois assurée par le parti communiste et ses associations satellites.

Ces politiques publiques ont mis en place une territorialisation de la question sociale, comme si elle ne se posait plus que dans certains territoires. Cette approche ethnicisée a été marquée par une forte peur des jeunes issus de l'immigration au début des années 80. Les émeutes de Vaulx-en-Velin en 1981, qui ont contribué à consolider les dispositifs de politique de la ville, la marche pour l'égalité en 1983 et les émeutes de 2005 ont eu pour intérêt de poser les termes d'un débat. Toutefois, j'ai constaté que le public féminin était toujours absent de ces débats, ce qui relevait d'une ignorance ordinaire. Cet éloignement des femmes des dispositifs de politique de la ville, même si elles sont majoritairement victimes de la pauvreté, s'explique par le fait qu'elles ne semblaient pas menaçantes pour les politiques, parce qu'elles n'occupaient pas l'espace public, et ne l'occupent toujours pas. Les universitaires et les politiques ne se sont pas intéressés à ces femmes, qui restaient dans la sphère privée, surtout celles de la première génération, parce qu'ils s'intéressent surtout à ce qui fait du bruit.

En septembre 2014, lorsque nous avons passé un contrat de ville avec la communauté d'agglomération, nous avons été invités à parler des grandes orientations de la politique de la ville. J'ai étudié la manière dont cette politique s'adressait aux femmes et j'ai été choquée par mes découvertes.

Il existe une grande opacité au sujet du financement des secteurs ; il est donc très difficile d'accéder aux chiffres. Le premier dispositif de la politique de la ville remonte à 1979 à La Courneuve. Jusqu'en 2004, peu de moyens financiers étaient alloués aux villes dans le cadre de ces politiques de la ville. En 2003, un bilan a été réalisé, qui a marqué un tournant. Jean-Louis Borloo estimait que les dossiers étaient traités de manière trop rigide. En outre, la comparaison avec les Etats-Unis a montré que ce système de politique spécifique ne fonctionnait pas bien en France. En particulier, l'ANRU et la définition d'indicateurs ont permis de progresser sur l'objectif d'un rééquilibrage dans les quartiers.

Dans les textes nationaux de la politique de la ville et dans les textes relatifs à La Courneuve, j'ai recensé les occurrences du terme « femme » et ses déclinaisons. Les jeunes sont cités 56 fois et les femmes 17 fois dans le document national, et respectivement 31 fois et 6 fois dans le document de La Courneuve. Seules sept pages reprennent le mot « femme » sur 47 pages. Au

chapitre de l'emploi, dans le titre « Favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes », figure la phrase suivante : « Il faut qu'on prenne en compte l'expérience familiale dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience ». On continue donc d'avoir la vision de la conciliation des temps s'agissant de l'emploi des femmes, alors qu'on n'a jamais interrogé la place et le rôle des hommes et des femmes dans le dispositif de l'emploi. Dans le document national, les femmes sont ramenées à la conciliation entre leur vie personnelle et professionnelle. Elles n'ont jamais été une priorité des politiques de la ville, car le travail des femmes tel qu'il est évoqué se rapporte toujours aux tâches assignées traditionnellement aux femmes (soins aux enfants et aux personnes âgées). Ces tâches représentent certes un objectif de développement économique, mais ces emplois faisant appel à la prétendue « nature des femmes », sans faire place à l'innovation.

Dans ces documents, on évoque les d'étrangers, les seniors, les jeunes, mais très rarement les femmes, même dans la partie démographique, alors que les femmes représentent plus de la moitié de la population. Aucune indication statistique n'est donnée sur les femmes et les filles dans les données de réussite aux examens scolaires ou dans les autres données, ce qui démontre une volonté de ne pas réfléchir à des dispositifs ciblant les femmes.

La priorité est placée sur la population jeune. Le terme à la mode « jeunes en difficulté » recouvre en réalité les jeunes issus de l'immigration. Dans ma ville, 38 % des habitants n'ont pas la nationalité française, mais le reste de la population est majoritairement issue de l'immigration. Ces politiques ont ciblé les jeunes issus de l'immigration et ont donc servi à la gestion de l'immigration.

S'agissant des financements, le budget de la politique de la ville de 550 000 euros est très faible compte tenu de l'énormité des problèmes que rencontre cette ville. 20 % à 25 % des budgets ciblent les femmes, dont 12 % directement. Les formations linguistiques ne s'adressent pas uniquement aux femmes, mais 90 % des personnes participant à ces formations sont des femmes.

Le rapport du Haut comité à l'égalité hommes-femmes montre que 32 % des filles sont concernées par les actions VVV (actions de sports et loisirs en direction des jeunes menées pendant les vacances scolaires), parce que les filles cessent de participer aux actions sportives et d'accompagnement scolaire dès l'entrée au collège. Par ailleurs, les sports proposés sont des sports de ballon et de combat, qui intéressent généralement moins les filles.

La question féminine n'est donc absolument pas prise en compte, et la politique de la ville ne s'est jamais donné les moyens de transformer réellement cette situation. Le fonctionnement est basé sur le clientélisme. En outre, le bruit et la pression politique sont plus rarement le fait des femmes. Par conséquent, les élus préfèrent inscrire dans leur programme de financement dans le cadre de la politique de la ville des actions dirigées par les hommes et mettent de côté des actions dirigées vers les femmes. Les politiques publiques n'ont donc fait que renforcer les stéréotypes de genre qui existent dans les banlieues.

La question des violences faites aux femmes semble intéresser davantage les politiques. L'association « Ni putes ni soumises » a contribué à médiatiser

cette question, ce qui a eu pour effet d'accroître la stigmatisation des populations des banlieues en laissant accroire que la violence serait l'apanage des banlieues. Or, je constate la réalité du patriarcat, système d'organisation mondial, qui est à l'origine de la domination des hommes ; les banlieues sont aussi régies par l'organisation patriarcale, qui induit des violences contre les femmes, qui ne sont pas plus importantes qu'ailleurs. Les violences contre les femmes n'ont pas de couleur culturelle, ethnique ou sociale. Certaines violences sont certes spécifiques, comme l'excision ou la polygamie, mais elles sont le fait de la mondialisation, avec l'arrivée d'immigrés provenant de pays plus marqués par l'organisation patriarcale, qui ont apporté leurs codes patriarcaux dans nos quartiers. Il semble important de rappeler que l'éducation et des phénomènes sociaux et culturels rendent les garçons sexistes et les filles soumises. Cet état de fait s'est en outre aggravé avec le fait religieux. L'avènement de l'islamisme politique a eu notamment pour conséquence des cas de polygamie qui n'existaient pas auparavant. Cet islamisme politique a aggravé la situation des femmes dans les quartiers. En outre, les élus préfèrent souvent avoir affaire à des référents religieux, avec lesquels ils traitent plus facilement, mais au détriment des femmes.

Leyla ARSLAN

Les quartiers soulèvent l'intérêt principalement lors des explosions de violence. J'ai commencé ma thèse en 2005 et j'ai été frappée par la couverture médiatique de ces événements. Aux Etats-Unis, on les qualifiait de « *Muslim riots* ». En France, on mettait en avant des explications liées à l'immigration : la polygamie, le rôle des associations religieuses présentées comme islamistes.

Auparavant, j'avais surtout travaillé sur la construction du religieux chez des descendants d'immigrés d'origine maghrébine. Au début de ma thèse, j'ai voulu élargir mon champ d'études en travaillant sur l'ethnicité de jeunes d'origine maghrébine, turque et africaine, vus comme musulmans. Je me suis demandé comment ces jeunes pouvaient encore croire au système alors que chacun des aspects de leurs identités sociale, ethnique, religieuse, était stigmatisé. Mes directeurs de thèse m'ont rappelé que les jeunes de banlieue n'étaient pas une catégorie homogène. Il était donc nécessaire d'explorer les différenciations sociales à l'œuvre dans cette population. Alors que le « jeune en difficulté » était beaucoup étudié dans la littérature scientifique et constituait une figure importante dans les représentations collectives sur les quartiers, je me suis intéressée aux étudiants, qui apparaissent comme beaucoup plus invisibles. Se pencher sur les étudiants, permettait de revenir aussi sur le rôle de l'école et sur son rôle dans l'ascension sociale. J'ai cherché à connaître leur parcours jusqu'à l'université et la manière dont se construisait leur ethnicité.

Mon échantillon se compose d'étudiants ayant grandi et vivant encore dans les quartiers populaires du nord des Hauts de Seine, de Seine Saint Denis et du Val de Marne, d'origine africaine, turque et maghrébine, et considérés comme musulmans quel que soit leur rapport réel au religieux.

L'arrivée à l'université a généralement été un chemin long et semé d'embûches. Ces étudiants sont des survivants du système scolaire. Bien qu'il existe des différences de niveaux d'études entre les parents des étudiants

selon leurs pays d'origine, il s'agit surtout de milieux populaires ayant un rapport faible à l'école, ce qui aura un impact sur la trajectoire sociale de leurs enfants. L'enquête PISA de l'OCDE réalisée tous les trois ans montre en effet que plus un élève est issu d'une classe populaire, plus il a de chances d'avoir des difficultés à être bon élève. Pour les populations immigrées, la situation est encore plus difficile.

Les étudiants de mon échantillon, une fois arrivés à l'université, espèrent que le plus difficile est passé, mais toutes les difficultés scolaires que certains ont rencontrées continuent à se faire ressentir. En outre, certains changent souvent de filière à cause de problèmes d'orientation. Les trajectoires scolaires sont donc très diversifiées : certains étudiants sont passés par des lycées professionnels, ont redoublé de nombreuses fois, mais parviennent à accéder à l'université, d'autres ont connu des parcours moins heurtés.

S'agissant du déploiement de l'ethnicité dans la sphère privée et publique, tous les individus ne se positionnent pas de la même manière. Quand on parle de jeunes qui descendent de migrants dans les quartiers populaires, on a l'impression que l'ethnicité est vécue de manière homogène, comme si elle se transmettait génétiquement. Or, il n'en est rien. Plusieurs éléments expliquent cela : l'histoire migratoire des parents, la trajectoire sociale des individus en France.

J'ai donc formalisé ces rapports à l'ethnicité dans une typologie constituée de quatre catégories qui constituent plutôt des pôles entre lesquels les individus peuvent évoluer tout au long de leur vie.

Les « galériens » ont eu de grandes difficultés scolaires. Ils estiment avoir été envoyés malgré eux dans des « lycées poubelles peuplés de sauvages », selon leurs propres termes, et se rendent compte qu'une fois à l'université, les difficultés ne sont pas finies. Ils ont une vision plutôt essentialiste de leur place dans la société française. Lorsque je les interrogeais sur les catégories sociales de la société française, ils exprimaient ces catégories en termes de religion ou d'appartenance ethnique (des noirs, des Arabes, des musulmans, des blancs). Ils décrivent une société, avec des groupes qui coexistent sans se mélanger. L'ethnicité leur sert de bouclier face à des discours qu'ils perçoivent comme violents (le Kärcher), pour établir une opposition entre « eux » et « nous ».

Les « intégrationnistes » progressent tranquillement dans l'école, sans faire d'études flamboyantes, ni avoir des parcours d'échec. Ces personnes estiment que l'ethnicité et le religieux appartiennent à la sphère privée uniquement. Par exemple, elles ne parlent pas du ramadan à leurs collègues, ou laissent le serveur mettre du vin dans leur verre au restaurant, sans le boire. Ils ne sont pas enfermés dans une vision culturaliste du monde, utilisant pour décrire la société des catégories se fondant sur l'âge, sur les classes sociales, le territoire et non pas uniquement sur l'ethnicité ou le religieux.

Les « critiques », réussissant dans leurs études utilisent des références liées à l'ethnicité ou au religieux, mais à l'inverse des galériens sont en capacité de construire un discours politique à partir de celle-ci, se concentrant beaucoup sur la question de la discrimination. Il s'agit notamment de personnes

par exemple proches de groupes comme « Les indigènes de la République » ou d'organisations religieuses.

Les « grimpeurs » se retrouvent dans des cursus scolaires prestigieux, ce sont ceux qui réussissent le plus leurs études, ils sont plus conscients de l'arrivée de la notion de « diversité » au début des années 2000. Ils pourraient également être appelés « les surfeurs », car ils jouent avec ces différentes ethnicités pour prendre la vague et monter le plus haut possible. Ils ne mobilisent pas des marqueurs identitaires religieux, car s'affirmer publiquement comme musulman en France risquerait d'entraver leur ascension sociale, mais utilisent des marqueurs identitaires liés à une appartenance territoriale (de bons élèves jeunes de banlieue) ou des marqueurs liés à la couleur ou à l'identité ethnique.

Il s'avère donc que la trajectoire sociale de jeunes ayant des caractéristiques sociologiques initiales proches est très différente, ce qui entraîne un rapport différent à l'ethnicité.

En conclusion, le politique, dans son aspect symbolique et en tant que politique publique, a un rôle extrêmement important et fondamental. En effet, selon leur réussite scolaire, leur plus ou moins facile insertion socio-économique, leur expérience de situations discriminatoire, les individus développent une attitude plus ou moins apaisée ou agressive l'ethnicité. Cela ne signifie pas que les individus connaissant une forte ascension sociale ne soient pas moins religieux : ils le vivent de façon plus apaisée. En ce qui concerne le politique dans sa capacité à déployer des politiques publiques, l'Etat a la possibilité d'agir directement sur l'Education nationale et sur la police. A ce sujet, le rapport entre la police et la population mérite d'être étudié. J'ai constaté que cette question ne concerne pas uniquement les jeunes ; des adultes se plaignent parfois aussi d'une certaine manière de faire la police dans les quartiers.

Ces populations manifestent l'envie d'être vues comme une population normale, et non comme une population spécifique, que ce soit en positif ou en négatif. Au sujet de la discrimination positive, contrairement à ce que les médias laissent entendre, les enquêtés ne recherchent pas de traitement de faveur. Ils ne veulent pas être enfermés dans des catégories collectives culturalisantes et souhaitent être maîtres de la définition leur identité sociale. Ils ne veulent ni traitement de faveur ni traitement discriminatoire.

Cependant, ils doivent faire face à des stigmatisations fortes, dans le discours politique et dans leurs relations interpersonnelles avec le reste de la société. Par de petites remarques pas nécessairement méchantes (« Tu retournes au bled cet été », « tu bois du vin ! »), des frontières se forment entre « eux » et « nous ». Ils souhaitent être dans l'invisibilité, être considérés comme des Français à part entière et pas des Français à part.

On évoque souvent le communautarisme, en considérant que ces populations sont antirépublicaines, mais la situation est plus complexe que cela. La demande de services publics et d'égalité est extrêmement forte. Mais en même temps, un phénomène de repli sur soi est également constaté : une partie des individus se réfère en effet à des marqueurs religieux pour

« réenchanter le quotidien » dans un contexte dépourvu de sens. Le recours à cette référence appelle une réflexion collective et commune sur la nature de l'offre politique qui peut être apportée à ces quartiers.

Il faut ainsi comprendre pourquoi ces référents religieux sont aujourd'hui plus forts que par le passé. Cette visibilité religieuse très marquée est apparue à un moment précis. Dans la deuxième génération d'immigrés, dans les années 1980, les jeunes n'avaient pas la même manière de se positionner par rapport à leur identité. Les référents religieux étaient inexistantes. Ils se mobilisaient pour demander l'égalité. La marche pour l'égalité et contre le racisme a cependant ensuite été dénommée « marche des beurs » et interprétée comme une demande de multiculturalisme, mais ces mobilisations avaient pour origine des demandes d'égalité relatives à l'emploi, au logement, à la police. C'est après une décennie de différentes marches que le référent religieux est apparu chez les descendants de migrants. Il permettait d'aller au-delà de l'identité de beur, identité hybride du ni ni (arabe et Français), il permettait de garder un lien avec les racines dans un contexte où la langue arabe était de moins en moins maîtrisée.

Echanges avec la salle

Issa COULIBALY, militant associatif

La politique de la ville a été présentée comme un dispositif de discrimination positive. Je m'inscris en faux contre cette présentation, dans la mesure où la politique de la ville remplace les dispositifs de droit commun, mais ne les complète pas. Compte tenu de l'ampleur des enveloppes consacrées à la politique de la ville, je considère qu'il s'agit du contraire de la discrimination positive. Le milieu associatif a compris qu'il était préférable de solliciter le droit commun, qui permet de réaliser davantage de projets.

Par ailleurs, je suis militant associatif dans la lutte contre le contrôle au faciès. Au sujet de la relation centrale police-citoyen, la police est la seule institution, à l'exception de l'école, à laquelle le jeune est confronté régulièrement, et qui représente la République. Si la relation commence mal, les jeunes risquent de se distancier de la société, voire de lui tourner le dos. Il serait pourtant aisé de mettre en place des dispositions réglementaires pour apaiser ces relations. Dix ans après, aucun changement n'a été constaté et tout pourrait recommencer.

Antoine VENIE, étudiant à Science Po

J'ai effectué une année de service civique dans une cité de Toulon. Je pensais que ce serait un milieu extrêmement violent, ce qui n'était pas le cas. En revanche, je ne m'attendais pas à une telle misère. La famille, la religion, l'école, l'identité nationale sont détruites par cette misère. Ces personnes sont sans repères ni racines. Notre association a monté un groupe intitulé « Les aventuriers juniors » avec une pédagogie autour de l'arbre, partant des racines pour aller jusqu'au fruit.

Il me semble que les personnes ne souhaitent pas encore être françaises, parce qu'il manque encore des étapes et des outils d'identité avant de parvenir

à ce stade. Emmanuel Todd disait que sans projet politique ni projet structurant, il ne serait pas possible d'avancer et de proposer des solutions. Au lieu de proposer un projet « pour », on se situe encore trop souvent dans le « lutter contre ».

Michelle ZANCARINI-FOURNEL

La marche pour l'égalité de 1983 avait pour premier objectif les relations avec la police et la justice.

Par ailleurs, au sujet de l'école, un géographe a étudié en 1974 une des écoles de la cité dans la région lyonnaise, qui comportait 95 % de population « d'origine musulmane d'Afrique du Nord », alors que les « Français » allaient dans une autre école. La ségrégation scolaire n'est donc pas une invention du 21^{ème} siècle.

Anne FOUSSAT, Conseil départemental de Seine Saint-Denis

Le manque de projet politique et structurant est effectivement le centre du problème. Les difficultés des quartiers populaires ou pauvres posent la question de ce qui fait sens dans « faire société ensemble ». L'évolution technologique et économique amènera dans 20 ou 30 ans une nouvelle révolution avec une disparition d'emplois qui frappera non plus les classes ouvrières, mais les classes moyennes. En parlant de pauvreté, on classe l'individu uniquement dans son rôle économique dans la société, ce qui est réducteur. Etre français signifie vouloir faire partie de ce groupe. Leyla Arslan évoquait les remarques faites aux personnes d'origine immigrée « *Tu pars en vacances au bled* » ; je suis française et je suis bretonne, et quand je pars en vacances, je retourne aussi « au bled », en Bretagne. Etre Français signifie aussi avoir plusieurs identités culturelles. La France a vécu plusieurs vagues de migrations. Les Bretons ou les Auvergnats ne parlaient pas non plus le français et ont eu besoin d'un moment d'adaptation à la société. Le sujet mis en exergue par ces quartiers est beaucoup plus large : il est relatif à la notion de « faire société » et concerne l'ensemble de la société.

Leyla ARSLAN

Dans ma thèse, j'ai abordé le concept d'« ethnicité symbolique ». Un chercheur américain Herbert Gans l'utilisait pour étudier les Irlando Américains des années 1960 et 1970. L'ethnicité d'un Irlando Américain n'est pas la même à la fin du 19^{ème} siècle et aujourd'hui. Aujourd'hui, ils peuvent développer une ethnicité symbolique sans coût social, impossible à imaginer à la fin du 19^{ème}. Cette nouvelle ethnicité appelée par Gans ethnicité symbolique est sans coût social, l'individu peut la convoquer à volonté de manière intermittente, elle s'exprime principalement sur le temps de loisirs et s'affranchit du groupe ethnique de départ qui connaît une sorte de déstructuration, elle est alors perçue comme un élément positif.

En commençant ma thèse, j'ai fait l'hypothèse suivante: les étudiants descendants d'immigrés se retrouvent-ils dans ce type d'ethnicité ? Non, ils ne s'y retrouvent pas même en situation de forte ascension sociale. Leur ethnicité est différente de celle des parents mais elle continue d'avoir un coût social. Ils

ne peuvent choisir de la convoquer à loisirs selon les espaces sociaux car elle leur est toujours renvoyée. Leur ethnicité a un coût social, ils ne peuvent s'en affranchir car elle leur colle littéralement à la peau avec tout son lot de représentations négatives. A la différence des Irlando Américains, qui peuvent être facilement invisibles dans la société et à qui la société renvoie une image positive, un peu folklorisée de leur ethnicité, pour les descendants de migrants maghrébins, turcs et africains, il est plus difficile de le faire.

Ils veulent être comme les autres, c'est-à-dire se fondre dans une société majoritaire vue comme celle des classes moyennes. Pour eux, d'ailleurs, être français renvoie à l'idée « être de classe moyenne et dans le système », sans faire face à des difficultés sociales.

Mimouna HADJAM

Les politiques de la ville mises en place depuis la fin des années 70 sont des dispositifs de discrimination positive. Il reste du droit commun dans les quartiers, dans la mesure où les enseignants ou les policiers ne sont pas payés par la politique de la ville, même s'il existe des carences. Certes, aujourd'hui, ce qui était autrefois exigé de l'école en matière d'accompagnement scolaire est désormais exigé des associations qui œuvrent dans le cadre de l'accompagnement scolaire. Certains craignaient que la politique de la ville régisse l'ensemble des mesures prises dans les quartiers.

Mon association a quitté le contrat de ville, car le financement était faible (25 000 euros par an) et ne faisant que décroître. Nous pratiquons des missions qui s'apparentent à du service public (accompagnement social, mise à disposition d'interprètes, écrivains publics). Le financement de la politique de la ville ne permet même pas de payer un adulte relais à temps plein. La politique de la ville aurait dû constituer un plus pour parvenir à un équilibre entre les quartiers qui ont moins de moyens et ceux qui en ont plus, mais elle est devenue une gestion est désormais normale. L'Education nationale considère par exemple que est normal de se tourner vers la politique de la ville lorsqu'elle rencontre des difficultés avec certains enfants. Je suis donc favorable à la suppression de ce dispositif, pour qu'on revienne totalement dans le droit commun. Il est anormal de se tourner vers des associations pour pallier le désengagement de l'Etat dans certains domaines, notamment de l'éducation. J'ai eu l'impression d'avoir servi de « commissariat aux affaires arabes ou indigènes » dans les quartiers. Nous percevions quelques subventions et nous étions rendus responsables de la gestion des dossiers. Nous nous sommes leurrés nous-mêmes et avons leurré les populations avec lesquelles nous sommes censés discuter. Certes, le concept initial était la discrimination positive, mais le contenu de cette mesure s'est avéré insuffisant.

Dans ces quartiers, on considère que l'appartenance à la nationalité française est très marquée socialement. Pour les familles de ces quartiers, la réussite de certaines personnes s'explique par le fait qu'ils sont des Français blancs. On pensait que l'Islam est unificateur, mais l'Islam existe sous trop de formes et cela se vérifie. Le pays

d'origine des parents reste donc l'indicateur principal, qui se retrouve également dans les différentes formes d'Islam.

Madani CHEURFA

Nous nous donnons rendez-vous dans dix ans pour observer les évolutions qui se seront produites.

V/ Les jeunes de nos quartiers : le temps des réalités et l'âge des possibles, table ronde animée par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF

Ont participé à cette table ronde :

Joëlle BORDET, Psychosociologue, Centre scientifique et technique du bâtiment

Ange BOYOU, entrepreneur, diplômé de Sciences Po

François DUBET, EHESS

Fabien TRUONG, Sociologue, Université Paris VIII

Martial FOUCAULT

La dernière table ronde est dédiée à la jeunesse, à travers le prisme de l'école, de ce qui est ressenti dans ces quartiers. Elle sera suivie d'une rétrospective sur un temps plus long par le professeur Michelle ZANCARINI-FOURNEL.

Fabien Truong, sociologue à l'Université Paris VIII a également été enseignant en Seine Saint-Denis. Je vous recommande la lecture de son dernier ouvrage publié en 2015, *Jeunesse française bac+5 made in banlieue*, qui est représentatif de l'esprit de cette table ronde. Joëlle Bordet est psychosociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment. Ange Boyou est un étudiant diplômé de Sciences Po originaire de Clchy-sous-Bois, et a actuellement un projet intéressant et complexe d'un centre d'ingénierie en Côte d'Ivoire. François Dubet est l'auteur de plusieurs essais sur le thème de l'école, notamment d'un *L'école des chances* au Seuil en 2015.

Nous avons beaucoup parlé d'inégalités de traitement de la part de la police dans ces quartiers. Il semble également intéressant de parler d'inégalités telles que vécues par la jeunesse dans ces quartiers dits déclassés.

Fabien TRUONG

La question posée initialement est : quelle est la place de la jeunesse ? Je retournerai la question en me demandant comment les jeunes prennent place et quel type de place ils prennent. Je m'interroge aussi sur la représentation et la place des jeunes par rapport à cette représentation.

Avant d'être sociologue, j'ai été enseignant dans différents lycées de Seine-Saint-Denis, où j'étais TZR (Titulaire sur zone remplaçant). Tous les ans, je changeais de lycée, et j'enseignais donc dans des lycées où il manque des postes, qui sont souvent des lycées « indésirables ». J'ai eu une curiosité à l'égard des élèves, mais aussi une insatisfaction par rapport à ce que je pouvais vivre avec les élèves, qui était surtout un rapport pédagogique. J'avais l'impression que tout ne se jouait pas « entre les murs ». En outre, nos représentations étaient très figées. J'avais l'impression que les problèmes

étaient récurrents dans tous les lycées, avec des publics et des problèmes similaires, mais en ayant le sentiment de ne pas tout voir. J'ai donc eu l'idée d'aborder un travail ethnographique longitudinal en suivant une cohorte de jeunes dans le temps.

J'ai donc suivi une cohorte d'anciens élèves sur une période de cinq à huit ans. J'ai observé que les catégorisations et les déterminants n'aboutissent pas nécessairement à la destination qu'on aurait supposée. Dans le livre « Jeunesse française », je suis le parcours d'une vingtaine d'étudiants, et je fais le point sur mes projections personnelles sur ces élèves à l'issue du lycée ; je constate que je me trompe totalement une fois sur deux, bien que je sois convaincu de ne pas procéder à des jugements hâtifs du fait de mon propre parcours universitaire et professionnel. Par ailleurs, les notions de réussite ou d'échec dépendent toujours de la focale à travers laquelle on considère les choses. Selon les années, des effets de retournement se produisent dans le parcours d'un étudiant, qu'on ne peut pas observer sans se laisser un temps d'analyse de plusieurs années. Dans l'ouvrage « Des capuches et des hommes », j'évoque la trajectoire de trois jeunes garçons engagés dans la délinquance au moment de nos échanges : un dealer, un voleur et un émeutier et délinquant. Je souhaitais les suivre dans la durée. C'étaient d'anciens élèves, qui jouaient le jeu de l'institution lorsqu'ils étaient à l'école. En tant que professeur, je ne soupçonnais pas qu'ils avaient une vie parallèle de délinquant, ce que j'ai découvert en vivant avec eux sur d'autres scènes. Cet élément de surprise contre-intuitif interroge les frontières et notamment les oppositions trop binaires entre l'école et la rue par exemple. Derrière la question des représentations il existe un schème sur la perception des jeunes des quartiers populaires et la manière dont eux-mêmes se sentent perçus.

En dix ans, les conditions objectives socio-économiques de vie dans les quartiers populaires n'ont pas changé et demeurent problématiques. En revanche, l'image de la jeunesse des quartiers populaires a beaucoup changé. De 2005 à 2015, les images stigmatisantes produites par les émeutes et l'image « essentialisante » de ces jeunes sont devenues de plus en plus puissantes. Ces jeunes doivent effectivement se positionner par rapport à cette image de fond, qu'ils habitent en banlieue ou ailleurs. Ce qui s'est produit à Clichy-sous-Bois explique pourquoi les jeunes fuient dans certaines situations.

Ce stigmatisme fonctionne aussi parce qu'il existe un corollaire positif à l'image stéréotypée du jeune de banlieue dans l'inconscient collectif : Omar Sy, Jamel Debbouze, Zinedine Zidane, les étudiants en convention CEP, mais pour parvenir à ces parcours de réussite, on imagine que les jeunes de banlieue exploitent des qualités qui leurs seraient spécifiques (qualités athlétiques, art de la « tchatche »...). Les politiques de discrimination positive tendent à reconnaître implicitement ce schéma de type « eux » et « nous ». Ce schéma génère des représentations culturalistes et explique pourquoi les débats se focalisent sur les questions d'intégration ou de perte de l'identité. Le travail de suivi de trajectoires sur des scènes sociales et dans des configurations très différentes des assignations habituelles montre que ces jeunes traversent l'espace social au cours de leur parcours. La question pertinente ne porte donc pas sur la présence ou l'absence d'intégration ou d'une identité, mais sur les

processus d'apprentissage et des prises de position. Les questions qu'on pose à ces jeunes ne sont en effet pas celles qu'ils se posent.

Le suivi des trajectoires de jeunes en ascension scolaire montre la force de la stigmatisation et cherche à en déconstruire la logique. Derrière l'image du banlieusard, il existe plusieurs formes de stigmatisation qui ne se recoupent jamais totalement : le stigmatisme territorial, le mépris de classe, le racisme et l'immigration, la phobie de la pratique de la religion musulmane, l'illégitimité culturelle expérimentée par ces jeunes dès qu'ils traversent les frontières sociales ou scolaires. Au-delà cette stigmatisation sociale, il est intéressant d'observer que ces différentes formes de stigmatisations ne s'empilent pas et qu'il existe des ressources invisibles. Une des épreuves les plus fortes que ces jeunes en ascension scolaire doivent traverser pour réussir leur cursus scolaire est d'ordre social. Ils doivent affronter la force de ce stigmatisme en commençant des études supérieures, car ils doivent se percevoir en tant qu'individu légitime pour apprendre à travailler. Par ailleurs, ces trajectoires sur le temps long montrent que les pronostics établis en fin de lycée échouent une fois sur deux, car de petites ressources cachées font levier pour parvenir à réaliser une trajectoire de réussite. Ces ressources existent aussi dans les familles populaires, qui permettent de traverser le monde social.

Martial FOUCAULT

Joëlle Bordet, quel regard portez-vous sur cette jeunesse des quartiers précaires ?

Joëlle BORDET

Je pratique la recherche d'intervention et j'ai travaillé dans une quinzaine de villes depuis 2005 pour recréer des programmes de jeunesse. Je crée actuellement un programme avec le CGET intitulé « Renforcer l'esprit critique chez les jeunes des quartiers populaires ». Il s'agit d'une ouverture dans l'éducation géopolitique des jeunes en s'intéressant à leur rapport au monde et à la mondialisation. En effet, au-delà des questions purement liées à la France, il est nécessaire de comprendre comment ces jeunes naissent au monde et le comprennent aujourd'hui.

Je souhaite en premier lieu témoigner de l'évolution du stigmatisme dans les quartiers populaires et de l'inquiétude que je ressens face à la suspicion généralisée à l'égard de cette jeunesse. Les modes de renseignement m'inquiètent particulièrement, car de nombreuses personnes sont considérées comme suspectes par d'autres personnes. Les éducateurs et animateurs ont des difficultés à se situer par rapport à l'éventualité qu'un jeune devienne terroriste. Lors d'un débat auquel j'ai assisté à Nanterre après les attentats de janvier, les parents se demandaient s'ils étaient en train de faire des monstres. Les acteurs de la jeunesse et les élus des villes se trouvent dans une situation compliquée et difficile. Cette mise au travail est différente de ce que nous avons connu avant les attentats. Ces évolutions radicales amènent en outre les jeunes dans des processus de construction identitaire réelle et imaginaire qui s'accroissent dans le domaine de la construction des dynamiques identitaires.

Dans mon travail avec les individus, je les aide aussi à prendre la distance du stéréotype et je cherche des appuis pour que ces jeunes deviennent autonomes et entrent dans la dynamique de la République, pour éviter qu'ils deviennent des précaires ou des surnuméraires. En premier lieu, je les écoute comme des adolescents comme les autres. J'en ai entendu 3 000, dans des entretiens semi-directifs collectifs. J'ai rédigé un livre avec le psychanalyste Philippe Gutton, intitulé « Adolescence et idéal démocratique : accueillir les jeunes des quartiers populaires ». Je considère en effet qu'on ne peut pas arrêter d'accueillir la jeunesse, ce serait mettre en danger la démocratie. La démocratie demande une certaine sécurité interne. Je travaille avec les élus et les professionnels pour renforcer la sécurité interne de chacun. Les travaux sur l'adolescence permettent de se désenclaver et de réaliser que ces jeunes ont les mêmes problèmes que les autres adolescents : l'amour, la sexualité, la manière de se situer par rapport aux copains, à la copine, les réseaux sociaux, qui aident parfois à se situer. Ces travaux sont des points d'appui pour renforcer notre écoute de l'adolescence. Un adolescent a son monde. Ils ne sont pas toujours dans la plainte et la dénonciation et font preuve de beaucoup d'humour. L'adolescence est la métamorphose pubertaire et le moment où on transforme son rapport à l'autorité en cessant d'être un enfant. Il est donc important de bien se situer dans le rapport des identifications horizontales.

La naissance au monde est le troisième élément important. Un jeune Brésilien m'avait déclaré à ce sujet : « *Je savais que j'étais né au monde, mais je ne lui avais pas été présenté.* » J'ai monté un réseau international qui s'appelle « Jeunes, inégalités sociales et périphérie ». Je m'appête à recevoir 100 jeunes de huit pays dans ce cadre pour un séminaire sur le thème de la colère et la démocratie. Dans les identifications horizontales liées à la question de l'altérité, il se passe des choses pour eux. Il faut les accompagner dans la possibilité de s'ouvrir au monde.

En outre, il n'existe pas une, mais des jeunesses dans les quartiers populaires. La première jeunesse des quartiers populaires est celle qui est prise dans le territoire, pour qui les éléments importants sont les grands frères, les transmissions, l'économie parallèle. J'ai écrit un livre sur le sujet (« Les jeunes de la cité »), j'ai passé du temps avec eux et je les ai suivis pendant six ans. L'univers de l'économie parallèle est complexe sur un pan anthropologique. Par ailleurs, la question de la construction et de l'affirmation identitaire est importante. L'Islam est important dans les quartiers aujourd'hui et cette émergence est compliquée à traiter pour le maire d'une ville. J'ai rencontré un jeune du conseil municipal de Gennevilliers à la mosquée de Gennevilliers qui demandait à la ville de lui prêter du matériel pour organiser un repas communautaire. Il est donc compliqué pour un maire de réaliser de la construction identitaire ensemble, de concilier l'ensemble de ces émergences. Il s'agit aussi d'une forme d'engagement, mais le rapport au pouvoir de ces jeunes est très loin des partis politiques, dans une ouverture au monde radicale.

Dans mon prochain rapport, je poserai la question suivante aux jeunes : « Quel est votre rapport au monde et comment vous vous en sentez acteur ? »

J'ignore par où ils commenceront. L'espace local est la première référence pour eux, dans une ouverture imaginaire au monde.

Je travaille également avec une autre jeunesse, constituée des militants de l'AFEV, du FOREJE, des jeunes qui sont sortis des quartiers et accomplissent des efforts extraordinaires au prix de dépressions et d'une grande solitude pour réussir. Il est très difficile de réussir dans la norme. Les jeunes dans les missions locales sont pris dans des processus d'individualisation très forts. Quelques années plus tard, ils se trouvent dans les services civiques, et souvent à l'AFEV, qui a notamment créé des colocations étudiantes en quartier populaire. J'évalue actuellement le ressenti d'étudiants qui vont habiter dans ces colocations en quartiers populaires. La plupart affirment que ce sont des quartiers comme les autres, mais ils prennent en réalité leurs distances par rapport à ces quartiers. Les services civiques permettent à ces jeunes de redécouvrir la société, les institutions et l'autre, dont ils se sont coupés. Selon les processus de socialisation, les rapports des jeunes aux quartiers sont très différents, alors que certains y habitent toujours, mais ont tout fait pour ne pas entrer dans l'univers de l'emprise locale.

La troisième catégorie de jeunes est celle de ceux qui ne renoncent pas à changer le monde. Dans une soirée sur le thème « Comment fait-on de la politique autrement ? », les jeunes refusaient l'argent de Dassault, ils refusaient le système et refusaient tout, mais quelques-uns faisaient des propositions, notamment un ingénieur qui a proposé d'inventer le bonheur dynamique.

Je signale un livre de Vincent de Gaulejac et Fabienne Hanique sur le « capitalisme paradoxant ». Ils étudient la manière dont le capitalisme nous place en permanence devant des paradoxes. Ces jeunes naissent face à des paradoxes. Ils disent « non » pour ne pas se faire assimiler à la folie paradoxale.

En mettant en perspective les différentes catégories, on s'aperçoit qu'il est difficile de faire une politique de droit commun pour l'ensemble de la jeunesse. Il est avant tout nécessaire de lutter contre les enclavements, en faisant de la démocratie inclusive, de la culture, de la circulation, afin de se défaire des assignations.

Mon réseau international a travaillé sur le passage de la colère à la démocratie. En travaillant avec des élus, nous devons ouvrir des perspectives, au-delà de la seule analyse. En écoutant les jeunes, en voyant comment ils naissent au monde et construisent leur rapport géopolitique, nous pourrions réduire nos peurs, car il existe effectivement des effondrements culturels qui sont parfois effrayants. En outre, les jeunes sont capables de proférer des affirmations très différentes, parce qu'ils ont des facettes. En faisant circuler, on crée des processus d'intégration psychiques et sociaux dans des dynamiques identitaires. Au-delà de la sidération, nous avons des possibilités réelles pour avancer. La politique de la ville est centrale, parce que ce dispositif considère que les acteurs de la jeunesse ne peuvent pas tenir les enjeux seuls. On crée des groupes de société civile qui réunissent l'imam, des professeurs, la directrice du centre social, l'animateur, des responsables associatifs. On accueille et on construit le rapport géopolitique des jeunes dans ces collectifs. Par ailleurs, il est nécessaire de sortir du rapport élu-technicien pour accueillir

la jeunesse, parce que les acteurs de la jeunesse ne doivent pas se trouver seuls en première ligne face à des enjeux essentiels.

Martial FOUCAULT

Je vous remercie pour vos propos, qui nous ont encouragés à dépasser l'analyse et ouvrir des perspectives.

Ange Boyou, vous reconnaissez-vous dans la catégorie des « grimpeurs » proposée par Leyla Arslan, ou vous définissez-vous par rapport à une jeunesse qui réussit hors du quartier, par le travail et peut-être l'éducation ? Quel regard portez-vous sur votre trajectoire à Clichy-sous-Bois ?

Ange BOYOU

Je suis né en 1989 en Côte d'Ivoire, et je suis arrivé en France en 1999, sans parents. J'ai été envoyé chez des amis de la famille, à Sevrans-Beudottes. J'ai remarqué que de nombreux jeunes hommes étaient dans le même cas que moi, arrivés en France sans leur famille ; certains restaient en France et d'autres repartaient. J'ai vécu à Sevrans, Villeneuve-la-Garenne, Grigny, Villiers-le-Bel, Sarcelles, avant d'arriver à Clichy-sous-Bois. Lorsque je suis arrivé en 1999, alors que j'étais un très bon élève en Côte d'Ivoire, on m'a demandé de redoubler parce que j'aurai des difficultés. Lors de ma première confrontation avec le système éducatif, celui-ci ne m'a pas testé pour évaluer mes capacités scolaires et savoir comment je pourrais réellement m'insérer dans le programme. J'ai ensuite réalisé une scolarité normale. A Clichy-sous-Bois, j'ai connu la résidence « Stamu II », constituée de tours de 10 étages en quatre bâtiments. Les bâtiments sont salles, de nombreux rats circulent dans le local à poubelles, une mosquée se trouve dans la cave, et l'ascenseur est en panne. Le plus jeune est donc souvent envoyé faire des courses. Mohamed se trouvait toujours en bas du bâtiment. Il y est toujours huit ans plus tard. Des enfants jouaient dans la résidence, qui comprenait également un terrain de basket. Le quotidien s'organisait autour des amis, du sport, de l'école, mais aussi de la promiscuité avec les tenants de l'économie parallèle.

Je suis très reconnaissant à l'école. Les professeurs étaient formidables, mais ils ne faisaient pas preuve d'une grande ambition ; ils étaient déjà contents quand nous dépassions la moyenne et que nous ne perturbions pas les cours. Dans la classe, on distingue plusieurs groupes : les « bouffons » sont assis devant, participent en cours et ont de bons résultats. Il s'agit de quatre ou cinq personnes, dont un élève dont les résultats sont moins bons, mais qui est menacé par son père s'il ne travaille pas correctement à l'école. Derrière eux se trouvent les élèves qui parlent tout le temps et enfin, tout au fond, un élève qui ne fait rien en classe. Je me suis aperçu que les professeurs ne tenaient pas leur classe aussi bien que je l'aurais souhaité, mais malgré les bruits de classe, nous avons avancé dans les études. Je n'ai jamais été confronté à des situations de racisme, mais je suppose que c'est parce que nous étions tous noirs et Arabes, ni à des situations de violence.

Avant de passer mon brevet, j'ai eu d'excellents résultats et les félicitations du jury, mais la conseillère d'orientation m'a conseillé d'étudier en section bac professionnel commerce international, car elle estimait qu'il n'était pas dans

mon intérêt de passer le bac général et de suivre de longues études. Toutefois, je n'ai pas suivi son avis, car des personnes m'ont dit que je n'aurai pas de travail à l'issue de mes études, quel que soit le bac que je passerais. Je j'ai donc suivi la voie générale au lycée Alfred Nobel. Les élèves venaient tous de Clichy, car le lycée n'est pas accessible en transports. Nous nous disputons de temps en temps avec des jeunes de Montfermeil, de Livry-Gargan ou du Raincy, mais nous n'avons pas d'accès aux loisirs, car le trajet dure 1 heure 45 pour aller au cinéma par exemple. La bibliothèque était bien cachée dans la ville et seuls ceux qui s'y intéressaient réellement finissaient par la trouver. Un terrain de basket et un terrain de football étaient placés dans une cuve, qui était pleine d'eau par temps de pluie. Nous devons donc jouer sur la route. Au lycée, le professorat tenait bien les élèves et avait la volonté de nous faire progresser, de partager leur savoir et de nous ouvrir au monde.

En effet, nous voyions peu de décryptage du monde, mis à part des questions provocatrices de certains professeurs au sujet de sujets d'actualité. A Clichy, j'ai donc connu des élèves perturbateurs, des individus calmes, mais pas de méchant garçon qui aurait souhaité nuire au reste du monde ou tuer des gens. Le respect est très important pour nous, car c'est la seule chose qui nous reste. Nous détestons donc les situations dans lesquelles nous avons l'impression qu'on nous manque de respect, par exemple par le regard, l'emploi de certains mots. J'ai vécu dans cette mentalité jusqu'en 2005, quand Nicolas Sarkozy a parlé de nettoyer tout le monde au Kärcher et de ramener le calme pour tout le monde. Peu après, les deux jeunes hommes sont morts dans le transformateur. Depuis quelque temps, nous attendions une explosion. Les grands étaient pour certains au chômage ou en prison. Les bons modèles – ceux qui avaient réussi – avaient quitté le quartier. Il ne restait que l'image des personnes qui « galéraient ». Nous avons l'image que la réussite ne serait pas au rendez-vous en quittant Clichy. Lorsque mes deux jeunes sont morts, nous nous sommes rassemblés pour discuter, mais nous savions que les policiers seraient innocentés. Sans grand mouvement de réflexion, une pierre a volé, une première voiture a brûlé, puis de nombreuses autres voitures. Il s'agissait de réactions très épidermiques.

Les populations ont des cultures et des chemins de vie très divers. Mes amis étaient d'origine maghrébine, indienne, africaine. La population est constituée de chrétiens, de bouddhistes, de sikhs, outre les musulmans. L'intégration se passait généralement bien entre ces cultures, sans problèmes entre les communautés, ni de tensions entre les personnes. En revanche, l'extérieur représente le conflit ; il s'agit de personnes qui ne respectent pas le banlieusard, et il convient de le leur rendre. Une grande partie de l'identité de ceux qui s'assimilent à leur quartier est constituée par la logique d'un conflit avec l'extérieur. Je considère que le grand enjeu consiste à illuminer le regard des personnes qui habitent dans ces quartiers, par de grandes politiques, des explications sociologiques, mais aussi des modèles. Or, nous n'avons pas de modèles : nous avons des sportifs, des humoristes, quelques acteurs. Des modèles de personnes qui sont passées par tout le circuit classique et ont réussi dans le système sont très peu présents. L'image de la réussite ne transparait donc pas par l'intermédiaire du système. Les cas exceptionnels sont connus, car il s'agit de personnes considérées comme brillantes ou

débrouillardes, mais dans la majorité des cas, vers 15-16 ans, avec des échéances économiques qui se manifestent rapidement (participer aux frais de la famille, au loyer), les jeunes ne voient pas de modèle efficace qui les mènerait à une réussite économique. Il s'agit du principal problème. Même si tous les problèmes de tension, de racisme et de sentiment d'abandon étaient résolus, la jeunesse ne peut pas avoir pour seul horizon de « gagner petit bras », c'est-à-dire de trouver très jeunes un travail leur permettant seulement de subsister. La dynamique politique du vivre ensemble doit aussi s'atteler à résoudre cette question. Les phénomènes d'organisation communautaire de la ville sont insuffisants. Au plus haut niveau du système de réussite, les jeunes doivent avoir le sentiment qu'ils pourront atteindre une véritable position dans la communauté.

Martial FOUCAULT

François Dubet, votre travail au long cours sur les jeunes, l'école, la justice s'est installé comme une référence incontournable dans la communauté académique. Il rendait accessible le non-dit sur l'incapacité du système scolaire à garantir l'égalité des chances vers un système de réussite. Que vous inspire cette incapacité de l'école à garantir cette égalité des chances ?

François DUBET

Trente ans auparavant, nous avons réalisé la première grande enquête sur la « galère » des jeunes, mais en 30 ans, nombreux changements se sont produits, y compris à l'école.

Le livre, *La galère*, décrit un monde qui nous paraîtrait relativement apaisé aujourd'hui, avec des banlieues populaires, du travail ouvrier, des habitants se définissant comme des immigrés et pas des minorités. Dans ce monde, les immigrés allaient nécessairement devenir français grâce à la CGT, le PC, l'école et les usines. Deux mois après l'élection du Président Mitterrand, l'explosion des Minguettes a annoncé la décomposition de ce monde. Elle traduisait notamment des dysfonctionnements de l'école et de la police, mais on parlait alors peu d'islam. Les filles étaient victimes du machisme ordinaire. Le monde populaire se défaisait alors et se mobilisait parce qu'il croyait entrer dans la société et se battait pour s'intégrer. Mais le travail social perdait pied et les militants devenaient insignifiants. Parallèlement, des problèmes commençaient à apparaître avec la police et les « émeutes » suivaient les affrontements avec la police. Lorsque j'ai écrit cela en 1986, j'ai été très critiqué, car on considérait qu'il s'agissait d'incidents mineurs. Il y a 30 ans, les quartiers populaires s'apparentaient donc davantage à un film de Ken Loach qu'à des ghettos.

Trente ans plus tard, nous constatons toujours des mécanismes extrêmement forts. La situation économique n'était pas bonne alors, mais elle a empiré. Une territorialisation des identités s'est manifestée avec le poids du contrôle social, du regard, de la réputation et du respect, qui se sont considérablement renforcés. Autrefois, les Minguettes étaient un quartier populaire pauvre, mais désormais, ce quartier est devenu un monde défini par un écart mais aussi culturel avec la société.

En outre, l'hostilité à l'égard des institutions s'est développée. La guerre avec la police s'est installée et s'est durcie des deux côtés. L'hostilité à l'égard des « bouffons » s'est développée à l'école. Lorsqu'un élève parvient à réussir grâce à l'école, il casse une solidarité des exclus et pour ses camarades, il serait donc préférable que tout le monde échoue. Cette forme de pression est extrêmement forte. Par ailleurs, l'installation de la religion comme principe identitaire commun est un phénomène nouveau. Il y a 30 ans, les musulmans demandaient seulement la possibilité de pratiquer leur religion dignement et de bénéficier de la tolérance laïque. L'histoire des 30 dernières années peut se résumer ainsi : des HLM ont été construits pour loger des ouvriers, puis les immigrés s'installent avec leurs enfants quand la société industrielle se défait et 30 ans plus tard, il s'agit d'un autre univers, donc les références ont totalement changé.

Au sujet de l'école, notre société ayant renoncé à promettre une amélioration des conditions sociales, le discours actuel consiste à affirmer à un élève que l'école le sauvera, ou qu'il sera condamné à un échec total, alors qu'autrefois, un élève qui ne réussissait pas à l'école pouvait espérer devenir ouvrier comme son père, avec en outre de meilleures conditions sociales. Les relations scolaires ont donc totalement changé. Ceux qui pensent n'avoir aucune chance de réussir ne veulent pas jouer un jeu où ils pensent être certains de perdre. La manière de lire le monde a donc totalement changé en 30 ans. L'intériorisation de l'exclusion est très forte et le poids du stigmatisme est devenu extrême. D'une part, les jeunes intériorisent et surjouent les stigmates, en étant capables de réciter des phrases toutes faites de sociologues, et d'autre part ils éprouvent une différence considérable entre leur expérience et leur image sociale. A ce sujet, ces jeunes ne cessent de dire aux personnes qui travaillent avec eux qu'ils ne sont pas ceux qu'elles croient. On se trompe donc toujours dans les pronostics. Ce stigmatisme s'est durci, probablement en raison de la mauvaise santé économique du pays. Des politiques plus humaines pendant les années 60 et 70 auraient également permis d'aboutir à une situation très différente. Ce monde, qui se vit comme exclu par les autres, produit désormais sa propre exclusion en l'anticipant comme un destin. Ce phénomène est d'autant plus désespérant que la politique ne semble plus offrir de salut.

Au-delà de la cristallisation des problèmes de cités, je suis frappé par la transformation radicale du regard que la société française pose sur ces quartiers (en supposant qu'une société regarde). La catégorie identitaire a supplanté la catégorie sociale. En même temps, par le biais de l'école nous promettons que le salut est impossible hors de l'égalité des chances scolaires – ce qui est absurde – alors que nous avons le sentiment que cette institution n'est plus en mesure d'assurer la transmission des savoirs élémentaires. En outre, lorsqu'on estime qu'un professeur originaire de province doit faire ses armes en Seine Saint-Denis pour acquérir de l'expérience, ce département est considéré comme l'était le Congo dans Tintin au Congo : une épreuve et une aventure sur des terres lointaines.

LA défiance à l'égard des quartiers dit difficiles est d'autant plus forte qu'ils sont perçus comme le symptôme d'une rupture du contrat organisant les

prélèvement et les transferts sociaux qui comptent pour plus de 50% du PIB. Le système est si opaque que les « riches » et les « pauvres » ont le sentiment d'être floués : les uns paieraient pour rien, et les autres ne recevraient rien. Ce qui est faux dans les deux cas. Les banlieues deviennent le symptôme d'un modèle dans lequel on prétend qu'une partie de la société est surnuméraire, inutile, oisive parce que leur contribution n'est plus visible. Dans le même temps, les populations des quartiers ont le sentiment qu'on ne fait rien pour elles. Ce durcissement n'est pas le produit des banlieues ; c'est un problème général de société, et non des quartiers.

La perception des banlieues et surtout de leurs jeunes participe d'un républicanisme maurassien qui fait de l'autorité des institutions et de l'identité nationale « éternelle », la grille de lecture de la société par elle-même. Le poids de l'image, des stigmates et du mécanisme d'intériorisation n'est pas le produit de la banlieue, mais l'effet de la transformation de la société française qui ne se sent plus capable « d'intégrer » ses propres citoyens.

En conclusion, il y a 30 ans, les banlieues étaient un problème social de pauvreté, de chômage et d'habitat, mais elles sont désormais devenues le problème de la société française. Les jeunes des quartiers disent qu'ils sont choqués d'apprendre à la télévision qu'ils sont devenus un problème, alors qu'ils ont eux-mêmes des problèmes. Certes, les problèmes de chômage ou de transports ont toujours existé, mais, bien qu'ils soient actuellement aigus, le problème ne se réduit pas à cela. Il existe en effet un phénomène de production de l'image des banlieues par une société qui ne sait plus exactement ce que sont ses institutions et son identité nationale. N'ayant plus cette capacité, on en laisse le monopole aux « méchants », qui prétendent que si la France parvenait à se débarrasser de ses banlieues elle retrouverait une santé maurassienne blanche et chrétienne... Bref les quartiers ont des problèmes, mais ils sont surtout devenus les enjeux d'un problème qui le dépasse de très loin.

Echanges avec la salle

De la salle

Je viens des Pays-Bas. Au sujet des manques de modèles pour les jeunes de Clichy-sous-Bois évoqués par Ange Boyou, il existe bien des modèles, qui sont les jeunes qui se livrent aux trafics de drogue et gagnent beaucoup d'argent. Ce n'est pas une solution, car les jeunes risquent de chercher un travail dans ce domaine et pas dans un autre travail.

S'agissant des entreprises qui s'installent en Seine Saint-Denis, grâce au nouveau Stade de France, de nombreuses entreprises se sont installées en Seine Saint-Denis. La solution ne se trouve pas seulement à Paris, mais aussi à Plaine Commune où des entreprises peuvent offrir des emplois aux jeunes des cités.

Ange BOYOU

Le trafiquant n'est pas un modèle. Passer par le trafic parfois s'impose – j'ai moi-même revendu de la drogue – parce que certaines personnes ont besoin de revenus à certains moments, mais ce n'est pas le modèle.

Une ville de 30 000 habitants comme Clichy-sous-Bois était dépourvue de commissariat et donc de figures d'autorité. Les trafiquants sont des petits barons qui tiennent le quartier. Ils paient des jeunes pour participer au trafic, mais ne sont pas des modèles pour eux. Pour gagner de l'argent, les jeunes travaillent dans des petits commerces et des supermarchés. La question du désenclavement géographique est importante, car il est indispensable de sortir de la cité pour chercher du travail ailleurs.

S'agissant du travail, un employeur de la Défense ne choisira pas un candidat de Clichy si un autre candidat vit à Paris pour des questions de durée de transport ; le candidat de Paris aura moins de problèmes de retards et sera donc plus fiable. La question du désenclavement géographique est donc importante pour cela.

Les jeunes n'ont pas besoin de modèles d'artisans, parce qu'ils les connaissent déjà. Des travailleurs manuels qui habitent en banlieue sont susceptibles de demander à des jeunes de travailler avec eux sur des chantiers. En revanche, les modèles que j'évoque sont ceux de la classe moyenne, qui sont absents. Dans notre pays, les catégories populaires peuvent accéder à la classe moyenne, mais on ne les voit pas. Or, nous avons besoin de modèles de médecins, d'ingénieurs, de gens de théâtre par exemple, des métiers qui permettent de se projeter différemment.

S'agissant du trafic, les trafiquants seront toujours présents et certaines cités sont configurées pour le trafic, comme la cité du Pavé-Neuf de Noisy-le-Grand, qui est impossible à contrôler en raison de sa configuration. Il est donc nécessaire de résoudre également des questions d'urbanisme, mais le plus important est de connaître la première image vers laquelle un jeune se projette.

Fabien TRUONG

Un trafiquant de drogue pourra se mettre en valeur dans une première relation en face à face, mais il ne donnera jamais l'idée que ce qu'il fait est bien. A ce titre, il convient de souligner le lien entre la pratique religieuse et les comportements délinquants : les délinquants pratiquent peu l'Islam, parce qu'ils savent que vendre de la drogue ou se livrer à des vols n'est pas « bien ». Ils estiment que ces trafics sont temporaires et sont conscients qu'ils ne s'y livreront pas toute leur vie. Pour sortir d'un chemin délinquant, un individu intensifie la pratique religieuse pour revenir dans le droit chemin.

S'agissant des modèles représentés de manière positive, les jeunes qui ont réussi par les études et qui reviennent dans les quartiers ne sont pas considérés comme des « bouffons ». Ils sont félicités et les personnes qui restent dans la cité estiment que ces individus qui ont réussi par leurs études et travaillent à Paris les représentent. Le besoin d'image positive est fort et ces jeunes représentent des modèles.

Par ailleurs, des jeunes arrivent à se projeter en s'identifiant à des « défricheurs », même si ceux-ci n'ont pas totalement réussi. Dans les années 90, des études ont montré que de nombreux jeunes qui accédaient à l'université y échouaient, mais même ceux qui ont échoué à obtenir un diplôme possèdent des codes leur permettant de conseiller les plus jeunes. Comment faire pour que ces images, actuellement limitées à des interactions individuelles, soient représentées à plus grande échelle ?

Le fonctionnement des médias est responsable de ces problèmes d'image. Il est en effet difficile de développer un modèle positif et de développer les nuances dans une émission de télévision, par manque de temps. A ce titre, des stars de banlieue, qui sont devenues des modèles positifs, refusent de figurer sur certains plateaux, pour ne pas être enfermées dans une image liée à la banlieue. Le choix de certains titres comme « Le suicide français » et « L'identité malheureuse » illustrent à quel point la banlieue fonctionne comme un négatif par rapport à une image incertaine de la nation française. Elle sert de définition de ce que certains individus pensent être par contraposition négative. En effet, la voie française « joyeuse » ne s'illustre pas par un discours positif fondé et argumenté.

Joëlle BORDET

Le statut de la banlieue dans les représentations politiques a changé. Il a évolué du stigmaté au bouc émissaire, qui a une fonction différente. On signifie à une population le fait qu'elle est dangereuse pour les autres et qu'on se trouverait mieux sans elle. Cette évolution représente une véritable question pour la politique de la ville, qui travaille sur des territoires délimités et s'enferme ainsi sur des assignations.

Je travaille donc sur des « transitionnalités » : comment des populations peuvent-elles se projeter dans des lieux qui ne sont pas les leurs ? Je travaille par exemple avec des jeunes et la ville de Lyon pour essayer de réaliser une politique inclusive et démocratique pour les jeunes des quartiers populaires. Au-delà de la question des transports, l'expérience culturelle et sociale doit contribuer à créer un sentiment d'appartenance à la ville de Lyon chez ces jeunes, et non plus à leur seul quartier. On entend la ville dans son ouverture au monde, comme dans la création de la dynamique la politique jeunesse de la ville de Gennevilliers. Cette notion de transitionnalité est intéressante. Ce terme a été inventé par les phénoménologues. A ce titre, le livre « Qu'est-ce qu'habiter » de Bernard Salignon fournit un vocabulaire de la ville qui constitue un point d'appui intéressant. En outre, je m'intéresse aux réciprocités. En effet, les jeunes qui ne se rendent jamais en banlieue ont une représentation des autres qui peut être erronée. J'ai construit un programme dix ans auparavant avec notamment l'Union des étudiants juifs de France et SOS Racisme pour créer une pédagogie de la déconstruction des stéréotypes. Ces jeunes médiateurs militants interviennent dans des classes sur la déconstruction des stéréotypes. La transformation des représentations de ces jeunes, qui auront des responsabilités importantes, est essentielle pour les ouvrir à la dimension du bouc émissaire.

L'analyse est cruciale et il est impossible d'en faire l'économie, mais je dois également m'interroger sur l'intention de transformation sociale à partir de cette analyse. La qualification de bouc émissaire est très différente de celle de stigmaté, et elle nous emmène sur une voie de travail différente avec le politique et les élus. Nous connaissons en effet un changement politique majeur extrêmement inquiétant qui peut nous emmener dans des situations intermédiaires entre la guerre et la paix, que les jeunes des quartiers populaires connaissent déjà pour certains.

François DUBET

Je tiens à souligner l'importance du changement de modèle qui conduit à considérer qu'il faut réussir à l'école pour atteindre les classes moyennes. Nicolas Sarkozy, qui a le plus développé les pratiques de discrimination positive était également celui qui voulait nettoyer les cités au Kärcher. Le message qu'il envoyait était le suivant : « Soit tu réussis à l'école et tu atteins les classes moyennes, soit la police s'occupera de toi. »

La France produit des emplois qualifiés d'ouvriers et d'employés, traditionnellement dévolus aux catégories populaires, qui ont quasiment été effacés. Il est donc désormais impossible de tenir la promesse de réussite sociale pour tous ceux qui réussissent à l'école. Cette promesse est en effet arithmétiquement absurde. L'école doit donc être capable de donner aux élèves les compétences nécessaires pour reconquérir ces emplois, mais elle ne peut pas se contenter de faire cette promesse.

Un sociologue américain (Wilson) a montré que le monde noir américain était confronté à une situation paradoxale : on a aidé des personnes des ghettos à s'élever dans la société, alors que d'autres voyaient leur situation se dégrader de plus en plus. Ce modèle politique est intenable et représente une bombe potentielle. L'enjeu n'est pas de conduire un élève à entrer dans une grande école, mais de faire en sorte que 30 % d'enfants ne sortent pas du système scolaire en ne sachant pas lire. Les dispositifs favorisant la réussite de quelques-uns sont facilement acceptés, alors qu'une proposition de réforme du collège permettant à tous les enfants d'apprendre à lire se traduit par un climat de conflit.

Ange BOYOU

Quand je parle d'exemple, je précise que les métiers manuels, qui comportent pourtant des modèles potentiels comme un ébéniste de qualité ou un excellent boulanger, sont très dévalorisés. Dès qu'un élève est en situation d'échec scolaire, il sera dirigé vers la filière des métiers manuels, alors que d'autres qui s'y intéressent sont orientés vers les sections commerciales. Les jeunes associent donc métiers manuels et voie d'échec.

François DUBET

Ce modèle consiste à ériger la norme d'échec scolaire des classes moyennes supérieures en norme universelle.

De la salle

Qu'est-ce que cela représente d'être une jeune femme dans les banlieues ?

De la salle

Je suis élue du Pré-Saint-Gervais, qui ne vit pas la même situation que les grandes villes de Seine Saint-Denis. Avec l'habitat diffus, malgré 65 nationalités et 50 % d'habitat HLM, la ville ne donne pas une impression de ghetto, bien que les populations modestes soient très nombreuses. Pour un élu, l'action est fondamentale, notamment en direction de la jeunesse. Nous rencontrons les jeunes et discutons avec eux. Ils nous demandent souvent un local pour se réunir, mais nous leur demandons de faire un projet pour leur attribuer ce local. Or, ils ne souhaitent pas faire un projet, mais seulement se réunir dans un local au chaud. Toutefois, les élus sont responsables des locaux et il n'est pas possible de les laisser seuls dans un local. Comment faire pour que le dialogue se poursuive en responsabilisant davantage les jeunes ? En outre, de nombreux jeunes ne se rendent pas dans les clubs sportifs et ne participent pas aux activités proposées. Ils entraînent une partie de la population dans un sentiment d'insécurité, qui les conduit à stigmatiser cette jeunesse.

Marie-Noëlle RONY

Je souhaite introduire une note plus positive. 40 % des autoentrepreneurs sont des jeunes de la cité en Ile-de-France. A Bobigny, des dizaines de personnes ont créé des entreprises ou ont le projet de le faire. Il faudra les accompagner pour que ces entreprises soient pérennes, mais les idées novatrices existent. En outre, ces personnes sont extrêmement valorisées par les autres habitants de ces quartiers, qui les interrogent sur leur démarche.

Au sujet de la difficulté de rapprocher les quartiers dans les villes, je considère que les habitants des quartiers extérieurs ne se rendent pas dans ces quartiers parce qu'ils ont peur. Les élus ont un travail important à réaliser pour organiser ce rapprochement des populations, car il est indispensable de créer cet échange. La crispation que nous constatons actuellement est dangereuse. Les habitants des quartiers extérieurs ont des *a priori* et ne sont pas prêts à faire des efforts. Cette situation est préoccupante.

Fabien TRUONG

Que ce soit un constat empirique ou un propos politique et projectif, la dévalorisation du travail manuel en France est dramatique. S'agissant des modèles de réussite par l'école, les jeunes des quartiers ont très fortement « intégré » le modèle de réussite par l'école.

Les jeunes femmes sont, dans les imaginaires, simultanément très absentes et surprésentées, s'agissant des filles qui portent le voile. Mon enquête m'a apporté un exemple révélateur de la manière dont une jeune fille peut vivre la stigmatisation. Les filles « bonnes élèves » franchiront plus rapidement que les garçons les frontières du périphérique et les frontières scolaires. Ces jeunes filles ont réglé la question du stigmat, parce qu'elles ont un bac général et étudient dans des filières supérieures. Les premières années de leurs études supérieures, elles n'anticipent pas la violence du stigmat,

parce qu'elles pensaient que leur trajectoire les avait fait sortir de ce stigmaté. Or, elles s'aperçoivent qu'elles n'ont pas les mêmes références sociales et culturelles que les enfants issus de milieux supérieurs, et la question de l'Islam sera abordée de front dans le cadre de la socialité étudiante, ce qui peut être violent et difficile à vivre pour elles.

Il est également intéressant d'observer les évolutions dans le temps. De fortes difficultés initiales sont souvent surmontées, mais il est nécessaire de prendre du temps pour surmonter ces épreuves sociales, alors que notre société favorise des trajectoires rectilignes. Par exemple, réussir à l'école implique de ne pas perdre de temps. Quand on prend le temps de l'observation, on constate des phénomènes de va et vient. Le fait que les quartiers ne s'embrasent pas plus souvent et plus intensément montre que certains éléments qui font ciment sont aussi solides.

Joëlle BORDET

La question des rapports entre filles et garçons est très importante et symptomatique. J'aimerais que les filles puissent circuler longtemps entre différents processus (porter le voile, puis faire du rap, etc.). La situation est inquiétante quand elles s'accrochent à un statut et sont gérées de l'extérieur.

Je terminerai par la phrase d'un film prononcée par une jeune femme : « *Je ne voudrais jamais oublier le petit garçon que j'ai en moi.* »

Conférence de clôture : les émeutes de 2005 dans l'histoire des rébellions urbaines depuis 1968, par Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Université de Lyon I

Martial FOUCAULT

Michelle Zancarini-Fournel est historienne et professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lyon I. Nous lui avons demandé de porter un regard plus historique sur l'ensemble des tables rondes portant sur des questions relatives à la banlieue : le territoire géographique, le logement, la jeunesse. Elle apportera également un éclairage sémantique sur les termes « émeutes », « révoltes » ou autres termes.

Elle replacera la question de la singularité de ces événements dans un temps plus long.

Michelle ZANCARINI-FOURNEL

J'effectuerai une approche historique des rébellions urbaines en France entre 1968 et 2005, en abordant également très brièvement le 19^{ème} siècle. Dans le présent colloque, nous avons entendu des sociologues et des politistes et des acteurs de terrain et j'intégrerai quelques remarques sur leurs propos.

Ces bornes chronologique 1968-2005 mettent en cause une interprétation de ce phénomène de rébellions urbaines ; des analyses prétendent qu'il existe une rupture définitive entre ce qui s'est produit en 1968 et les formes de révoltes des banlieues. Cette analyse est inexacte, comme le montrent, entre autre, les répertoires d'action.

Je reviendrai également sur la chronologie des rébellions urbaines. Dans l'ouvrage collectif, *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe*, publié en 2011, nous avons réalisé une nouvelle approche de la chronologie, et abordé la question du genre et de l'engagement, qui est une question fondamentale.

L'histoire que nous abordons s'étend sur un demi-siècle. Il s'agit d'une histoire de la ville, de l'habitat et des grands ensembles, mais aussi de l'immigration, avec la transformation des politiques migratoires à partir de 1973, et de la post-colonisation. L'histoire économique et sociale porte sur les effets de la restructuration économique et financière. L'histoire des politiques recouvre les politiques de l'Etat, mais aussi les politiques régionales et municipales. L'histoire de l'éducation étudie la racialisation dans les établissements scolaires, qui a commencé très tôt. En 1975, des parents d'élèves d'une école de Villeurbanne ont fait grève à la rentrée scolaire parce que les élèves de l'école où leurs enfants étaient affectés étaient à 95 % maghrébins. On avait construit à proximité une nouvelle école pour y mettre les élèves « français ».

J'insiste en partant du contexte lyonnais sur la diversité des situations locales, qui a été abordée par Didier Lapeyronnie et Béatrix Mora. Il n'est pas

possible de produire un discours généralisant sans tenir compte des contextes locaux, qui sont différents.

La révolte de la Part-Dieu en 1998 étudiée par François Bonnet pourrait être comparée avec les épisodes compris entre 1971 et 1991 que nous allons évoquer. Dans la région lyonnaise, la mémoire ne retient que les émeutes de 1990 à Vaulx-en-Velin, suivies par la création du ministère de la Ville, et l'été chaud aux Minguettes à Vénissieux en 1981.

En 1990 comme en 2005, la plupart des banlieues françaises sont concernées par ces phénomènes, mais aucune cartographie de l'histoire globale sur la longue durée n'a été réalisée. En revanche, un flot de discours interprétatif des sciences sociales et des médias a pris le pas sur des études contextualisées locales, à quelques exceptions près (notamment à Melun et Montbéliard). Le rapport entre une analyse globale surplombante et analyse locale est parfois problématique.

Les répertoires d'action de ces épisodes sont identiques : jets de pierres, voitures et bâtiments incendiés, affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, très souvent après la mort d'un jeune, mais les catégories interprétatives ont varié : l'habitat et le cadre bâti, la délinquance juvénile, la sécurité, l'immigration, l'économie souterraine, le communautarisme, la religion et l'islamisme. En 1987, aux Minguettes, une association culturelle s'est créée, qui regroupait une partie des marcheurs de 1983. La question de l'Islam s'est posée publiquement dès cette époque à Vénissieux. Des divergences sont donc constatées dans les interprétations et les méthodologies, alors que nous en sommes à la quatrième de génération de Français ayant des origines étrangères.

Le rôle de la télévision dans la transmission a été évoqué hier, en particulier pour les Etats-Unis. François Dubet a également évoqué la manière dont la télévision sert à figer des identités imaginaires. Je reviendrai sur les idéaux-types que nous avons mis en évidence : pour les filles de l'intégriste (1989) à l'intégrée (1998 avec la coupe du monde), le jeune de banlieue arabe (1990) puis musulman.

Plusieurs expressions ont été employées au cours des débats de ce colloque :

- ▶ le terme d'« émeutes urbaines » devient dominant à la suite des événements de 2005 ;
- ▶ au sujet de la « discrimination positive », comment une discrimination peut-elle être positive ? Dans les autres pays, on parle « d'action positive » pour traduire le terme américain utilisé dans les années 1960. Cette expression pose problème parce qu'elle heurte l'universalisme – paradoxal – français ;
- ▶ le terme de « minorité sensible » employé par Marie-Hélène Bacqué est également perturbant, d'une part parce que ces « minorités » sont en réalité majoritaires dans les lieux où on les observe et d'autre part parce que la signification du qualificatif de « sensible », bien que communément employé n'est pas claire ;

- au sujet des Irlandais des Etats-Unis, Leyla Arslan a évoqué « l'ethnicité symbolique », qui serait sans coût social, ce qui n'est pas le cas dans certaines banlieues aujourd'hui.

Les premiers paramètres explicatifs des violences urbaines du second vingtième siècle se rapporte à un mode d'analyse et un vocabulaire anciens : les loubards, les voyous, les bandes, la figure des nouveaux barbares, appliquée en 1831 aux ouvriers des villes, et encore utilisée en 2005 pour des catégories différentes, les dit « jeunes de banlieue » autre catégorie à interroger. Le vocabulaire employé comporte aussi les termes de délinquance et criminalité, émeutes, violences urbaines, guérilla urbaine, désordre urbain. À chaque expression correspond une chronologie, des politiques, des histoires et des imaginaires sociaux différents.

Mohamed Mechmache préfère le terme de révolte. En revanche, une intervenante américaine a distingué la révolte qui serait plus organisée et la rébellion qui serait plus spontanée.

Nous avons choisi l'expression « rébellions urbaines », qui est empruntée au vocabulaire de la justice et de la police qui parle de « rébellion à agent de la force publique ». Nous rejoignons ainsi l'analyse de Fabien Jobard, selon laquelle la police a remporté un certain succès lors des révoltes de 2005, en l'absence de morts directement imputables aux actions de maintien de l'ordre, mais qui est aujourd'hui sous le contrôle du public par des portables et des caméras. Il ajoute qu'il y a une évolution vers un commandement extérieur et des forces envoyées de l'extérieur et ne connaissant pas le quartier. En revanche, je ne suis pas sûre que son appréciation sur la BAC, décrite quasiment comme une police de proximité, soit partagée par les acteurs en banlieue.

L'expression « rébellions urbaines » provient également de l'expression employée par l'historien moderniste Jean Nicolas dans un ouvrage de 2002 « La rébellion française : mouvement populaire et conscience sociale, 1681-1789 » qui nous introduit à une longue histoire des rébellions populaires depuis les vagabonds du 17^{ème} siècle, aux barbares du premier 19^{ème} siècle, aux Apaches de la fin du 19^{ème} siècle, jusqu'aux blousons noirs du second 20^{ème} siècle. Pour Jean Nicolas, le terme « rébellion » est attribué aux réactions de populations à une situation et des événements considérés comme insupportables. Je le cite : « *Le recours collectif à la violence s'inscrit toujours dans le système de représentation, par lequel la communauté désigne sa place dans l'ordre du monde. Ces images mentales qui se traduisent en actes renvoient donc à du sens, et le conflit est à lire, non comme pur désordre, mais comme révélateur d'une cohérence autre.* » Ces mots me semblent pouvoir être appliqués aux formes des rebellions de 2005.

La caractéristique de violences politiques voire de violences sociales a été déniée aux violences urbaines du second 20^{ème} siècle, y compris par certains sociologues qui emploient les termes « infrapolitique » ou « protopolitique », mais il s'agit d'un phénomène de moyenne durée sur plusieurs décennies où se construisent les figures « idéales-typiques » des garçons maghrébins violents et machistes et des filles voilées soumises au poids de la religion, aux pressions familiales et au contrôle des hommes du groupe familial et du

quartier. Au-delà de ces représentations – en particulier télévisuelles –, il s’agit de s’interroger sur les trajectoires individuelles et collectives des protagonistes dans ce contexte social et urbain. De 1968 à 2005, plusieurs générations d’adolescents ont construit leur identité et leur parcours de vie dans ces moments spécifiques de rébellions urbaines, qui se croisent avec des formes d’organisation et d’association.

La spécificité méthodologique de l’approche historique prend en compte les temporalités, les jeux d’échelles, la méthodologie pour construire du sens, en particulier l’accès aux archives écrites et aux entretiens pour produire une autre chronologie et d’autres interprétations.

Les temporalités braudéliennes de longue durée (des vagabonds du 17^{ème} siècle jusqu’aux blousons noirs en 1959-1960) s’articulent avec l’événementialité du temps court et une chronologie de moyenne durée. Le rapport des acteurs sociaux au passé de leurs parents et au passé national doit également être pris en compte, ainsi que le rapport entre passé, présent et futur évoqué dans le colloque par un étudiant au sujet d’un projet organisé autour de la métaphore de l’arbre et de ses racines. Il est donc utile de replacer ces rébellions urbaines récentes dans une histoire longue des ségrégations urbaines pour établir les points communs et les différences. Nous avons fait émerger dans les situations de moyenne durée des dernières décennies du 20^{ème} siècle le poids des séquelles de la colonisation, longtemps déniées dans les analyses des sciences sociales concernant les révoltes, en particulier la guerre d’Algérie. Cette guerre est en effet prégnante dans les rapports des autorités et des pétitions envoyées aux autorités.

Le deuxième axe pour les historiens est représenté par le rapport entre histoire, mémoire et commémoration. On a peu évoqué la marche de l’égalité de décembre 1983 jusqu’à la première commémoration de 2003 et surtout les trente ans en 2013. Quel effet a eu ce silence ? Pourquoi effacer des actes de violence antérieurs à 1981 ? De premiers épisodes de violence urbaine ont en effet eu lieu en 1971 à Vaulx-en-Velin (cité La Grapinière) et Villeurbanne (cité Olivier-de-Serres), et on recueille des plaintes des habitants sur la situation dès 1966. A La Grapinière en 1971, une question de reconnaissance est à l’origine de la rébellion : une fleuriste a insulté un groupe de jeunes en proférant des insultes raciales, qui répondent en cassant le centre commercial.

Par ailleurs, l’éclosion précoce des révoltes juvéniles s’accompagne d’un processus de racialisation territorialisée et de crise des relations entre les sexes, mis en avant par le mouvement « Ni putes ni soumises » à partir de 2003. En réaction s’est constitué un mouvement beaucoup plus minoritaire intitulé « Ni proxo ni macho ».

Les femmes ne sont pas au centre des préoccupations des politiques de la ville. Il nous a été dit dans ce colloque qu’un paragraphe d’un rapport récent à propos de la politique de la ville sur l’égalité professionnelle hommes-femmes recommande de prendre en cause l’expérience familiale dans la validation des acquis, ce qui replace les femmes dans un rôle traditionnel de mères de famille et d’épouses. Cela sous-entend que la « nature » des femmes serait « naturellement » faite pour le « care ».

Les enjeux contemporains du passé colonial et postcolonial sont prégnants. Dans son essai « La gangrène et l'oubli » de 1991, Benjamin Stora souligne qu'on pourrait parler de syndrome pour évoquer les rapports entre la France et l'Algérie, par analogie avec le rapport à Vichy. Les représentations héritées de la période coloniale irriguent la société, et ont été réactivées par le Front National lors de sa victoire à Dreux en 1983. En outre, le procès Papon a mis en exergue le rôle de la police parisienne alors dirigée par Papon le 17 octobre 1961, en réactivant un processus mémoriel. La dénonciation de la torture en Algérie est revenue fortement dans l'espace public en 2000, et a été suivie de l'aveu des généraux. 2005 a également été une année décisive sur le plan mémoriel avec la création de l'association « Les indigènes de la République », l'article 4 d'une loi sur le bilan positif de la colonisation à enseigner dans les classes. A ce sujet, je rappelle qu'on enseigne la guerre d'Algérie dans les classes de 3e et de Terminale, mais le temps qui lui est accordé est limité et les professeurs ont la liberté pédagogique de choisir la manière de l'enseigner. L'impact mémoriel de la guerre d'Algérie et les conséquences du 11 septembre 2001 sur les discriminations ont été sous-estimés.

La question de la variation des jeux d'échelle est le dernier axe de la réflexion historique. Il s'agit des liens entre politiques nationales, régionales et locales et de l'ouverture sur le monde. Les rébellions lyonnaises sont devenues un phénomène national après la destruction des premières barres par le maire de Villeurbanne, Charles Hernu, en 1978. Le ministre de la Ville s'est interrogé dans son intervention à l'ouverture de ce colloque sur la temporalité de la politique de la ville. La réponse est : environ 45 ans. Le dispositif « Habitat et vie sociale » appliqué dès 1972 dans les grands ensembles peut être intégré à la politique de la Ville. Le rapport d'Habitat et vie sociale constate dès 1972 que des problèmes surviendront, parce que, dans la cité des Minguettes, des ouvriers et des harkis cohabitent dans les mêmes bâtiments.

Pour terminer, je vous donne lecture d'un tract écrit après les émeutes de juin 1983, au sujet d'un ensemble de bâtiments du quartier des Minguettes et retrouvé par Abdellali Hajjat :

« Monmousseau est un quartier des Minguettes où tous les jeunes aiment s'amuser et se rencontrer. Non il n'est pas un repaire de bandits, mais un quartier parmi d'autres, où la vie est possible. Un jour pourtant la presse en a fait son horrible réputation, sans nous comprendre, sans nous aimer, et nous ne sommes pas d'accord. Aujourd'hui, nous préparons un nouveau départ, un nouvel espoir pour tous. Vive Monmousseau.

Mohamed, Djamel, Toumi, Patrick, Farouk, Minouche, Rachid, Kamel, Farid et tous les autres qui avez lutté et souffert pour qu'il y ait une meilleure justice et une vie plus humaine sur le quartier. C'est aussi pour vous que vous vous êtes battus.

Comme vous, nous ne le rejet, le racisme et avec vous la dignité à droit. Nous construirons indestructible. Vous n'êtes

sommes pas épargnés par l'injustice. Nous espérons laquelle nous avons tous avec vous un quartier pas des loubards, vous

avez prouvé votre désir de vivre comme tout le monde. »

Dans la construction des représentations communes, la télévision joue aujourd'hui un rôle fondamental. Au sujet de l'image des filles, dès octobre 1989, avec le début de l'affaire des foulards, qui prend naissance dans *Le Courrier picard*, le vocabulaire et l'image ont transformé de jeunes collégiennes en islamistes. Dans les images télévisuelles, le foulard devenait progressivement un tchador, voire une burka. Parallèlement, le vocabulaire des présentateurs de télévision a repris progressivement le vocabulaire du FN. La manifestation en 1989 contre Salman Rushdie avec une prière sur la place de la République montrée au journal télévisé de 20 heures, a joué un rôle extrêmement important.

On a ensuite cessé de présenter les filles comme des intégristes en puissance au moment de la coupe du monde de 1998 : les filles sont alors apparues cheveux au vent, avec le visage maquillé d'un côté du drapeau français et de l'autre côté du drapeau algérien par exemple. Pendant ce bref moment, les filles ont eu une autre apparence à la télévision. En 1990, l'image du « jeune de banlieue » s'est formalisée à la télévision, d'abord arabe, puis musulman.

Martial FOUCAULT

Nous aurions pu commencer ce colloque par cette perspective historique et observer si les problématiques contemporaines ont un sens dans cette singularité temporelle.

Conclusion par Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF

Je retiens plusieurs éléments de ces deux journées. J'ai été marqué par ce débat sur le terrain sémantique : s'agit-il de révoltes, d'émeutes ou de rébellions ? Si on s'en tient à la définition que vous avez reprise, le terme « émeute » se rapporterait à un processus plus spontané que des rébellions, qui seraient plus structurées et comporteraient une charge politique plus forte. A ce titre, Mohamed Mechmache a comparé les différences de vocabulaire employé pour qualifier les mouvements des banlieues et ceux des pêcheurs ou agriculteurs. Cette interprétation semble liée à cette impréparation politique à pouvoir porter cette question qui dépasse la politique de la ville : la capacité à se constituer comme un groupe d'influence. Le lien qui existe entre ce mouvement de la base et l'interpellation des politiques nécessite en effet beaucoup de savoir-faire.

Le deuxième élément qui m'a intéressé concerne la représentativité politique dans les quartiers. Patrick Braouezec a peut-être exagéré sur la représentativité politique dans les quartiers, mais cette question est fondamentale lorsqu'on étudie les trajectoires et comportements électoraux dans certains quartiers. Selon Patrick Braouezec, des élus seraient élus avec 5 % des suffrages exprimés. Ce n'est pas représentatif de tous les quartiers, mais il est vrai que le phénomène est sous-étudié en sciences sociales. Un questionnement existe sur la mal-inscription ou la non-inscription électorale, ainsi que sur la participation. L'inscription et la participation sont les deux temps forts du vote. Les sciences sociales semblent ne pas avoir totalement saisi la complexité du problème. La question de l'observation de la mal-inscription et de l'abstention doit être étroitement liée aux contextes locaux dans lesquels on observe ces phénomènes. A l'échelle d'une municipalité, ces phénomènes ne traduiront pas une réalité sociale objective. Cette représentativité est un point crucial, déserté par les sciences politiques, qui doivent se le réapproprier.

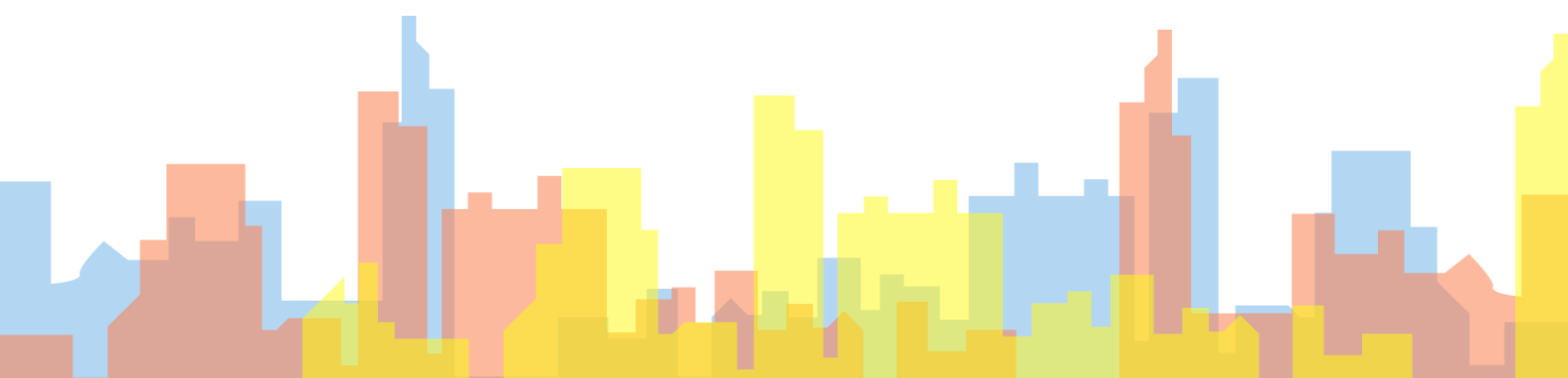
Le troisième point que je retiens est relatif à la relation police-citoyens, qui fait écho à la commission Défense-nation du début des années 80. Il existe déjà une somme de travaux considérable sur ce sujet, mais qui ne se transforme pas en politique publique. Les sciences sociales semblent avoir atteint un plafond de verre. Le catalogue des émeutes depuis la fin des années 70 montre une défaillance dans la capacité des sciences sociales à être retranscrites auprès des autorités politiques.

En quatrième lieu, à Sciences Po nous attachons une grande importance à la formation des étudiants relative aux politiques publiques, mais il apparaît que le quintette des politiques publiques qui comprend la justice, le logement, l'école, la police et la culture est au cœur du bilan que nous pourrions dresser. Le sentiment que rien n'a changé est largement partagé, alors qu'il apparaît que beaucoup de choses se sont produites. La responsable de l'USH a indiqué que des programmes substantiels de rénovation urbaine ont été réalisés. L'urbain a certes changé, mais pas la société. Les problèmes de logement, de délinquance et de chômage ne sont pas résolus. En effet, dans notre grille d'analyse, les banlieues ne sont pas un problème, mais un symptôme de

rupture du contrat social. Il me semble que c'est la manière adéquate de considérer la situation de ces quartiers. Par ailleurs, la dimension de la classe sociale a été extirpée de la grille d'analyse, du moins du discours politique.

L'ouvrage de Henri Rey et Adil Jazouli « Pour une histoire politique de la politique de la ville » montre qu'en 30 ans, il n'a pas existé de suite volontaire de recherche d'échecs. Tous les acteurs mobilisés dans la politique de la ville avaient un vrai souci de réussir ce qu'ils entreprenaient. En revanche, la transformation des mécanismes par lesquels on fait de la politique n'a pas été réalisée. L'idée de l'Etat bienveillant et planificateur a totalement occulté les nouvelles formes de politisation en cours et les nouvelles demandes de politisation. Ce fonctionnement descendant est un des éléments de la modestie de ce succès de la politique de la ville.

Les communications seront retranscrites et mises à disposition par différents canaux. Nous poursuivrons ce colloque par deux journées d'étude sur des problématiques qui ont été insuffisamment traitées : la place des femmes dans les banlieues et la géographie électorale dans les quartiers.



CEVIPOF - Centre de recherches politiques de Sciences Po

98, rue de l'Université - 75007 Paris

Tél : +33 (0) 1 45 49 51 05

www.cevipof.com